



# SOMMAIRE

|   | PAGES |
|---|-------|
| <b>LE JOURNAL DU MOIS</b> .....   | 1     |
| Les élections du 23 novembre 1958 (p. 3). — De Gaulle et les élections (p. 3).<br>Le mouvement ouvrier et les élections (p. 4). — Fraternité atlantique (p. 4).<br>— Les syndicats et le pouvoir fort (p. 5).   |       |
| <b>DE GAULLE ET LA « GAUCHE OFFICIELLE »</b> .....  | 6     |
| Avant le discours de Thorez au C.C. (p. 6). — La révélation : le discours<br>de Thorez au C.C. du P.C.F. (p. 7). — Tous gaullistes avec « réserves »<br>(p. 7). — La palme (p. 8).  |       |
| <b>DE GAULLE ET L'ALGERIE</b> .....   | 8     |
| <b>JEAN PERRIN.</b> La crise de la social-démocratie française .....  | 9     |
| <b>FRANÇOIS FORGUE.</b> Le P.C.F. fidèle défenseur de l'ordre établi .....  | 12    |
| <b>FRANÇOIS TARRANT.</b> L'offensive patronale a commencé .....   | 17    |
| <b>HENRI LANGLOIS.</b> Situation de l'économie française .....  | 18    |
| <b>A travers la presse syndicale</b> .....  | 20    |
| <b>Pour une tribune libre de la jeunesse.</b>   |       |
| Les jeunes en face du pouvoir fort .....  | 22    |
| Réponse de J.-J. Marie .....  | 23    |
| <b>EMMO.</b> Chronique du Cinéma. Une génération qui aimait la vie .....  | 24    |
| <b>ANDRÉ BUSSIERES.</b> L'Afrique Noire après le référendum (I) .....   | 26    |
| <b>FRANÇOIS MANUEL.</b> Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des Conseils<br>ouvriers .....   | 29    |
| <b>Le journal de Trotsky en exil</b> .....  | 33    |
| <b>E. JONES.</b> Lettre de New York .....   | 34    |
| <b>PIERRE LAMBERT.</b> Les problèmes du parti contribution à la discussion (I. - Intro-<br>duction) .....   | 35    |
| <b>GÉRARD BLOCH.</b> Marxisme, philosophie, science (I) .....   | 39    |
| <b>NOTES DE LECTURE</b> .....   | 44    |
| <b>KONRAD SYROP :</b> Spring in October, the story of Polish Revolution, 1956<br>(p. 44). — 8 <sup>e</sup> Plenum du C.C. du P.O.U.P. (p. 44). — <b>CARL E. SCHORKE :</b><br>German Social-democracy (p. 44). — <b>PIERRE NAVILLE :</b> La vie de travail<br>et ses problèmes ..... | 45    |
| <b>R. GARAUDY :</b> Humanisme marxiste (cinq essais polémiques) (p. 46). —<br><b>BENNO SAREL :</b> La classe ouvrière d'Allemagne Orientale (p. 47).  |       |

# Pourquoi «La Vérité» mensuelle

**Q**UARANTE ans après la révolution d'octobre, deux ans après le coup de tonnerre libérateur de la révolution hongroise, voici que tout semble, une nouvelle fois, remis en question. Pour la deuxième fois en moins de vingt ans, l'ombre de la réaction s'étend sur la France. La réaction mondiale en est affermie, et l'échéance de la révolution socialiste, dont les explosions thermonucléaires rappellent pourtant sans répit l'urgence, est une fois encore ajournée.

Voir clair, et aider à voir clair : telle est aujourd'hui, après la défaite ouvrière subie du 13 mai au 1<sup>er</sup> juin, révélée dans toute son ampleur le 28 septembre, la première tâche des révolutionnaires prolétariens.

Comme chaque fois que, depuis plus d'un siècle, la réaction bourgeoise, momentanément, l'emporte, parallèlement à l'offensive politique qui vise à dissocier le mouvement ouvrier de l'intérieur, une offensive plus sournoise que frontale est livrée dans le domaine des idées — contre le marxisme. De vieilles lunes, soigneusement astiquées, sont offertes aux chercheurs de « nouveautés ». Les uns mettent en cause la classe ouvrière, son « inertie », voire son « incapacité historique ». Comme si les travailleurs n'avaient pas fait, depuis dix-huit ans, une série d'efforts héroïques pour sortir le pays de l'ornière capitaliste ! Pour ne citer que les plus récents, août 1953, août-septembre 1955, les manifestations de rappelés, ces combats se sont inscrits parmi les plus grandioses, les plus poussés qu'ait livrés, au cours de son histoire, pourtant bien remplie, la classe ouvrière française. Certes, ces combats n'ont pu aller jusqu'à leur conclusion logique : la conquête du pouvoir par les travailleurs. Mais ces échecs — qui oserait le nier ? — ne tinrent pas à la capacité de résistance de l'état capitaliste, qui chancelait sous les coups ; ils furent l'œuvre des puissants appareils bureaucratiques du réformisme et du stalinisme, acharnés à enliser les masses en lutte dans les marais du parlementarisme bourgeois. Quel militant ouvrier peut contester que, le 14 mai au matin, malgré toutes les déceptions précédentes, les travailleurs étaient prêts, comme un seul homme, à répondre à l'appel de leurs organisations ? Bien loin de lancer cet appel, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. ont confirmé avec éclat leur criminelle politique, votant et revotant pouvoirs spéciaux, loi d'urgence, et confiance à l'armée et au gouvernement de la classe ennemie. Ils étaient mal fondés à feindre l'étonnement, si Pflimlin, agissant, lui, au mieux des intérêts de sa classe, passait la main à de Gaulle.

Et que dire de ces « réalistes » pour qui la « grande » politique consiste à ne rien négliger pour se concilier les « grands » dirigeants des « grandes » organisations ? Leur bilan, chacun peut aujourd'hui l'apprécier à sa valeur. Ils viennent d'ailleurs de trouver plus « réalistes » qu'eux, en la personne de ces ex-« marxistes », ex-« communistes », mais ex-staliniens sans guillemets, hier à la pointe de la politique contre-révolutionnaire de l'appareil, qui recherchent aujourd'hui un abri opportun, au nom d'un « marxisme ouvert aux réalités nouvelles », sous l'aile du nouveau sauveur suprême !

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas, dans l'ordre théorique comme dans l'ordre politique, de problèmes qui attendent encore leur solution ? Une telle conception est aux antipodes de la pensée trotskyste. Fidèles aux enseignements des grands maîtres de la théorie et de l'action révolutionnaire que furent Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky, les trotskystes savent que la défense du marxisme, qu'ils s'assignent comme première tâche de l'heure, n'est pas concevable sans son enrichissement. C'est ainsi que le retard de la révolution dans les pays avancés, son développement sur une échelle immense dans les pays arriérés reposent de façon aiguë le problème des rapports entre la lutte pour l'indépendance nationale et la lutte pour le socialisme. L'expérience de la révolution algérienne est, à cet égard, riche d'enseignements, et l'analyse marxiste se doit d'en tirer toutes les leçons.

Le véritable réalisme, les événements viennent de le confirmer avec éclat, c'est d'œuvrer à la révolution socialiste, à l'irruption libératrice des masses sur la scène de l'histoire, à la conquête du pouvoir par le prolétariat — donc à la destruction des appareils bureaucratiques, à la régénération du mouvement ouvrier, à la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, condition inéluctable de la victoire finale, que l'ampleur des batailles, la combativité la plus acharnée, la conscience la plus haute dont les masses puissent faire preuve ne sauraient suffire à assurer.

C'est ainsi que la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale révolutionnaire — que les trotskistes durent entreprendre, il y a vingt-cinq ans, dans des conditions et devant des obstacles à beaucoup d'égards sans précédent — s'est avérée une tâche plus longue et plus difficile qu'il n'avait été possible de le prévoir à l'avance. Est-ce à dire qu'il faille y renoncer ? Autant, alors, renoncer au socialisme en général — car personne n'a même sérieusement tenté de montrer comment on pourrait s'en passer. Il n'en reste pas moins qu'après l'expérience tragique de trente-cinq ans de stalinisme, les problèmes des rapports entre la spontanéité et la conscience, entre les masses, leur avant-garde et leurs directions, entre les syndicats et les partis (rappelons ici que, dès 1945, les trotskystes de France se prononçaient pour l'autonomie du mouvement syndical à l'égard de tous les partis), doivent être

soumis à un réexamen scrupuleux, à la lumière de l'immense expérience accumulée ; c'est précisément à partir de telles études que seront abordés avec fruit le problème des voies et moyens de la destruction des appareils bureaucratiques et de la construction du nouveau parti.

C'est ainsi que la débâcle idéologique du stalinisme, précédant même sa débâcle matérielle, impose aux marxistes de mettre en lumière inlassablement l'abîme qui, dans tous les domaines, sépare le léninisme de sa contre-façon bureaucratique. L'exposé et l'illustration de l'authentique doctrine léniniste, cette inconnue, ne constituent-ils pas le meilleur antidote contre la tendance, toujours renaissante, particulièrement chez ceux-là qui viennent tout juste d'ouvrir les yeux sur le stalinisme, à rendre le bolchévisme peu ou prou responsable de ceux qui, mettant à profit les conditions historiques, usurpèrent son héritage ?

Cette énumération qui, certes, est loin d'être complète, suffit à montrer l'ampleur du champ ouvert aujourd'hui à la pensée marxiste. Et c'est pour mieux pouvoir faire face, ne fût-ce qu'en partie, aux besoins qui sont aujourd'hui ceux de l'avant-garde ouvrière, c'est pour mieux œuvrer à la préparation des futurs combats que l'organe trotskyste « La Vérité », fidèle à son titre depuis dix-huit ans qu'il fut, sous l'occupation nazie, le premier organe clandestin, prend aujourd'hui la forme d'une revue mensuelle. Aussi bien la réflexion théorique ne prend-elle tout son sens que si elle éclaire en même temps les tâches immédiates ; il n'en est pas de plus urgente que la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier face à l'offensive et aux empiètements de l'état bourgeois, qui vise à le désintégrer. « La Vérité » consacra à ce problème, et à ceux que pose la réalisation du Front Unique, condition indispensable d'une stratégie défensive efficace, la place qu'ils méritent.

Le réarmement politique de l'avant-garde est enfin inconcevable sans de larges débats entre tous les militants ouvriers, de tendances diverses, pour qui l'indépendance à l'égard de tous les états et de tous les appareils bureaucratiques, la dépendance à l'égard des seuls intérêts de leur classe sont des principes intangibles : les colonnes de « La Vérité » leur sont ouvertes sans réserve.



## **A NOS LECTEURS**

*Ce premier numéro mensuel de « LA VERITE » paraît avec quinze jours de retard sur la date annoncée. En revanche, il paraît sur 48 pages, plus une brochure encartée équivalent à 4 pages de la revue, alors que nous n'avions pu et ne pouvons encore, pour l'avenir, garantir à nos abonnés qu'un minimum de 32 pages.*

*La longueur des textes qu'il contient impliquerait dans toute autre publication un prix d'au moins 200 ou 250 francs. Nous avons tenu néanmoins à en maintenir le prix de vente à 100 francs, pour qu'il reste à la portée des lecteurs ouvriers, et le prix de l'abonnement au taux correspondant de 1.000 francs pour 12 numéros et 500 francs pour 6 numéros.*

*Rappelons que nos abonnés recevront un nombre d'exemplaires de « LA VERITE » mensuelle proportionnel à la durée restant à courir de leur abonnement à l'hebdomadaire.*

*Il dépendra naturellement de l'accueil que recevra ce numéro qu'il nous soit possible de maintenir un nombre de pages aussi élevé que possible par la suite.*

*Nous invitons tout particulièrement nos lecteurs à nous faire part de leurs critiques et de leurs suggestions.*

« LA VERITE. »

# Le journal du mois

LES ELECTIONS DU 23 NOVEMBRE 1958

LES élections se préparent donc activement. L'indifférence qu'elles suscitent dans la population n'a d'égal que la passion qu'elles provoquent parmi les professionnels de la « politique ».

Le « régime des partis, les sordides querelles des groupes politiques qui mettent en cause l'intérêt national », tout cela, pouvait-on penser, est du domaine du passé. La V<sup>e</sup> République apporte un style nouveau...

En réalité, jamais bataille électorale ne fut plus âpre au sein du corps politique bourgeois, jamais bataille ne fut plus confuse aussi. Par lui-même, le scrutin d'arrondissement ne pouvait que provoquer des rivalités locales, donner lieu à de sombres batailles pour l'attribution d'une bonne circonscription, pour obtenir l'appui des personnalités locales, etc. Mais à cette mêlée déjà assez bouffonne se sont ajoutés des désaccords entre les différentes formations politiques, les anciennes comme les nouvelles ; des alliances ont éclaté, des exclusives ont été lancées, des investitures retirées, et finalement 2.978 candidats, 6 par siège, se présentent.

Jamais, non plus, campagne électorale ne fut plus discréditée pour le régime parlementaire, jamais on n'a tant eu l'impression que les mirifiques promesses, les engagements solennels, les programmes de candidats, tout cela relevait d'un rite... Drôle de renouveau qui nous vaut le réjouissant spectacle d'une bataille entre les nombreuses et différentes variétés de « gaullistes » que compte depuis le 1<sup>er</sup> juin la politique française. Des « gaullistes de gauche », groupés en un Centre de Réforme Républicaine, aux gaullistes du centre, à l'U.N.R., aux gaullistes-gaullistes, aux ultras

gaullistes de « Renouveau et Fidélité », tout ce monde, à grand renfort de déclarations patriotiques, se déchire à belles dents. Et ceci sans compter la « Démocratie Chrétienne » du bon Bidault, qui assure son investiture à l'ex-préfet Baylot, franc-maçon notoire, et sans parler des formations classiques, M.R.P., indépendants en tous genres, radicaux, socialistes... et Poujade décidé au dernier moment. A Paris, le torchon a brûlé, non seulement entre l'Union pour la Nouvelle République, le « dynamique » mouvement de Soustelle, et ceux que l'on pensait être ses alliés, radicaux moriciens et modérés, mais entre le « Centre National des Indépendants » et les « Indépendants de Paris ». Question de circonscription ! Au moins, nous saurons que les indépendants le sont les uns des autres...

Certes, cette mêlée ne traduit pas que le déchainement d'appétits électoraux. L'extrême division des milieux politiques bourgeois s'y révèle, mais bien indirectement, car, en définitive, personne ne se fait d'illusions sur l'enjeu de la bataille. Dans sa Conférence de Presse du 23 octobre, le général de Gaulle a été clair : après avoir rappelé que la nouvelle constitution fixait « aux futures Assemblées des limites nettes et des freins puissants », il a ajouté : « Si donc il devait, par malheur, arriver que le Parlement de demain ne voulût pas s'accommoder du rôle qui lui est dévolu, il n'y a pas de doute que la république serait jetée dans une crise nouvelle dont personne ne peut prévoir ce qui en sortirait, excepté ceci, qu'en tout cas l'institution parlementaire serait balayée pour longtemps. »

Plus qu'un reflet des désaccords qui existent au sein de la bourgeoisie, la présente campagne électorale marque plutôt la décomposition du parlementarisme, condamné par l'Etat fort à n'être plus qu'une façade.

## DE GAULLE ET LES ELECTIONS

Il faut ajouter — et c'est en définitive ce que l'on peut dire de plus intéressant politiquement à propos de ces élections — que le général de Gaulle est pour quelque chose dans cette confusion, et qu'elle ne lui déplaît pas. C'est à l'ombre du pouvoir personnel que se disputent partis et formations. On s'entre-dévore dans le panier de crabes, mais le panier ne risque pas de déborder...

Ces élections représentent en effet un pas en avant dans l'affirmation du régime de Gaulle. Après s'être assuré face à la nation par le plébiscite du 28 septembre, l'Etat fort cherche maintenant un point d'équilibre entre les forces contradictoires qui l'ont engendré, et, en jouant sur les unes, puis sur les autres, à se rendre en fait indépendant et capable de promouvoir SA politique. Ce que veut de Gaulle est simple : « Je représente 80 %, et vous, partis et hommes politiques, Soustelle, Duchet, Bidault, Mollet, etc., vous ne représentez que ce que je veux bien que vous représentiez. » C'est pourquoi il lui fallait interdire à Soustelle de tenter de rassembler toute la droite sous son drapeau. Il lui faut, au Parlement, des formations politiques diminuées et ne représentant pas grand-chose.

Pour donner une certaine stabilité à son régime, de Gaulle devait lever l'hypothèque des « ultras » et des « colonels ». Il l'a fait.

En France même, il a porté un coup d'arrêt à ceux qui voulaient lui dicter leur politique. Il existait pour les élections un plan Soustelle : scrutin majoritaire de liste, formation d'un mouvement gaulliste de masse capable de canaliser l'enthousiasme du 28 septembre, accords nationaux avec la droite pro-ultra : Morice, Bidault, Duchet. Le général de Gaulle s'est opposé à ce projet qui eût donné une chambre « introuvable » qui, par le jeu des apparentements, eût

permis à la droite de contrôler absolument le parlement. Il a imposé, avec l'aide de Guy Mollet (dont il sauvait ainsi le parti) le scrutin d'arrondissement, ce « brise-lames » comme a dit avec dégoût l'ineffable Bidault. Il a contraint Soustelle, en s'appuyant sur des « gaullistes fidèles » comme Debré et Michelet, à refuser des accords nationaux exclusifs avec la droite extrême, il a en fait vidé l'Union pour la Nouvelle République de tout contenu réel, marquant par là qu'il s'opposait à l'étape actuelle à la construction d'un parti de masses, à aspects fascistes, qui se réclamerait de lui.

Le scrutin d'arrondissement, la manière dont les élections se préparent, sont avantageux pour de Gaulle à tous les points de vue. Le type de scrutin dégagera une majorité de notables, classiquement conseillers, comparables à ceux qui seront désignés pour former le Collège qui élira le président de la République. Sur eux, il peut, sans risques, s'appuyer. Le scrutin d'arrondissement, la rupture des grandes alliances à droite, vont le plus souvent permettre (parfois à partir de la nécessité de battre le communiste) l'élection d'un radical ou d'un socialiste.

Le parti socialiste devrait demeurer, parlementairement parlant, un grand parti. De Gaulle compte sur Mollet : la façade démocratique du régime ce sera, en grande partie, la S.F.I.O. qui la couvrira. Grâce au contrepoids qu'elle lui fournira, de Gaulle espère, non seulement pouvoir continuer son jeu de bascule, mais il pense aussi pouvoir s'attaquer au mouvement ouvrier de l'intérieur. Le parti de Mollet lui est indispensable : il sera un rouage essentiel de la V<sup>e</sup> République...

## LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES ELECTIONS

**F**ACE à ces élections qui ne sont donc qu'une nouvelle étape dans l'installation du nouveau régime, que peut faire le mouvement ouvrier ? Il pourrait au moins faire que ces élections ne soient pas une nouvelle occasion de démoralisation pour les travailleurs, qu'elles soient au contraire une occasion pour resserrer les rangs, affirmer la résistance de la classe ouvrière.

Une loi électorale inique, un parlement dont les attributions sont des plus réduites : il serait simple, à partir de là, de dénoncer la force de ce parlementarisme adapté aux besoins de l'homme providentiel, de refuser de jouer le jeu, et de dénoncer ceux qui font croire que le vrai problème est celui d'une « opposition », d'une « gauche » au sein du parlement, alors que cette inoffensive opposition, de Gaulle la désire. A l'Etat fort, il faudrait opposer un programme de résistance ouvrière, de lutte pour la défense du niveau de vie, de défense de toutes les libertés nécessaires au mouvement ouvrier pour qu'il s'organise et agisse. Les élections seraient alors l'occasion d'exposer ce programme, de le faire ratifier par des centaines de milliers de travailleurs...

On sait que ce n'est pas la voie qu'ont choisie ceux qui, pour la plus grande part, sont responsables de la venue au pouvoir de de Gaulle. Le Parti Communiste Français joue le jeu. Rien ne le rebute, en dépit du fait que son nombre de députés va être réduit, en dépit du rôle limité du parlement, il voit toujours la possibilité d'y promouvoir une politique de « paix et de progrès social », peut-être même d'y trouver un jour une majorité républicaine et nationale ! En attendant, pour rester dans le cadre de sa politique

bourgeoise, il propose un programme d'action réalisable dans le cadre de la constitution. Cette soumission de fait aux cadres tracés par le général, comme la modération du ton de « l'Humanité » ces derniers temps, indiquent les limites de l'opposition du parti communiste. Elles sont étroites. Le parti communiste n'a d'autre ambition que d'être, lui aussi, de « l'opposition de sa majesté », à condition, bien sûr, qu'on veuille l'admettre.

Comme toujours, le P.C.F. continue à réclamer « l'union de toutes les forces démocratiques », ne se laissant pas abattre par le fait que « l'opposition libérale » a fondu comme neige au soleil. A défaut d'alliance avec une fraction de la bourgeoisie, le P.C.F. se contente de la proposer à des fantômes plutôt que de se risquer à définir une politique de classe...

Les candidats ouvriers opposés à de Gaulle et au stalinisme supportent pour leur part le poids de « l'Union des Forces Démocratiques », ce cartel sans base qui a eu pour seul effet d'empêcher l'apparition d'une politique ouvrière indépendante. L'U.F.D. a été en principe créée pour faciliter l'union avec les bons radicaux. Le résultat : Mendès-France se présente sans cette investiture devenue gênante pour lui, et seuls les candidats ouvriers se retrouvent traînant cet inutile boulet.

Ces difficultés ne doivent pas arrêter les militants révolutionnaires. Pendant la campagne électorale, il faudra mettre en avant un programme de résistance à l'Etat fort sur le terrain de classe, un programme de Front Unique qui permette de mobiliser les travailleurs et de défendre le mouvement ouvrier contre les coups qui lui seront portés.

## FRATERNITE ATLANTIQUE

**L**ES indiscretions de la presse allemande concernant la lettre que de Gaulle a envoyée à Eisenhower et à Mac Millan ont levé un coin du voile qui recouvre la contradiction entre les impérialismes. Relevons-en quelques aspects connus : Quant aux batailles occultes, infiniment plus nombreuses, que se livrent les « Grands » de ce monde, elles resteront inconnues jusqu'au moment où les peuples, prenant en main leur propre destinée, aboliront, comme le premier gouvernement ouvrier de Russie en 1917, la diplomatie secrète.

— Après que les U.S.A. et l'Angleterre aient décidé d'expédier, qui leurs marins au Liban, qui leurs paras en Jordanie, de Gaulle décida d'envoyer un symbolique vaisseau de guerre. L'amiral commandant les troupes américaines pria « poliment » l'amiral français de rebrousser chemin.

— Depuis de longs mois l'armée de l'air allemande est en pourparlers pour l'achat d'avions. L'Angleterre éliminée, restaient en concurrence les U.S.A. et la France. A l'aide de quelques pressions opérées là où il fallait, les Américains remportèrent le marché, éliminant leur concurrent français.

— Après l'Angleterre, le gouvernement américain vient de reconnaître la Guinée.

— La bataille en cours entre la France et sa fidèle alliée, l'Angleterre, au sujet de la zone de libre-échange, a mis à nu, au-delà des déclarations rituelles sur l'amitié atlantique, l'âpre concurrence qui oppose les capitalistes anglais, français et leurs alliés européens.

Ceci pour ne prendre que quelques exemples où la France est directement mêlée. D'autres, et importantes, contradictions, à Chypre, concernant la Chine, la politique au Moyen-Orient, témoignent des âpres rivalités qui déchirent l'impérialisme mondial. La venue au pouvoir du général de Gaulle a eu au moins un avantage, éclairer la situation, ce qui ne manquera pas, à un moment ou à un autre, de jeter des lumières plus vives sur les rapports de force réels, ou plutôt sur les rapports de subordination réels. De Gaulle, contre toute espérance, cherche à réintroduire l'impérialisme français dans le concert des « Grands » (affaire de la bombe atomique). Il lui

manque, entre autres choses, des positions économiques et financières suffisamment solides pour rivaliser avec ses « alliés ». Paradoxalement, le renversement du rapport de forces entre les classes (l'impérialisme français, homme malade du monde avant le 13 mai, rétablissant sa stabilité avec la venue au pouvoir de de Gaulle, en éliminant la menace révolutionnaire potentielle que faisait peser, sur le système capitaliste, l'existence d'un prolétariat encamisolé par la politique du P.C.F. et du P.S., mais non battu — la classe ouvrière hors jeu, au moins pour un temps —) ; ce renversement du rapport de forces entre les classes en faveur de la bourgeoisie rend une certaine liberté aux impérialismes concurrents, pour confronter l'impérialisme français avec sa situation réelle. Dans ce sens, Wall Street et la City se sentent les coudées plus franches avec de Gaulle qu'avec les gouvernements débiles de Pflimlin, Mollet, Edgar Faure ou Mendès-France. C'est la signification de la déclaration que le directeur du Fonds Monétaire International, Jacobsson, vient de faire à l'organe du grand capital : « La Vie Française » :

« La France est maintenant assez forte pour ne pas craindre les fluctuations économiques (la récession). »

Ce qui, en clair, veut dire : Vous allez subir une crise économique, mais, aujourd'hui, ne comptez pas trop sur nous, Américains. Vous avez maintenant un « pouvoir fort », capable de « modérer les syndicats », c'est-à-dire de faire supporter aux travailleurs français le poids de vos charges. Nous, impérialistes américains, sommes satisfaits d'une telle situation, qui doit nous économiser les dollars que nous avons été contraints de vous allouer depuis 1945, par crainte qu'un effondrement économique entraîne une situation révolutionnaire ouverte.

Il serait néanmoins erroné de tabler, comme le font les stalinistes, uniquement sur le développement de ces contradictions. Effectivement, les antagonismes inter-impérialistes peuvent aller très loin, mais ils seront stoppés, dans une certaine mesure, au moment où ils menaceront de faire renaître à nouveau la crise révolutionnaire latente dans la société française. Pendant la guerre, Roosevelt, qui entendait rafler les positions françaises, a dû se résoudre à laisser

de Gaulle réintroduire (avec l'appui de Staline et du P.C.F.) la France dans le concert des Grands, et même à l'y aider, pour étayer l'ordre bourgeois menacé. De même, face aux développements révolutionnaires qu'entraînerait un effondrement économique de la bourgeoisie française, l'impérialisme mondial reforge son front contre le prolétariat. Il reste que, même sur ce terrain, les difficultés sont grandes, parce que les nécessités divergent. L'attitude des U.S.A. à l'égard de Nasser est, de ce point de vue, éloquente. Contre l'Angleterre et la France, Eisenhower-Dulles intervient directement à Suez, estimant à ce moment que le meilleur barrage contre

la révolution au Proche-Orient est encore Nasser. Ce qui met Montgomery hors de lui. Mais contre Nasser les U.S.A. interviennent au Liban, lorsqu'en Irak le putsch militaire risque d'ouvrir une situation révolutionnaire dans cette même région du monde. Les marges de manœuvres des uns et des autres sont donc limitées. Elles n'existent d'ailleurs que dans la mesure où les masses populaires du monde entier, bloquées par leurs directions social-démocrates et stalinienne, n'arrivent pas à utiliser les contradictions impérialistes pour surgir sur leur propre terrain de classe révolutionnaire.

## LES SYNDICATS ET LE POUVOIR FORT

TOUT semble continuer comme par le passé. Les dirigeants syndicaux demandent audience aux pouvoirs publics, sont ou non reçus. Les commissions paritaires de toutes sortes sont convoquées. Les organes dirigeants des fédérations et des confédérations se réunissent, élaborent programme, plan, tactiques. Et pourtant, tout est changé. Les syndicats tournent à vide. Il y a à cette situation une raison évidente. La bourgeoisie et son gouvernement peuvent se passer des syndicats, la classe ouvrière, démoralisée, a perdu pied dans de très larges secteurs. Une fraction importante a voté OUI au référendum. La solidarité de classe, que les grandes organisations ont voulu détruire, par leur politique passée : grèves tournantes contre grève générale, revendications hiérarchisées contre revendication générale, est en plein recul. Un exemple : dans une usine de la région parisienne, un ouvrier est embauché : il demande à son camarade de travail quel temps il doit exécuter pour travailler sa pièce ; celui-ci lui donne volontairement un temps plus long. « Il y a six mois, personne n'aurait osé, dans une entreprise, faire une chose pareille », nous déclarait le travailleur qui nous rapportait ces faits. La menace de chômage renforce encore cette attitude de « défense individuelle ». La responsabilité de cet état de fait n'incombe certainement pas aux travailleurs. Ce sont les dirigeants des organisations ouvrières qui sont au premier chef responsables d'une situation où, interdisant le combat général aux travailleurs sous le fallacieux prétexte que le moment n'était pas propice, ils ont permis au pouvoir fort de s'instaurer. Quoi qu'il en soit, utilisant à fond cette démoralisation qui sévit dans la classe ouvrière, le gouvernement a entrepris toute une série de manœuvres en vue de désorganiser le mouvement ouvrier. Il y a indéniablement dans ce domaine de véritables divergences entre de Gaulle et Soustelle ; par exemple, ce dernier préférerait une offensive frontale contre les organisations, offensive que le premier n'estime pas nécessaire, dans la mesure même où il pense pouvoir aboutir au même résultat en désintégrant de l'intérieur le mouvement ouvrier.

Dans ce domaine, tout un faisceau de faits, en apparence minimes, permettent néanmoins de définir clairement l'orientation générale de la politique gouvernementale.

Dans un congrès régional de la C.G.C. (Confédération Générale des Cadres, dont les dirigeants sont gaullistes) à Lille, une proposition a été adoptée, visant à instituer le syndicalisme obligatoire. La retenue sur les salaires serait effectuée par l'employeur et reversée aux syndicats. C'est là, évidemment, du corporatisme le plus pur.

Au congrès de la Fédération C.F.T.C., dirigée par un leader de la tendance dite de « gauche » « Reconstruction », Morel, Bouladoux a affirmé que la Charte d'Amiens était dépassée. Cela signifie que l'indépendance du Mouvement Syndical à l'égard de l'Etat et des partis doit être révisée, en conséquence de quoi les « Syndicats » devraient, plus ou moins formellement, s'intégrer à l'Etat.

Le dernier C.C.N. de F.O. a adopté, Le Bourre, Lafond, Richard, fermes partisans de l'intégration des syndicats à l'Etat gaulliste, se taisant, une résolution correcte, condamnant l'association capital-travail. Mais toute une série de syndicats sont hostiles et l'ont montré, certains responsables « mollettistes » ont condamné devant les syndiqués la résolution du C.C.N. de F.O.

Mais là où l'offensive prend une forme plus directe, c'est en direction de la F.E.N. Ce n'est pas là un hasard ; dans la dernière période, seule la F.E.N., contrairement à F.O. et à la C.G.T., a su assurer une véritable mobilisation de ses syndiqués et du personnel enseignant. Le gouvernement doit, sous une forme ou une autre, s'attaquer à la F.E.N., qui est considérée à juste titre comme le bastion de la résistance ouvrière à la dictature.

Pour la première fois dans le premier degré, des listes catégorielles sont présentées contre le S.N.I. aux élections du Conseil de l'Enseignement. Il s'agit :

a) D'un syndicat réactionnaire : la liste du Syndicat Indépendant des Instituteurs d'Alger.

b) D'une liste présentée par le Syndicat des Directeurs et Directrices des écoles primaires.

c) D'une liste de professeurs, directeurs et directrices de cours complémentaires, présentée par l'Association catégorielle.

Pour le second degré, traditionnellement, le Syndicat National Autonome des Lycées et Collèges, le S.N.A.L.C., présentait une liste ; mais cette année, sous la dénomination de liste apolitique, des militants mollettistes du S.N.E.S. s'y sont associés.

Ces derniers jours, 250 universitaires viennent de signer un manifeste contre la « déviation du syndicalisme universitaire », c'est-à-dire contre la F.E.N. L'initiateur, qui se targue d'apolitisme et qui signe en qualité de professeur au lycée Buffon, Bourgoin, est actuellement détaché, en bon apolitique qu'il est, au cabinet de Soustelle. Les 250 universitaires représentent le gratin de la réaction.

L'attitude la plus équivoque est encore celle adoptée par Bothereau. Au dernier C.C.N. de Force Ouvrière, il fait adopter une résolution condamnant l'Association Capital-Travail, ce qui est bien. Aujourd'hui, Bothereau appuie à fond une offensive désagrégatrice dirigée par la fantomatique F.E.N.-F.O. contre la F.E.N. autonome. Un manifeste F.O. est diffusé parmi le personnel enseignant avec des moyens exceptionnels, manifeste dans lequel on lit : « Malgré sa puissance numérique, le S.N.I. n'a plus l'audience qu'il devrait avoir auprès des pouvoirs publics et auprès de l'opinion publique » ; puis l'on y dénonce la « colonisation de la F.E.N. par le P.C.F. ». Ce n'est là qu'un faux prétexte, puisque, dans une circulaire diffusée aux U.D. et aux Fédérations, la F.E.N.-F.O. écrit : « Le malaise latent qui existait au sein de la F.E.N. autonome, et plus particulièrement au sein du S.N.I., s'est brusquement aggravé du fait de la prise de position des dirigeants sur le référendum. »

Aussi, le véritable problème est clairement posé : la direction de la F.E.N.-F.O., appuyée par Bothereau, s'efforce, en s'appuyant sur le oui à de Gaulle, d'apporter sa pierre à l'édifice politique mis en place pour désagréger le syndicalisme enseignant. De plus, à l'intérieur même des syndicats de l'Enseignement, s'appuyant sur ces manifestations extérieures, un regroupement, dit « apolitique », du social-gaullisme, est en train de s'amorcer. Ce phénomène est d'ailleurs nettement plus accentué dans différents syndicats autonomes, dont la F.N.S.A.-P.T.T.

Il ne faudrait surtout pas sous-estimer ces faits qui démontrent que, s'appuyant sur la démoralisation ouvrière et l'Etat fort, une offensive visant directement le mouvement syndical est actuellement en train de s'ordonner. Il serait néanmoins erroné de penser que les syndicats qui veulent rester indépendants de l'Etat sont battus d'avance.

Particulièrement dans le corps enseignant, les traditions de liberté sont très fortes et, de plus, dans la dernière période, les syndiqués ont pu apprécier l'efficacité, dans un certain nombre de domaines, y compris le domaine revendicatif, d'une Fédération qui a su, en préservant son unité, rester puissante et très représentative. Les syndiqués de l'Enseignement le démontrent en reprenant massivement leurs cartes. Mais la partie sera dure, d'autant plus dure que la C.G.T. et F.O. s'avèrent, ou totalement impuissantes à proposer une véritable plate-forme de Front unique pour la défense des libertés ouvrières, ou délibérément du côté de de Gaulle.

La C.G.T., en ce qui la concerne, n'arrivant pas à se dégager de l'emprise stalinienne, voit ses dirigeants accepter une situation de fait où n'existe plus aucune vie syndicale de base. Les syndicats ne se réunissent pas. L'appareil stalinien, incapable d'affronter, avec sa politique, les travailleurs, fait se réfugier ses militants dans les cellules, espérant ainsi conserver son homogénéité. C'est donc que la situation est grave. Pour y remédier, il n'y a pas d'autre voie que de rassembler syndicats et syndiqués de toutes tendances sur une plate-forme d'indépendance du syndicalisme à l'égard de l'Etat, du gouvernement et des partis.

## DE GAULLE ET LA « GAUCHE OFFICIELLE »

**L**A dure nécessité qui oblige les éditeurs de « La Vérité » à passer de l'hebdomadaire au mensuel aura au moins un avantage : en suivant les événements sur un mois (du 6-10 octobre au 6 novembre 1958), donc avec un plus grand recul, il sera plus facile de mettre en évidence cette remarquable évolution vers un gaullisme de fait, évolution incompréhensible pour ceux qui ne situent pas leur analyse sur un terrain de classe, de ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche ». Grosso modo, en considérant comme faisant partie de la gauche officielle ceux qui ont répondu « Non » au référendum, tout en se plaçant sur le terrain — efficace, oh ! combien ! — du parlementarisme, nous pourrions nous limiter à examiner l'évolution des mendessistes et celle du P.C.F. Chacun, dans cette gauche parlementaire, s'est peu ou prou adapté à Mendès ou à Thorez. Mais, pour l'édification de tous, il nous a semblé intéressant d'examiner aussi comment se

comportent les progressistes de toute nuance face à de Gaulle.

Le problème de l'attitude des mendessistes à l'égard de de Gaulle est relativement simple et ne nécessite que peu de commentaires. Dans « L'Express » du 30 septembre, J.-J. Servan-Schreiber écrit :

« La campagne électorale commencera dans quelques jours en France et en Algérie sans que le général de Gaulle ait pu engager la négociation du cessez-le-feu comme il l'avait prévu et comme il le souhaitait ardemment. Nous le regrettons sans réserve. »

C'est clair, net et précis.

Différentes modalités de classement s'offrent au critique dont l'œil étonné contemple les coupures de la presse d'un mois. Nous choisissons le seul critère logique. Non celui qui fait dépendre les variations de nos « hommes de gauche » de la seule position de de Gaulle, mais, ce qui est infiniment plus réel concernant cette gauche, de la position prise par Thorez.

### AVANT LE DISCOURS DE THOREZ AU C.C.

**F**RANÇOIS BILLOUX, dans « France Nouvelle » du 11 octobre, écrit :

« En Algérie, c'est l'aggravation de la guerre, ce que doit reconnaître même Defferre qui, pourtant, se rallie à de Gaulle et à Mollet, en osant prétendre que seul le général-dictateur peut régler la situation, ce qui est une belle façon de se moquer du monde. »

Dans « France Nouvelle » du 25 septembre, Marcel Dufriche écrit : « De Gaulle (ne peut faire) demain une autre politique que celle que Salan, Soustelle et Mollet incarnent... »

Et Marcel Servin continue à estimer, dans « l'Humanité » du 6 octobre, que « les forces sociales qui sont derrière de Gaulle sont les pires ennemis de la paix en Algérie. »

Pour les progressistes, relevons quelques extraits d'articles publiés dans « Libération » pour la même période (le discours de Thorez sera publié dans « l'Humanité » du 10 octobre). Le 25 septembre, M. Fourier écrit :

« Ce qui se cache derrière le Oui que réclame de Gaulle, c'est le C.S.P., ce sont les ultras. »

Le 8 octobre, « Libération » voit encore dans le discours du général à Constantine la consécration de « l'intégration complète, car les hommes du 13 mai trouvent dans le discours sujet de satisfaction. »

Le 2 octobre, M. Fourier avait noté :

« Nous doutons fort qu'à Constantine le discours tant attendu épouse les thèses du Congrès S.F.I.O. » (pour la paix).

Mais le 22 octobre, le même Fourier écrit :

« Sans la paix, que vaudrait le plan généreux de Constantine et la fraternité proclamée par le général de Gaulle entre nos deux peuples ? »

Et cela, après avoir écrit dans « Libération » du 10 octobre :

« Le rideau de fumée du discours de Constantine n'aura pas été long à se dissiper. Les résultats que nous enregistrons après le discours de Constantine ne sont ni la réconciliation, ni la coopération, ni la paix. »

Tudieu ! que s'est-il passé pour que ce même plan de Gaulle, hier « belliciste », devienne aujourd'hui « généreux » ? Avant de rechercher les motifs de ce virage en épingle à cheveux, constatons que, durant cette même période, dans « France-Observateur » du 2 octobre, Claude Estier écrit :

« La solution de Gaulle en Algérie est celle-là même à laquelle MM. Guy Mollet et Lacoste avaient songé. »

Le même, treize jours plus tard, écrira dans « Libération » du 15 octobre :

« Ces faits montrent-ils — ce qui n'est pas nouveau — que la politique du général de Gaulle ne se confond pas toujours avec celle de M. Soustelle?... M. Guy Mollet, qui ne manquera pas de revendiquer le bénéfice de la politique qu'amorce aujourd'hui le général de Gaulle, porte en particulier les plus lourdes responsabilités de... par la caution qu'il a apportée pendant deux ans à la politique de M. Lacoste. »

Voilà un homme à qui on ne peut vraiment rien cacher. Le 2 octobre, de Gaulle égale Mollet-Lacoste ; le 15 octobre, de Gaulle n'égale plus Mollet-Lacoste ; le 25 septembre, de Gaulle égale les ultras ; le 15 octobre, de Gaulle n'égale plus les ultras.

Pour sa part, Jean Verlhac, dans l'organe de l'Union de la Gauche Socialiste, « Tribune du Peuple », du 27 septembre, constatait que :

« De Gaulle accorde tous les pouvoirs aux chefs militaires qui ont établi en Algérie un véritable régime fasciste. »

## LA REVELATION : LE DISCOURS DE THOREZ AU C.C. DU P.C.F.

**D**ANS son discours d'Ivry, M. Thorez a noté que (« l'Humanité » du 10 octobre) :

« Beaucoup de capitalistes français sont intéressés au pétrole du Sahara plus qu'à tout autre chose. Et ils estiment que, peut-être, on trouvera le moyen de l'obtenir par des procédés autres que la guerre pure et simple (!). D'autant plus que la guerre, pensent-ils, risque de pousser les choses à de telles extrémités qu'en définitive ils pourraient tout perdre. »

Le poisson-pilote ayant donné le signal du départ, tous les autres poissons vont suivre dans le sillage. Les forces sociales (capitalistes) qui sont derrière de Gaulle, dénoncées par M. Servin dans « l'Humanité » du 6 octobre comme les « pires ennemis de la paix en Algérie », se révèlent, après le 10, comme étant « susceptibles » (on est prudent chez les stalinien) de vouloir la paix.

Léon Feix, dans « l'Humanité » du 24 octobre, écrit :

« Le capital monopoliste, la haute banque, qui soutiennent la politique de de Gaulle et sont intéressés en premier lieu au pétrole du Sahara, sont à la recherche de moyens autres que la guerre pour l'obtenir. Quoi qu'il en soit (admirez là « quoi qu'il en soit ») les communistes, qui ont tant fait pour la paix en Algérie, ne peuvent que se réjouir de tout ce qui est susceptible de rapprocher l'heure de la négociation. »

Les stalinien qui ont « tant fait pour la paix » (ils ont voté les pouvoirs spéciaux de guerre totale en Algérie) ne peuvent que se réjouir de trouver un terrain d'entente avec le capital monopoliste et la haute banque ! On savait déjà que le choix n'est pas à faire « entre capitalisme et socialisme » ; en conséquence de quoi le P.C.F. soutient ce capital monopoliste qui veut « une certaine paix » dont « France Nouvelle » écrit pourtant :

« La certaine paix dont a besoin le grand capital, l'oligarchie impérialiste ayant affirmé sa dictature directe grâce à de Gaulle, doit être occidentale au sens atlantique et militaire du mot. Cette paix doit être capitaliste, c'est-à-dire épurée des tentations révolutionnaires qui se font jour naturellement parmi les combattants algériens. » (« France Nouvelle », 23 octobre.)

Explicitement, R. Andrieu, dans « l'Humanité » du 16 octobre, n'hésite pas à écrire :

### D ONC, face à ce gouvernement de Gaulle « dont la bienveillance est acquise au fascisme » (M. Thorez, 27 septembre) qui poursuit dans la voie de Mollet et de Lacoste (Claude Estier, 2 octobre), qui « s'enfoncé seulement un peu plus profondément dans la guerre » (M. Fourier, 10 octobre), qui, par la voix de son chef, a commis à Constantine un discours qui est l'expression de la volonté « des C.S.P. et des ultras » (M. Fourier, 25 septembre), les mêmes, ou leurs collègues, après la date fatidique du 10 octobre 1958, soutiendront ce même gouvernement — avec réserves, bien entendu.

Écoutons Léon Feix (« l'Humanité » du 15 octobre) :

« Le général de Gaulle a adressé, il y a quelques jours, au général Salan ses instructions concernant les élections en Algérie. Disons tout de suite que le retrait des militaires des organisations politiques — Comités de Salut Public et autres — et l'interdiction qui leur est faite d'être candidats, répondent aux vœux de la majorité des Français. »

« Libération » (17 octobre) suit le mouvement :

« Les récentes instructions adressées par le général de Gaulle au général Salan, à propos des élections en Algérie, ont provoqué dans certains milieu de la gauche un incontestable intérêt. Tout en exprimant certaines réserves (bien sûr !), de nombreuses personnalités, depuis notre ami Emmanuel d'Astier, et Pierre Cot, jusqu'à Mendès-France et aux dirigeants de l'U.D.S.R., se sont félicitées des nouvelles perspectives ainsi ouvertes. »

Et Philippe Vienney (« Tribune du Peuple », 25 octobre) emboîte le pas :

« Il est évident que, sur le chemin de la paix, les pas à faire

« Les intérêts du grand capital, dont le gouvernement est le mandataire, ne coïncident pas nécessairement sur tous les points avec ceux des colons d'Algérie. La récente lettre du général de Gaulle (au général Salan) n'en constitue pas moins, indéniablement, un fait positif et conforme aux vœux de la majorité des Français. »

Ce fait positif, une fois révélé par Thorez, devient la tarte à la crème du jour.

Claude Estier écrit dans « Libération » du 15 octobre :

« De Gaulle sait que la paix en Algérie, qui correspond aux aspirations profondes des classes ouvrière et paysanne de notre pays, est souhaitée aussi par une grande partie de la bourgeoisie, et en particulier de cette bourgeoisie d'affaires à laquelle il est lié... Ceux qui, comme nous, luttent sans défaillance pour la fin de l'absurde guerre d'Algérie, ne peuvent que s'en féliciter. »

Que voilà de bons marxistes !

Claude Bourdet, dans « France-Observateur » du 30 octobre, file allègrement le train ; il ajoute une idée originale supplémentaire, concernant le capitalisme devenu « moderne » (il n'a d'ailleurs fait que changer le mot, il y a quelques années il parlait de néo-capitalisme) :

« Or, cette perte de substance (coût de la guerre d'Algérie) inquiète de plus en plus la fraction moderne du capitalisme, même si l'ordre social du régime lui plaît... Telles sont les forces (du capitalisme moderne) qui, dans son propre camp, poussent de Gaulle à rechercher une solution en Algérie. Si tout se passait comme le voudraient les esprits épris de simplifications sociologiques (!), ce capitalisme intelligent devrait choisir la paix avec décision. Mais il est hésitant. Dès lors, pour imposer la solution en Algérie, l'hésitante volonté du capitalisme « moderne » risque d'être insuffisante... »

Et c'est à donner du cœur au ventre à ce capitalisme moderne, dont « France Nouvelle », dans un moment de lucidité, a pourtant suggéré que la politique de paix était contre-révolutionnaire, que Bourdet convie la « gauche, encore désemparée, espérant lui faire ainsi retrouver activité et courage. »

### « AVEC RESERVES »

Reste qu'un geste, le premier geste d'autorité depuis le 13 mai — a été fait par de Gaulle... De tout cela, nous ne pouvons que nous réjouir. En nous disant que notre action y est pour quelque chose. »

R. Andrieu renchérit (« l'Humanité », 27 octobre) :

« Il est bien vrai que de Gaulle s'est déclaré disposé à discuter de la fin des hostilités avec le gouvernement algérien, ce qui reste incontestablement un fait positif. Il est bien vrai qu'il a déclaré concevoir l'avenir de l'Algérie sur la double base de la personnalité algérienne et de son association étroite avec la France », etc.

Claude Bourdet, dans « France-Observateur » du 23 octobre, exprime avec une naïveté incomparable la démission de la « gauche » devant de Gaulle. N'écrit-il pas :

« Si l'intention du général de Gaulle est à la fois sincère et suivie de gestes concrets en Algérie, elle peut ouvrir une voie vers la négociation et la paix. Mais, pour que cette lueur devienne une clarté, il faut que tous les aspects de la politique gaulliste soient passés quotidiennement au crible de la critique... Tel est le rôle de la gauche. »



Ainsi donc, Messieurs de la « gauche », depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, après que les « libéraux » Mendès-France et Mitterrand aient déchaîné la guerre, vous avez cherché, tous, une solution bourgeoise à la guerre d'Algérie ; vous avez soutenu par vos votes une politique approfondissant la guerre (pouvoirs spéciaux votés le 12 mars 1956) ; après quoi vous avez qualifié de « Bao-

Daï » ceux qui affirmaient que, dans les conditions concrètes du moment, le préalable du droit à l'indépendance bouchait la voie de l'indépendance, ce qui ne devait pas vous empêcher de vous féliciter ensuite de voir le F.L.N. abandonner ce préalable. Aujourd'hui, vos « réserves » n'enlèvent rien à ce fait que, dans la recherche d'une solution bourgeoise favorable aux monopoles, rebaptisée « capitalisme moderne » pour la circonstance, il n'y a aucune place pour vous. Pour cette solution, de Gaulle est infiniment plus efficace

que vous ne pourriez l'être. Et il le montre. Votre rôle s'est terminé exactement le 1<sup>er</sup> juin 1958, après que, par votre politique, semant le désarroi et la démoralisation dans le prolétariat français avant de l'amener à la défaite vous ayez barré, pendant près de quatre ans, le chemin d'une solution ouvrière et révolutionnaire à la guerre d'Algérie. Conseillers « éclairés » de de Gaulle vous vous voulez, gaullistes avec réserves vous êtes devenus.

## LA PALME

C'EST au distingué « marxiste » qu'est le rédacteur en chef de « France-Observateur », Gilles Martinet, qu'elle revient sans conteste.

Le 9 octobre 1958, dans un article intitulé : « Sur les traces de Lacoste », on lit, sous la plume de Martinet :

« Faut de clef politique, nos militaires ont cru découvrir les clefs économiques. C'est par la voie des mesures sociales qu'ils comptent gagner la bataille de l'intégration. Et, sur ce point, le général de Gaulle les a suivis... Le discours de Constantine les a (les nationalistes modérés, porte-parole du F.L.N.) ramenés à l'époque des Mollet et Lacoste. »

Mais le 30 octobre 1958, le même Martinet écrit :

« Depuis plusieurs années, les nationalistes algériens se sont préparés à l'idée d'un compromis qui ouvrirait la voie à une évolution plus ou moins rapide vers l'indépendance. Or, voici que

le chef du gouvernement leur propose une solution qui est beaucoup plus favorable que tout ce qui leur a été offert dans le passé, mais qui n'en prétend pas moins fermer la voie à cette évolution vers l'indépendance... Pour être condamnée à terme, la solution de Gaulle n'en risque pas moins de s'affirmer durant toute une période... Le F.L.N. n'a pas seulement à répliquer à la conférence de presse du général de Gaulle. Il lui faut aussi répondre au programme de Constantine. »

Enlevez le verbiage, les contorsions, il reste qu'après l'avoir condamnée le 9 octobre, le réaliste Martinet, fidèle écho de la politique stalinienne, estime, le 30 octobre, que « la solution de Gaulle risque au moins de s'affirmer durant toute une période. » Il demande donc à ses amis F.L.N. de s'adapter au programme de Constantine, imprégné de la politique de Mollet-Lacoste !

## DE GAULLE ET L'ALGERIE

Il est devenu habituel de qualifier d'équivoque la politique du général de Gaulle. Il n'y a rien d'équivoque dans la solution bourgeoise, en conformité avec les besoins de l'impérialisme français, qu'il entend imposer. En fait, pour l'objectif qu'il s'est tracé, de Gaulle utilise toutes les ressources d'une stratégie et d'une tactique adaptées à une fin : ramener la paix en Algérie en forgeant un cadre politique où les intérêts de l'impérialisme français seront mieux défendus qu'avec le système colonial de l'administration directe. Qu'il y réussisse ou non, cela est une autre question. Deferre, qui a tenté de forger un cadre analogue en Afrique Noire, en camouflant, avec l'autonomie interne aujourd'hui, demain avec l'indépendance politique, les intérêts impérialistes derrière le paravent politique d'Etats autochtones, est parfaitement logique en se rangeant derrière de Gaulle. Que cette politique n'ait rien à voir avec le « socialisme », rien de plus vrai, mais les solutions proposées par ses adversaires staliniens, progressistes et autres n'ont également rien à voir avec des solutions « socialistes ».

Qu'on le veuille ou non, le général de Gaulle refuse l'intégration, comme il refuse l'indépendance. Il est à la recherche d'un cadre évolutif dans un cadre français. Les raisons qui commandent son choix sont extrêmement claires, pour peu qu'on se place sur un terrain de classe. L'absence d'une véritable bourgeoisie algérienne, comme nous l'avons signalé dès le début des événements d'Algérie (voir les « Cahiers Rouges », mai 1955), le caractère totalement français de « l'état algérien » imposent des étapes pour remplir le « vide politique » par une algérianisation progressive de l'Etat français en Algérie, opérée sous contrôle français. Dans la voie qu'il s'est assignée, le général de Gaulle a remporté d'indéniables succès : abandon, par le F.L.N., du préalable du droit à l'indépendance (préalable qui lui-même représentait un abandon de fait de la revendication de l'indépendance) ; démission des grandes organisations traditionnelles attendant anxieusement ses initiatives et les approuvant avec gêne ; mise au pas, qui a débuté, des colons d'Algérie dont l'attitude représente une atteinte aux intérêts généraux de l'impérialisme français.

Aujourd'hui, de Gaulle ne bute plus que sur une seule prétention du F.L.N., prêt à tous les accommodements à la seule condition de se voir octroyer, non l'indépendance, mais le monopole de la représentativité. Mais cette prétention recouvre une réalité qui risque de remettre tout en question. Le peuple algérien a pris les armes le 1<sup>er</sup> novembre 1954 pour recouvrer son indépendance. Ce n'est pas là une constatation idéologique, c'est un fait. Mais la réalisation de l'indépendance, dans un pays où une caricature de bourgeoisie algérienne fait face à un peuple de 9 millions d'hommes réduits à la condition d'une plèbe totalement expropriée, exige la solution d'un certain nombre de problèmes sociaux que ni l'impérialisme, ni la fantomatique bourgeoisie musulmane ne veulent voir poser. Abandonnant le préalable de l'indépendance, ne désirant en rien régler la « question sociale », le F.L.N., si de Gaulle ne lui concède pas le monopole de la représentativité, est à peu près certain de voler en éclats et de se voir demander des comptes par un peuple qu'il a conduit à l'impasse. D'où la résistance qu'il oppose sur ce seul et unique point. Tout le reste n'est que bavardage et poudre aux yeux.

Il reste qu'actuellement, le prolétariat français, reculant sur le terrain de la lutte de classes par la faute de ses « chefs » qui, en mai, ont fui le combat, est incapable de traduire en actes sa solution positive (socialiste) de la guerre d'Algérie. Il est hors du coup, et les problèmes dont dépend l'avenir de ses relations avec le peuple algérien se débattent et ne peuvent se débattre, à l'heure actuelle, qu'en dehors de lui. Ce n'est pas la première fois que le prolétariat voit la réaction régler à son profit les problèmes laissés en suspens par l'histoire. Jamais, dans ce domaine, les marxistes n'ont réagi comme le font les dirigeants des grandes organisations traditionnelles, qui se rangent « avec réserves » sous le drapeau du gaullisme.

PRÉPARER L'AVENIR, EN RESTANT SUR DES POSITIONS DE PRINCIPE, TELLE EST LA TACHE DE L'HEURE.

6 Novembre 1958.

# La crise de la social démocratie française

## I. — SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE-OUVRIÈRE ?

La social-démocratie internationale a failli en juillet-août 1914 : nul ne songe à le nier. De là naît un problème : ce que deviennent les partis sociaux-démocrates au regard d'une analyse marxiste.

L'avatar allemand du stalinisme naissant a enrichi l'idéologie utilitaire et bornée de l'Internationale Communiste dégénérée de la thèse du « social-fascisme » : non seulement les partis sociaux-démocrates ont cessé d'être des partis ouvriers, mais ils sont devenus, au sein de la bourgeoisie, les soutiens de l'aile réactionnaire-fasciste : à nous les bourgeois libéraux, à vous les traîtres sociaux-démocrates.

Il est vrai que — quelques années plus tard — l'orientation « Front Populaire » redonne au Léon Blum d'alors une virginité démocratique et sociale — pour quelque temps.

Il en est de l'idéologie stalinienne comme de toute idéologie au service d'une force matérielle apparemment considérable : elle impressionne — consciemment ou non — toutes les consciences faibles.

La petite bourgeoisie « de gauche » n'a eu de cesse, ces dernières années, qu'elle n'ait découvert et prouvé que la social-démocratie n'était plus un courant « ouvrier ». Tour à tour, Daniel Mayer (1946) et Guy Mollet (six ans plus tard) — Robert Bothereau (1948) ou Denis Forestier (1954) ont cessé d'être rangés dans le « camp » de la classe ouvrière pour passer dans les rangs de l'impérialisme — tantôt pour avoir refusé l'unité sous la direction stalinienne, tantôt pour avoir refusé les ukases de Moscou.

Mais l'intelligentsia progressiste a la passion de l'idéologie : elle ne saurait se contenter du jugement primaire qu'émet le fonctionnaire du Parti. Elle s'est acharnée à dresser des monuments d'analyse théorique pour « prouver » que la social-démocratie avait cessé d'être un parti ouvrier, au milieu d'une orgie de statistiques : sur l'origine sociale des militants et des dirigeants, la pénétration du Parti par les représentants les plus directs de l'appareil d'Etat (policiers, etc.).

C'est là l'un des « apports » théoriques des courants progressistes contemporains à l'analyse de la société « néo-capitaliste » du milieu du xx<sup>e</sup> siècle pour laquelle, bien sûr, les normes vieux-marxistes ne sauraient convenir.

Il faut être un damné conservateur stérile pour croire encore que les définitions de Lénine pourraient s'appliquer telles quelles en 1958 — que les Partis sociaux-démocrates restent simplement des Partis ouvriers bourgeois — des Partis ouvriers qui adoptent et répandent au sein de la classe ouvrière, particulièrement de ses fractions économiquement privilégiées, l'idéologie, les mots d'ordre de la bourgeoisie et défendent ses intérêts.

Mais aussi que cette nature double est indissociable : que le réformisme n'a de sens qu'autant qu'est conservée sa nature ouvrière — qui suppose certains cadres politiques, l'existence libre de partis et de syndicats, la possibilité de certaines formes d'action : directe ou indirecte — le parlementarisme étant en définitive le point d'aboutissement et de règlement de tous les problèmes.

Fidèles aux « vieux schémas » que nous avons maintenus, nous avons toujours refusé de hiérarchiser les trahisons : de préférer Frachon à Bothereau, Thorez à Mollet. Car ces bons apôtres,

qui chassent des rangs ouvriers les chefs réformistes, ne mettent pas en doute un instant que les chefs staliniens continuent d'en faire partie. Pour d'autres, le P.C.F. n'est plus un parti ouvrier : seule la social-démocratie de Mollet-Lacoste mérite cette étiquette ; ce qui permet de justifier toutes les capitulations devant elle. Pour les premiers, la S.F.I.O. n'est plus un parti ouvrier : seul le P.C.F. représente la classe ouvrière ; le petit bourgeois se doit d'en tenir compte, même si les méthodes ne lui plaisent pas toujours — car ce sont les méthodes de la classe ouvrière.

La boucle est bouclée : on ne peut dénoncer Mollet pour les crimes algériens de 1957 en amnistiant Thorez pour sa complicité dans les crimes algériens de 1945 — ou les crimes hongrois de 1956. Mais ce n'est pas seulement affaire de morale. Faute d'une correcte appréciation de la nature du P.C.F. et de la S.F.I.O., on est condamné à errer de l'opportunisme pro-stalinien au sectarisme antikominformiste, de l'opportunisme pro-social-démocrate au sectarisme anti-S.F.I.O. Relisez deux ou trois années de « France-Observateur ».

\*\*

Nous avons, quant à nous, toujours eu la simplicité d'esprit d'estimer qu'il y avait des organisations ouvrières et des organisations bourgeoises. Que le P.S. était un parti ouvrier dont le rôle consiste à mettre les forces ouvrières au service des intérêts de la bourgeoisie, que le P.C.F. était un parti ouvrier dont l'action a pour but de mettre les forces ouvrières au service des intérêts de la bureaucratie russe. Que l'un et l'autre ne sont ni ne peuvent devenir des partis révolutionnaires répondant aux besoins révolutionnaires des masses, mais que, pour autant, l'un et l'autre ne cessent pas d'être des partis ouvriers.

Que les affaires les concernant se règlent au sein de la classe ouvrière : que nous n'attendons pas de la bourgeoisie qu'elle règle le sort du P.C.F., pas plus que de la bureaucratie stalinienne qu'elle détruise la social-démocratie. Et que, par conséquent, nous ne faisons pas et nous ne ferons jamais alliance avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie pour trouver une solution à des problèmes qui concernent la classe ouvrière.

Concepts simplistes, analyse périmée. Voyons donc, face aux événements actuels, ce qu'il advient de nos novateurs.

\*\*

## II. — GUY MOLLET : LE SECRETAIRE DU GENERAL

La frénésie avec laquelle on s'est, dans certains milieux, acharné à retirer à la S.F.I.O. de ces dernières années sa nature ouvrière, aboutit aujourd'hui à plonger bon nombre de gens dans la plus totale confusion.

Car, après tout, si le général de Gaulle fait la paix en Algérie, faut-il considérer Guy Mollet comme plus nocif, plus antiouvrier et plus « traître » lorsqu'il est ministre d'Etat d'un gouvernement qui tente la paix que lorsqu'il était président du Conseil d'un gouvernement qui faisait la guerre totale ? Il y a moins de saisies de journaux, de Gaulle régna, que sous Mollet, Bourguès ou Gaillard...

Si la définition de la nature d'un leader politique se base sur des critères moraux, Mollet aurait plutôt progressé depuis le 1<sup>er</sup> juin.

D'autres le jugent autrement et condamnent l'acceptation du « pouvoir fort », la transformation du secrétaire général en

secrétaire du général. Mais ils y voient le prolongement direct de la politique menée par Mollet depuis plusieurs années dans le P.S., au gouvernement — et en particulier en Algérie. Il aurait cessé d'être un « lieutenant ouvrier du capital » pour devenir purement et simplement un homme d'Etat bourgeois du jour où, par exemple, il capitula à Alger devant les ultras.

Mais alors, que dire, encore une fois, de Thorez qui, en juin 1945, couvrit de son autorité de vice-président du Conseil et secrétaire général du P.C.F. l'affaire du Constantinois (45.000 morts musulmans), et, en 1946, accepta de rester membre d'un gouvernement qui engageait la guerre d'Indochine ?

Sur ce terrain d'appréciation, on ne rencontre que la confusion — et la panique.

Et pourtant, il n'est pas douteux que le 1<sup>er</sup> juin marque un tournant dans la biographie de Guy Mollet. Qu'il a cessé d'être depuis ce jour un leader ouvrier réformiste — qu'il est effectivement devenu, mais à cette date seulement, un transfuge, un homme d'Etat bourgeois dans les rangs ouvriers.

Pourquoi pas plus tôt ? Pourquoi à cette date ? Encore une fois, on ne saurait considérer qu'un leader social-démocrate contredit à sa nature lorsque, devenu président du Conseil d'un gouvernement bourgeois, il fait la politique de la bourgeoisie — sinon on remet en question la définition même de la social-démocratie. Et quelle autre politique pourrait-il donc faire ? Révolutionnaire peut-être ? Bien des gens qui reprochent à Mollet d'avoir trahi le socialisme lorsqu'il était président du Conseil, sont en réalité des « réformistes conséquents » qui croient à la possibilité d'une solution *bourgeoise* à la crise de la société française, et qui reprochent seulement à Mollet d'être incapable de promouvoir cette solution (politique d'investissements, réforme fiscale, etc.). Ce n'est pas par hasard que ces progressistes ont toujours été tentés par le mendésisme, et regrettent encore aujourd'hui que ce soit le socialiste Mollet qui ait été choisi comme président du Conseil en janvier 1956, et non le radical Mendès !

Mais le 1<sup>er</sup> juin, en acceptant de devenir ministre d'Etat du gouvernement de Gaulle imposé par le coup de force d'Alger, Mollet choisissait une voie nouvelle : le social-gaullisme.

Quelles que soient les manœuvres et les équivoques savamment calculées du général et de sa politique actuelle, le gaullisme a un visage clairement défini par sa nature sociale, par les conditions de son avènement, par les manifestations écrites ou orales de son chef. Bonneval, Lille, Saint-Etienne auront bientôt leurs répondants. Mollet le sait : le 1<sup>er</sup> juin, il a accepté de couvrir l'« Etat fort », l'association capital-travail, l'embrigadement de la jeunesse, durant tout le temps nécessaire à l'instauration pacifique du bonapartisme.

\*  
\*\*

Il est le complice indispensable de l'équivoque : ce rôle n'a plus rien à voir avec le rôle « naturel » d'un leader social-démocrate, fût-il de droite ou d'extrême-droite ! Jules Moch, en 1947, comme Noske en 1919, sauvait la démocratie bourgeoise en face de la révolution, ici authentique, là défigurée et trahie. Mollet accepte d'aider à la liquidation de la démocratie bourgeoise et de tout ce qui lui est lié : l'existence des libertés politiques et ouvrières, l'existence des organisations de classe du prolétariat, partis et syndicats.

De même que Blum se dressait contre Paul Faure et tous ceux qui, abandonnant le terrain de la classe ouvrière, se rassemblaient autour de Vichy, de même, aujourd'hui, tous ceux qui restent fidèles — non à la révolution prolétarienne, mais simplement au socialisme réformiste tel qu'il a existé depuis un demi-siècle, sont amenés à se dresser contre Guy Mollet, liquidateur de la social-démocratie française.

### III. — L'AVENIR DE LA S.F.I.O. : ALBERT GAZIER

Il y a pourtant une différence — importante — avec 1940 : le parti, dans son ensemble, reste derrière (ou avec) son secrétaire général.

Après bien des hésitations, la scission opérée au sein du Congrès d'Issy-les-Moulineaux n'a finalement affecté, pour l'essentiel, que l'ancienne minorité Depreux-Verdier, qui, depuis plusieurs années, menait le combat, entre autres sur la question algérienne. Le P.S.A. reste donc un parti très minoritaire par rapport au Parti de Guy Mollet.

Pourtant il est certain, en raison même de la mutation accomplie par le secrétaire général le 1<sup>er</sup> juin, que le vrai parti social-démocrate aujourd'hui, conforme aux normes et aux traditions de la social-démocratie française, c'est le *Parti Socialiste Autonome*. La référence qu'il a faite dès ses origines aux grands ancêtres : à Léon Blum en particulier, est parfaitement justifiée : Blum en 1942, Depreux en 1958 sont du même côté ; toutes choses égales par ailleurs, ils restent du côté ouvrier.

Et pourtant dans ce parti de Mollet sont restés nombre de militants, dont on ne peut dire qu'ils acceptent de jouer le rôle que Mollet accepte de remplir aux côtés du général : tous ceux qui ont refusé l'investiture, tous ceux qui ont pris parti pour le « non » en septembre. Citons, parce que sa personnalité joue dans cette période et est susceptible de jouer dans un proche avenir un rôle de premier plan, Albert Gazier (1).

D'où vient donc cette ambiguïté qui fait que, si le secrétaire général et toute son équipe ont fait le saut, il n'est pas possible de dire aujourd'hui que c'est *tout* le Parti qui a perdu sa nature traditionnelle — que, dans une certaine mesure, la scission reste à faire ?

\*\*

L'ambiguïté de la situation du P.S.-Mollet vient de l'équivoque habilement entretenue par le général avec l'aide de Mollet sur la nature profonde de sa politique. De juin à septembre, durant l'inter règne (qui est d'ailleurs susceptible de se prolonger quelques semaines encore jusqu'à l'achèvement de la mise en place des institutions nouvelles), le général a eu pour souci essentiel d'approfondir le processus de dislocation de la classe ouvrière organisée.

D'approfondir — car, en vérité, le processus était largement entamé avant son avènement, ce qui l'a rendu possible. Et MM. Mollet et Thorez avaient, par leurs politiques respectives, s'épaulant en frères ennemis, passablement désorganisé le front ouvrier. De Gaulle est venu au pouvoir avec l'aide de l'un et de l'autre, directe ici, indirecte là. Et, dès lors, il a repris le travail entamé.

La restauration superficielle en France des libertés (fin des saisies des journaux, fin des arrestations et des poursuites), les gestes d'apaisement en Algérie (libération de certains internés, lettre à Salan, offres au F.L.N.) visent à désarçonner l'opposition libérale sur le terrain où elle s'est placée.

Mais, en même temps, bien sûr, a lieu le « conditionnement » du pays, en Algérie où la guerre se poursuit et se renforce, en France où les amis de M. Soustelle ont en main la radio, où la presse est aux ordres, où se prépare le contrôle total du pays (fonctionnaires, caisses des écoles, etc.).

Le scrutin d'arrondissement, le refus du général de s'engager dans la campagne, ses manœuvres pour obtenir un Parlement

(1) Il va de soi que son exemple servira surtout de signe pour toute la tendance « gaziériste » qu'il incarne et qui peut exister indépendamment de lui et de son attitude individuelle.

docile, pour éviter que s'y cristallise une force quelconque qui soit indépendante de lui (même sous le nom de « gaulliste »), tout cela est exploité par Mollet pour maintenir sa légende : rien n'est changé, tout s'est seulement assaini.

Assaini, puisque, pour la première fois, l'électorat du P.C.F. a lâché — et que Mollet espère le récupérer en partie.

Assaini, puisqu'il peut ne rester après les élections que deux forces : l'une à droite autour des quatre, l'autre à gauche autour du P.S., « comme en Angleterre ».

\*

Que tout cela soit la plus terrible mystification qu'on ait jamais montée, Guy Mollet n'est certes pas le dernier à le savoir, mais il est complice.

Pour Albert Gazier, le problème est plus grave — et plus complexe. Il n'est certes pas dupe du sens véritable de l'actuelle euphorie mollétiste. Pourquoi donc, même par son silence, accepte-t-il tant soit peu de la cautionner ?

Une première explication tient à ce que l'équivoque molleto-gaulliste trompe actuellement de nombreux militants socialistes qui, demain, lorsqu'elle se dissipera, réagiront et rejoindront les rangs du socialisme (c'est-à-dire du P.S.A.) : Gazier alors les suivra. Le raisonnement risque de ne pas tenir compte du fait que, dans le plan Mollet-de Gaulle, un des objectifs essentiels est la destruction de l'intérieur des organisations ouvrières, leur pourrissement : on y mettra le temps qu'il faudra. Et les attentistes risquent de ne rien trouver à recueillir sur le cadavre décomposé.

D'autres motifs expliquent l'attitude de Gazier : l'espoir insensé que c'est le P.S. tout entier (ses têtes comprises) qui s'extraira, le moment venu, de l'expérience gaulliste ; la peur de « l'aventure » que constitue toute scission ; la compréhension, peut-être, que le réformisme, dans une opposition absolue à l'Etat bourgeois, perd ses moyens d'action (parlement, bureaux, mairies, etc.) et doit prendre un autre visage.

En tout cas, il est sûr que l'attitude de Gazier a aujourd'hui un rôle décisif qui, en définitive, figeant dans l'attentisme vis-à-vis du gaullisme et vis-à-vis du P.S.A. toute une fraction de militants politiques (S.F.I.O.) et syndicaux (F.O. ou F.E.N.), favorise le maintien de l'équivoque et la politique Mollet.

Il faut souhaiter que le premier incident dans les rouages de la mécanique du général contraigne Gazier au « choix déchirant » : son avenir de militant ouvrier, et aussi, largement, l'avenir du P.S.A. en dépendent si toutefois celui-ci sait rester disponible pour accueillir tout ce qui, dans l'actuelle S.F.I.O., reste socialiste au sens traditionnel du terme.

\*\*

#### IV. — LES TENTATIONS DU P.S.A. : DANIEL MAYER

La même confusion règne dans tous les milieux — y compris parmi ceux qui viennent de quitter la cité Malesherbes. Tour à tour inquiets de leurs responsabilités, de leur avenir, comme tous les dissidents longtemps contraints, ils éclatent d'amertume à l'égard de leurs compagnons de la veille, sans toujours bien distinguer entre eux, et se laissent aisément prendre aux pièges d'un monde extérieur qu'ils connaissent mal, comme ceux qui ont longtemps vécu confinés.

Mais, surtout, il y a tous ceux qui, tels des mouches, s'affaiblissent autour du nouveau-né : dans quelle direction, sous quelle forme va-t-il grandir ? Les conseillers se partagent en deux groupes en apparence divergents — en réalité face double du même Janus progressiste.

Pour les uns, le P.S.A. doit se fondre au sein d'une « Union des Forces Démocratiques » transformée en parti. Daniel Mayer prit l'initiative de fonder l'U.F.D. en juillet dernier : il semble qu'à ce moment il ait caressé le rêve d'une formation dite « travailliste » allant de Mendès aux progressistes en passant par la minorité socialiste et l'U.G.S. — et soutenue par certains

syndicats (en particulier les syndicats universitaires). L'opération avait toute la faveur de Mendès et de Mitterrand.

Elle a tourné court faute du soutien réel des syndicalistes prévus, et par suite de la volonté des minoritaires socialistes de former un parti *socialiste*. Mais D. Mayer n'a pas abandonné ses espoirs (cf. la possibilité d'adhérer à titre individuel à l'U.F.D.).

Il n'est pas douteux qu'une telle orientation serait pour le P.S.A. un suicide. La « Gauche » gaulliste (baptisée centre de la Réforme républicaine et animée par des socialistes, U.D.S.R., radicaux) s'affirme aussi pour un regroupement « travailliste ». Travaillisme de « droite » ou travaillisme de « gauche », tout ceci peut seulement ajouter à la confusion et servir les plans Mollet-de Gaulle. D'autant que l'une des forces décisives dans la période actuelle, la force que représentent les organisations syndicales décidées à ne pas capituler, ne saurait en aucune manière s'associer à un rassemblement qui ne posséderait aucun programme socialiste, si modéré soit-il — du fait de la présence des bourgeois libéraux à la Mendès.

Enfin, une autre présence ne manque pas de donner à l'opération tout son sens : celle des progressistes — alliés de toujours de l'appareil stalinien. Dédouanage — ou opération de liaison ? Les deux sans doute. En tout cas, il faut se souvenir que, au Congrès des Instituteurs de Brest, le porte-parole du P.C.F., Fournial, souligna lourdement que lui et ses amis ne s'opposaient pas du tout à ce que la « gauche non-communiste », de Mendès à Depreux et Bourdet, s'unisse dans l'U.F.D., regroupant ainsi, disait-il, « l'aile libérale de la bourgeoisie » pour lui permettre ensuite de négocier une entente avec « la classe ouvrière » — c'est-à-dire le P.C.F.

Par contre, tout autre serait et sera l'attitude du P.C.F. en face d'une organisation qui s'affirme *ouvrière*, opposée au gaullisme comme au stalinisme, et par là même concurrente dangereuse pour lui.

\*\*

Et ceci nous amène à la deuxième orientation qui est offerte, de l'extérieur, aux responsables actuels du P.S.A. : celle d'une « grande » organisation ouvrière, socialiste et démocratique, où se retrouveraient les socialistes minoritaires, l'U.G.S., les oppositions communistes. Les milieux progressistes favorables à cette solution pèsent sur le P.S.A. pour qu'il s'engage dans cette voie, en tout cas pour qu'il ne la ferme pas par des prises de position trop nettes contre le stalinisme.

Il y a autour de ce problème une nouvelle équivoque dont l'importance est très grande pour l'avenir du P.S.A. Certes, le P.S.A. peut espérer valablement qu'un accord *politique* s'établisse entre lui et les éléments socialistes de l'U.G.S. pour leur fusion ; que des militants communistes déçus, découragés par la politique du stalinisme international (Hongrie) ou de leur propre direction, quittent le P.C.F. et rejoignent le P.S.A.

Certes, l'une des conditions indispensables à ces progrès, c'est pour le P.S.A. la claire affirmation qu'il ne se refusera pas au front unique, c'est-à-dire à des accords précis, circonstanciés, sur une orientation correcte, avec le P.C.F., par exemple pour la défense des libertés ouvrières.

Mais cela ne peut en aucune manière signifier qu'il taise des appréciations indispensables à la progression du P.S.A. vis-à-vis de militants des autres secteurs de la classe ouvrière et de l'opinion socialiste. A ce titre, le manifeste récent du Parti publié par la « Tribune du Socialisme » est surtout inquiétant par ses silences : il n'y a rien sur la direction du P.C.F., sur ses responsabilités dans la crise actuelle des organisations ouvrières. Il faut une belle naïveté pour croire que de telles prudenances sont nécessaires pour obtenir des désistements électoraux, voire des ralliements d'oppositionnels !

Car, ou bien ceux-ci sont de « vrais » oppositionnels, et leur opinion sur la direction du P.C.F. est faite et ne cherche nullement à se dissimuler — ou bien ce sont des oppositionnels d'opé-

rette, l'opposition de Sa Majesté, et le P.S. ouvre ses portes aux « moutons de Servin » !

Quant aux accords électoraux, la direction du P.C.F. les fera, si elle le juge utile ou si elle en reçoit l'ordre, quel que soit le contenu du programme développé par le candidat bénéficiaire !

En vérité, l'avenir du P.S.A. est simple ; il est d'être ce qu'il est, ce qu'il sera de plus en plus s'il persévère dans son être : le seul et authentique parti social-démocrate français.

#### V. — LA SOCIAL-DEMOCRATIE AU CŒUR DE LA CRISE FRANÇAISE

Au cours de ces dernières années, singulièrement depuis fin 1955, la social-démocratie s'est trouvée au cœur de la crise française. D'une part, la bourgeoisie n'envisageait pas de « solution bourgeoise » à sa crise : elle avait un sauveur, et ce sauveur avait nom Mollet. Seul, il était capable de faire accepter par la classe ouvrière de ce pays la politique algérienne par exemple, seul il était capable de museler la classe ouvrière, de briser ses combats, de commencer sa désorganisation.

Ce pouvoir, Mollet ne le détenait pas du seul fait qu'il était le secrétaire général d'un Parti ouvrier. Il l'avait obtenu aussi par une délégation tacite de la direction de l'autre Parti ouvrier. Depuis 1955, en fait, le P.C.F. a laissé totalement la direction de la classe ouvrière entre les mains de Mollet : elle lui a de fait et totalement voté les pleins pouvoirs. Maître absolu et rayonnant du monde des appareils, Mollet s'est cru le maître de la machine — faisant et dé faisant les présidents du Conseil — jusqu'au jour où il a connu la « divine surprise » de Colombey — et s'est fait l'homme-lige du général de Gaulle.

« Les journées de mai ont certes modifié la politique française — accentuant la désorganisation de la classe ouvrière — aboutissant à ce que la majorité de celle-ci perdant pied vote « oui » le 28 septembre. Mais le parti de M. Mollet continue d'occuper durant cette période une place de choix dans l'opération de mise en place calfeutrée du pouvoir fort.

Demain, la classe ouvrière devra se défendre et défendre ses organisations politiques et syndicales contre ce pouvoir fort — en attendant qu'après-demain, ayant reconstitué ses forces et sa conscience, elle reprenne le combat offensif : dans ces deux cas, il y a tout lieu de penser que la lutte passera, au départ, par ce qu'il subsiste d'organisations ouvrières dans la débâcle de dix ans de faillites.

Mollet a tué le P.S., comme Thorez tue le P.C.F. Le courant réformiste traditionnel survivra à la faillite du mollétisme : dès maintenant il a trouvé une forme organisée de régénérescence — c'est le Parti Socialiste Autonome.

C'est dire l'importance que peut prendre celui-ci comme élément de résistance au gaullisme.

C'est en même temps fixer ce qu'il doit être : un parti socialiste renouant avec la tradition social-démocrate française.

Mais tel quel, dans l'actuelle période de reflux (et tel quel seulement), il peut jouer un rôle positif pour freiner, limiter, contrecarrer l'offensive antiouvrière.

Il est cela et pas autre chose : il n'est pas le creuset d'où naîtra le parti révolutionnaire de l'avenir.

Il est cela — et cela suffit pour que les militants révolutionnaires aident de toutes leurs forces et sans réserves à la construction de ce barrage à la marée réactionnaire. Parce qu'ils n'ont pas le choix.

JEAN PERRIN.

## Le P.C.F. fidèle défenseur de l'ordre établi

**C**OMME dans toutes les situations où les forces réactionnaires l'emportent, nous assistons actuellement en France à une désagrégation généralisée de toutes les variétés de « libéraux » et de toutes les sortes de « progressistes ». Après la défaite, les chroniqueurs ne manquent pas pour affirmer, plus ou moins clairement, qu'après tout, dans cette affaire, la classe ouvrière a fait preuve de passivité, que le 28 septembre a prouvé à quel point elle manquait de maturité politique. Ces hypocrites pleurnicheurs oublient de se demander si la classe ouvrière pouvait se mobiliser pour défendre la IV<sup>e</sup> République, celle des scandales, de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie, si le maintien d'une façade parlementaire derrière laquelle on ignorait purement et simplement la volonté populaire pouvait être un objectif qui galvanisât les masses ? Quant au référendum, il faut y voir la conclusion d'un long processus de désarticulation du mouvement ouvrier et non un phénomène isolé. De toute façon, on ne peut tirer aucune leçon des récents événements en partant de l'abstraction d'une classe ouvrière séparée de son histoire pendant ces dernières années, isolée de la réalité du mouvement ouvrier organisé, de ses directions et de leur politique. Il est vrai que, pour beau-

coup, il ne s'agit pas de comprendre : devant les « nouvelles perspectives » du régime gaulliste, le mythe de la « passivité ouvrière » est un excellent alibi pour voir dans la politique présente du gouvernement un moindre mal qu'il faut soutenir.

Pourtant, mis de côté ce fatras, il reste une question sérieuse : comment en est-on arrivé là ? Comment, alors que la bourgeoisie était déchirée, impuissante, affrontant une crise terrible, et que la classe ouvrière, au cours de rudes combats comme ceux de Nantes en 1955, avait montré sa force et sa combativité, comment la situation a-t-elle pu se transformer, en apparence d'un coup, sans combat, au profit de la bourgeoisie ? On ne peut tenter de répondre à cette question qu'en examinant la politique et l'action des grandes organisations ouvrières, de celles dans lesquelles des millions d'hommes avaient placé leur confiance. Et il faut ici donner une place toute spéciale au Parti Communiste Français qui, dans des circonstances décisives, s'est trouvé contrôler les secteurs essentiels de la classe ouvrière, qui, pendant des années, a été suivi par des éléments parmi les plus combattifs de la classe ouvrière, et dont le rôle, de ce fait, a été déterminant.

## LE PLAIDOYER DE SERVIN

Comment en est-on arrivé là ? La question se pose aussi aux militants du P.C.F. et, sans doute, certains d'entre eux l'ont-ils posée à leurs dirigeants et avec assez d'insistance pour que, lors du Comité Central tenu les 4 et 5 octobre, on ait jugé nécessaire de leur répondre. C'est à partir de cette saisissante illustration de la situation du mouvement ouvrier que représentent les résultats du référendum — au bas mot, 1.500.000 électeurs communistes ont voté « oui » — que Marcel Servin, rapporteur du Comité Central, s'explique ou, plus précisément, se défend. Car, et c'est là un fait qui distingue ce C.C. de l'ordinaire, son long discours est un plaidoyer parfois bien embarrassé pour la ligne politique passée du P.C.F.

Servin est d'abord obligé de constater les faits ; alors qu'au lendemain du référendum « L'Humanité » titrait : « Des millions de Français ont voté NON », et ne s'expliquait nullement sur l'ampleur de la victoire gaulliste, il dit : « Le résultat du plébiscite peut donc être apprécié comme une victoire des forces les plus réactionnaires du pays. C'est un échec sérieux pour la classe ouvrière, l'ensemble des forces démocratiques et le parti ». Et plus loin, il ajoute : « En 1956, nous obtenions 5.600.000 voix. Le 28 septembre, il n'y eut que 4.600.000 NON. Mais ce serait insuffisant de dire qu'un million d'électeurs communistes ont voté OUI... C'est une situation sérieuse que nous avons le devoir de regarder en face. C'est la première fois depuis la Libération que se produit un tel phénomène. Un électeur sur cinq ne nous a pas entendus. Et il ne s'agit pas d'électeurs gagnés tout fraîchement en janvier 1956, mais souvent d'électeurs qui votaient communiste depuis longtemps ».

A qui la faute ? Certes pas à la ligne politique du parti, assure Servin : « Notre ligne politique est-elle juste, qui a consisté tout au long de ces dernières années, à lutter pour l'union des forces de démocratie, de progrès social et de paix, à tenter de réaliser des alliances, fussent-elles fragiles et provisoires, pour arrêter une politique qui, sur le plan intérieur, sur le plan international, sur le plan des rapports avec les pays d'outre-mer, a conduit à tant d'impasses, à tant de dommages pour le pays et pour le peuple, en bref une ligne qui se fixait pour but d'infléchir la politique française dans un sens démocratique et national ? Le Bureau Politique pense que notre ligne politique, précisée notamment dans le rapport de Maurice Thorez à la Conférence Nationale de juillet dernier, n'est pas en cause ».

Pour une fois, et par la bouche de l'un de ses dirigeants, voilà la politique du P.C.F. fort bien définie. Il ne s'agit nullement de préparer le renversement du capitalisme, de lutter pour le socialisme par la mobilisation des masses travailleuses à partir de leurs intérêts de classe et de leurs aspirations. Il s'agit d'infléchir la politique de la bourgeoisie, et ce surtout dans le domaine international. Il faut donc, pour cela, dans le cadre de la société existante, nouer des alliances, la classe ouvrière n'étant que l'infanterie de ces manœuvres.

Cette ligne était, est et sera belle et bonne, dit Servin. Si les choses vont mal,

la faute en est en partie aux militants « car il y a des remarques à faire sur l'application (de la ligne) », et « aux électeurs communistes qui se sont laissés impressionner comme au temps de Munich ». Sans cela, dans la politique de ces dernières années, tout était correct, y compris le vote des pouvoirs spéciaux à Lacoste, le 12 mars 1956, que Servin justifie ainsi : « Nous avons été jusqu'à la limite du possible pour que les dirigeants socialistes soient mis à même, aux yeux de leurs électeurs eux-mêmes, d'appliquer la politique pour laquelle ils avaient été élus. De là notre vote des pouvoirs spéciaux en 1956... ». De là aussi, mais Servin ne le dit pas, cette autre conséquence de la ligne juste, le sabotage du combat des appelés, le refus d'appeler la classe ouvrière à soutenir la jeunesse...

Et aujourd'hui, que reste-t-il à faire, sur la même ligne, bien entendu ? Là, Servin, bien que prolix, se montre discret. En dehors de recettes générales du type « assurer la liaison avec les masses, ne pas être sectaire, ne pas blesser ceux qui ont voté OUI », il insiste sur la nécessité de combattre les « éléments d'opposition rares mais actifs qui se sont donnés pour but de porter des coups à l'unité du parti ». Ces éléments attaqueront « de droite en prétendant que c'est notre faute si ne s'est pas réalisée l'union des forces démocratiques » et « de gauche en prétendant que la défection d'une partie de nos électeurs est due à notre politique opportuniste. Et l'on appellera nos votes du début 1956. Et la politique et le Comité Central du Parti seront mis en cause ».

Et, pour finir, Servin propose l'union des forces ouvrières et démocratiques « qui permettra la mise en place d'institutions démocratiques nouvelles » sur le programme suivant :

« — Etablir des rapports nouveaux entre la France, l'Algérie et les autres pays d'outre-mer par une négociation fondée sur le libre consentement et l'égalité des droits ;

« — Assurer la paix par la détente internationale et l'arrêt de la course aux armements ;

« — Elever le niveau de vie du peuple, donner à la nation les moyens nécessaires au développement de l'enseignement, de la recherche scientifique et des techniques, ouvrir à la jeunesse la voie de l'avenir. »

Le plaidoyer de Servin n'est guère consistant. Se contentant d'assurer que la ligne est « juste », et cherchant à en justifier simplement quelques-uns des aspects parmi les plus aberrants, il escamote le vrai problème : la ligne du P.C.F. A savoir, comme il le proclame lui-même, une constante politique de collaboration de classes. Cette politique, qu'a-t-elle apporté à la classe ouvrière ? Quelles positions a-t-elle fait perdre à la bourgeoisie ? Pourquoi le P.C.F. la pratique-t-elle systématiquement ?

Enfin, cette défense et illustration de la politique du P.C.F. ne porte que sur les événements les plus récents, et n'évoque toute la période qui commence à la Libération que par quelques phrases : « Il en résulta à la Libération un rapport des forces favorables à la classe ouvrière et à ses alliés naturels : les paysans travailleurs, les intellectuels et les classes moyennes des villes. Ce nouveau rapport des forces trouva sa consécration dans le vote d'une Consti-

tution d'inspiration réellement démocratique, et dans un pouvoir d'achat où la classe ouvrière avait ses représentants communistes... ».

## LA « BELLE ÉPOQUE » DE LA COLLABORATION DE CLASSES

Il ne saurait être question ici de retracer — même en pointillé — l'histoire politique et sociale des quatorze dernières années, ni de suivre les évolutions de la politique du P.C.F. durant cette période. Mais il faut bien comprendre que le 1<sup>er</sup> juin marque un tournant décisif dans le déroulement de la lutte de classes en France. De 1944 à 1958, la bourgeoisie n'a pu reconstruire son appareil d'Etat puis maintenir sa domination que grâce au soutien des partis ouvriers. En 1958, la crise de l'impérialisme français — la révolution algérienne en étant l'élément central — fait voler en éclats cet édifice démocratique, mais la bourgeoisie a alors la force de gouverner contre la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'elle peut se passer des organisations ouvrières et même envisager de les briser. Aussi est-il indispensable de s'arrêter à ce qui fut le point de départ de la période qui s'achève — 1944 — et de voir quelle fut alors la politique du P.C.F.

Quand Servin dit qu'alors le rapport des forces était favorable à la classe ouvrière et à ses alliés naturels, il emploie un doux euphémisme. En réalité, la bourgeoisie était alors dans une situation désespérée. L'occupation l'avait déchirée en deux camps, son appareil industriel et économique était presque hors d'état de fonctionner, il n'existait à proprement parler plus d'Etat, plus d'appareil de coercition organisé, plus d'armée, plus de police. Non seulement les cadres de la domination bourgeoise étaient brisés, mais les masses faisaient irruption sur la scène politique, tendaient à occuper les positions abandonnées, à constituer les premiers organismes d'un nouveau pouvoir — le leur. Le ravitaillement comme l'épuration, l'administration dépendaient d'elles. Elles étaient armées, leur volonté de transformation sociale se manifestait par la vague d'adhésions que connurent les deux partis qui se réclamaient d'elle : le Parti socialiste et le Parti communiste français. Jamais ces deux partis — et surtout le Parti communiste, pour ce qui est des secteurs décisifs du prolétariat — ne connurent pareille influence, ne pratiquèrent tel contrôle sur les travailleurs et ne reçurent de leur part une confiance aussi totale. Les masses s'en remettaient alors aux directions socialiste et communiste. Il dépendait essentiellement d'elles que cette prodigieuse mobilisation ouvrière soit poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes, que l'écroulement de l'édifice étatique bourgeois soit utilisé pour qu'un nouveau pouvoir s'installe, que la transformation des rapports sociaux commence...

Pour la résumer, la politique du P.S. et du P.C.F., appliquée avec encore plus de détermination et de cynisme d'ailleurs par le P.C., fut à l'inverse exact des aspirations des masses qui avaient placé leur confiance en eux. Les ouvriers s'en étaient remis à leurs directions. Les directions s'en remirent à la bourgeoisie — ou plus exactement à un fantôme de bourgeoisie, à qui elles s'employèrent à redonner chair et sang.

A la première étape, les partis ouvriers, dans une certaine mesure, se substituèrent à l'Etat bourgeois défaillant pour défendre la propriété capitaliste. Ils s'opposèrent à l'introduction de toute mesure de caractère ou à conséquence socialistes ; ils imposèrent la dissolution des Comités Ouvriers nés spontanément dans certaines usines pour assurer la reprise de la production ; ils empêchèrent les Comités de Libération de s'orienter vers des tâches d'administration, leur substituant les classiques conseils municipaux. Puis, à la seconde étape, lorsque l'appareil central du pouvoir bourgeois fut en peu reconstruit, ils détruisirent tout ce qui pouvait préfigurer le pouvoir des travailleurs — et tout d'abord, par la dissolution des Milices Patriotiques, ils désarmèrent les ouvriers, les laissant face à une armée reconstituée, à des forces de police permanentes, à une administration centrale et régionale qui fonctionnait à nouveau. Et, pour finir, ils dévièrent dans l'impasse parlementaire l'immense mouvement qui avait soulevé la classe ouvrière. Jamais, les deux partis ouvriers n'avaient tenu avec un tel zèle le rôle que leur confiait l'un de leurs chefs, Léon Blum : « être les gérants du capitalisme ». Mais, cette fois, c'étaient les deux partis de la classe ouvrière qui s'étaient autrefois âprement disputé le contrôle des travailleurs, qui, à l'heure décisive, s'étaient unis pour sauver le régime qu'ils prétendaient combattre.

Symbolique de la politique du P.C.F. est cette citation, extraite d'un éditorial de Georges Cogniot en date du 27 août 1944 : « En acclamant de toute sa ferveur le Général de Gaulle, Paris, conscient de sa force, pénétré de son bon droit et de la grandeur de sa cause, faisait le bilan de la formidable insurrection populaire. Et ce bilan, c'était les escrocs de la patrie balayés d'emblée avec les envahisseurs, les maquignons du pays jetés à l'égout avec les tortionnaires, les profiteurs de la défaite, tous leurs complices, tous leurs lâches adulateurs plongés au néant avec elle ».

« Vive de Gaulle ! Vive la France ! ». Point final : ni la division de la société en classes, ni la lutte de ces classes n'intéressent le parti communiste. Un chauvinisme frénétique servira d'exutoire... Il faudra attendre 1952, et la rupture d'André Marty, qui remit en question certains aspects de la politique du P.C.F. en 1944, pour que la direction feigne de s'expliquer. On oublie trop en effet que le P.C.F., en 1944-47, ne chercha nullement à justifier sa politique comme un « détour » sur la route qui mène au socialisme. A cette époque, il considérait les positions qu'il prenait comme « normales », sans besoin de justification aucune. C'est ainsi que dans une brochure de décembre 1944, intitulée « La Politique du Parti », il est écrit : « La ligne générale du parti est très nette. Elle ne laisse place à aucune équivoque. Elle est essentiellement nationale. BIEN QUE LE PARTI COMMUNISTE SOIT LE PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE, SA LIGNE GÉNÉRALE N'EST PAS DE DÉFENDRE EXCLUSIVEMENT LES INTÉRÊTS D'UNE CLASSE MAIS CEUX DE LA NATION ENTIÈRE. Il n'y a, d'ailleurs, aucune contradiction entre les vrais intérêts de la classe ouvrière et les vrais intérêts de la nation. »

Comme on le voit, la direction du P.C.F. abandonnait jusqu'à la moindre référence

formelle au marxisme, et de ce fait ne voyait nul besoin de justifier ses actes par rapport à une théorie qu'elle ignorait.

En 1952, par contre, répondant à Marty qui aurait, dès 1945, critiqué la dissolution des milices patriotiques, « L'Humanité » du 17 novembre écrit : « Si, sous la direction de Maurice Thorez, nous n'avions pas mené une telle politique, nous aurions peut-être eu quelques groupes de militants qui seraient allés mourir, glorieusement certes, sous les balles de la réaction soutenue par les Anglo-Américains (l'exemple de la Grèce nous montre de quoi ont été capables les réactionnaires et les Anglo-Américains !), mais nous aurions sacrifié pour de longues années l'avenir de la classe ouvrière et du peuple de France... En 1944, une action entreprise contre de Gaulle, tandis que les hitlériens étaient sur notre sol, ne pouvait être ni comprise ni suivie par les masses... »

Bref, la politique du P.C.F. en 1944-47, pendant les années de participation gouvernementale, était une politique réaliste, conforme aux intérêts à long terme de la classe ouvrière. Examinons ce réalisme et ses résultats.

## LE « RÉALISME »

### ET SES RÉSULTATS

On pourrait, à la rigueur, croire qu'il y a un grain de vérité dans les « explications » de la direction du P.C.F. si elle avait combattu les facteurs qui d'après elle, entravaient toute action de caractère révolutionnaire : l'attachement à de Gaulle, l'isolement des groupes armés, le risque d'une intervention américaine. Mais était-ce détourner l'opinion publique de de Gaulle que de dire « Vive le gouvernement provisoire de la République et son chef, le général de Gaulle ! » (appel du Comité Central du P.C.F. en date du 26 août) ? Était-ce expliquer le caractère contre-révolutionnaire possible des forces anglo-américaines que d'écrire : « Comme Paris était de cœur avec les alliés de la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique, dont les armées coopèrent sur notre sol à l'effort des nôtres. » (« Humanité », 27 août 1944.)

Enfin, était-ce briser le prétendu isolement des « groupes armés » que de dissoudre les milices, organisation de masses armée : « Il va de soi que cette dernière tâche (la défense de l'ordre républicain) incombe uniquement aux représentants qualifiés de la puissance publique... Quelques mots, à ce propos, sur l'organisation des Milices patriotiques devenues les Gardes civiques républicaines. Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection contre l'occupant hitlérien et ses complices vichyssois. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques, et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers, ne doivent pas être maintenus plus longtemps. » (Maurice Thorez au Comité Central d'Ivry, janvier 1945.)

Il ne reste guère qu'un argument : même si le P.C.F. avait averti les masses de ce qu'elles représentaient, les forces anglo-américaines seraient intervenues. Y répondre, c'est juger sur le fond la politique du P.C.F. ; montrer que son « réalisme » tant vanté comme son « efficacité » existent peut-être par rapport à ses propres buts, mais

## QUE SES BUTS N'ONT RIEN A VOIR AVEC LES BESOINS DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

Poser la question de la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie en 44-45 comme s'il s'agissait d'un « putsch », c'est déjà nier que la classe ouvrière soit un facteur politique actif, c'est se refuser à faire confiance aux masses et ne voir en elle qu'une infanterie. Il ne s'agissait pas de prendre d'assaut, à quelques-uns, des centraux téléphoniques, il s'agissait politiquement d'utiliser la faiblesse de l'ennemi de classe et l'extraordinaire mobilisation des travailleurs pour imposer, dans tous les domaines, l'hégémonie de la classe ouvrière. Choisir, en somme, la voie prise par le parti communiste yougoslave (1). Quant aux troupes anglo-américaines, le problème n'était pas d'avoir à les affronter en une bataille rangée. C'est à l'échelle de l'Europe qu'alors le capitalisme était chancelant : par bien des points la situation de l'Italie était semblable à celle de la France. Une politique révolutionnaire, ouvrant la perspective d'une Europe socialiste, aurait sans aucun doute modifié la manière dont la guerre s'est terminée. Le prolétariat allemand aurait pu alors jouer son rôle. Mais les ouvriers américains et anglais sous l'uniforme, eussent-ils pu fournir une force contre-révolutionnaire ? On peut en douter, quand on se souvient des grèves qui en 1945 éclatèrent dans l'armée anglaise, des manifestations de « GI's » dans le monde entier, réclamant leur démobilisation immédiate, et qui imposèrent effectivement, contre les plans du Pentagone, son accélération.

Certes, rien n'est jamais gagné d'avance, dans tout combat il y a des risques. Mais le véritable problème n'était pas de peser ces risques, mais de choisir entre une politique fondée sur la reconnaissance de la lutte des classes — sur la théorie marxiste et les aspirations de la classe ouvrière — et une politique de capitulation devant la bourgeoisie, à travers le parlementarisme et « l'unité nationale ».

Ce fut cette politique, baptisée de « réaliste » que, du fait de la confiance dont il jouissait alors, le P.C.F. parvint à imposer aux masses. Ce « réalisme » consista à remettre en place l'Etat bourgeois, son appareil central de répression, sa police, son administration préfectorale. Ce « réalisme » consista à reconstruire le cadre parlementaire, le mode de fonctionnement idéal de la bourgeoisie. Quatorze ans plus tard, ce parlement devait s'en remettre à de Gaulle, entre temps il avait couvert la guerre d'Indochine, accepté le Pacte Atlantique, soutenu la guerre d'Algérie. Entre temps, il s'était arrangé pour éliminer de plus en plus la représentation ouvrière, pour s'emanciper du soutien des partis ouvriers, et, sans reconnaissance aucune, il se montra prêt à les sacrifier, l'heure venue, au pouvoir personnel.

Le « réalisme », ce fut la politique du « produire d'abord », la transformation des délégués syndicaux en garde-chiourme, l'établissement de cadences infernales au nom des « intérêts supérieurs de la nation ». Le capitalisme s'est rétabli, les profits se sont gonflés, la classe ouvrière, elle voit toujours son niveau de vie décroître.

Le « réalisme » a brisé l'élan et l'enthousiasme de 1944-45, il est parvenu à empêcher la transformation en grève générale des

luttres de 1947, il a laissé écraser les mineurs isolés en 1948. Le « réalisme » a empêché la grève générale d'août 53 d'aboutir. Plutôt que d'exploiter dans un sens révolutionnaire la crise de l'impérialisme français en 1954, après Dien-Bien-Phu, les « réalistes » ont fait confiance à la démocratie parlementaire et à Mendès-France, sous le gouvernement duquel, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, commença la guerre d'Algérie. « On ne négocie pas avec la rébellion », disait alors cet intransigeant partisan de la paix en Algérie. En août-septembre 1955, le « réalisme », ce fut le refus d'appeler à la généralisation des luttres à partir des violents combats de Nantes, le « réalisme », ce fut la promesse qu'après les élections avec de bons députés tout irait pour le mieux. Le « réalisme », en 1956, ce fut le vote honteux des pouvoirs spéciaux, la trahison délabrée du combat des rapelés.

Enfin, pour finir en beauté, en 1958, le « réalisme », ce fut la confiance au gouvernement Pompidou qui faisait confiance à Salan qui appelait de Gaulle. Le « réalisme », ce fut le refus d'envisager toute action de masse sérieuse, la fin de non-recevoir opposée aux propositions des enseignants pour relancer le mouvement à partir de leur grève générale du 30 mai...

Aussi, quand Servin, au Comité Central des 4 et 5 octobre, s'écrie : « Pour des millions de Français humiliés dans leur fierté nationale par la servilité des gouvernements précédents, de Gaulle est apparu comme le garant de la grandeur et de l'indépendance nationales », n'est-il pas clair que si, parmi ces millions, se trouvent plus d'un million d'électeurs communistes, c'est bien le « réalisme » du P.C.F. qui a obscurci leur conscience de classe. Qui, sous prétexte de redonner une patrie aux travailleurs, a en fait livré les travailleurs à la patrie bourgeoise ?

Quand Servin se plaint de l'état de la liaison de son parti avec les masses, n'est-il pas clair que le P.C.F. paye pour sa politique, que de larges masses de ceux qui le suivaient n'ont plus confiance en lui, que ses journaux se vendent de plus en plus mal, que son organisation est de plus en plus inefficace, que la jeunesse se détourne entièrement de lui, que l'isolement des militants du P.C.F. prend parfois des proportions considérables ?

#### LES RACINES DE LA POLITIQUE DU P.C.F.

Il reste à s'interroger sur les motifs profonds de la politique constante du P.C.F. Politique dont la venue au pouvoir consacre la faillite retentissante, au prix d'une cruelle défaite du mouvement ouvrier tout entier. Politique qui, non seulement conduit à la défaite, mais qui ruine aussi à la longue le P.C.F. lui-même, plaçant ses dirigeants dans la situation absurde de gens qui scieraient la branche sur laquelle ils sont assis. Pourquoi le font-ils ?

Faire appel aux « erreurs » n'est guère sérieux. On ne voit pas comment une organisation peut accumuler pendant des années le même type d'erreurs sans jamais les corriger. Certains militants du P.C.F., par exemple, présentent la période 44-47 comme une expérience « malheureuse », mais après le

manque de reconnaissance de la bourgeoisie qui n'hésita pas à se débarrasser des ministres communistes, on aurait maintenant compris. La réalité est tout autre : ce ne sont pas les politiciens bourgeois, sur l'impulsion américaine, qui chassèrent les dirigeants communistes de leurs postes, ce sont les ouvriers de chez Renault par leur grève d'avril 47. Pour que le P.C.F. ne se coupe pas de la classe ouvrière, il lui fallut quitter le gouvernement, mais il ne cessa pas pour autant de réclamer la place qu'il méritait à son avis dans le « conseil d'administration des affaires publiques de la bourgeoisie » (Engels). Et le 4 mai 1947, à l'Assemblée, Jacques Duclos déclarait : « Nous continuerons à agir en grand parti de gouvernement... Personne n'a lancé le mot d'ordre d'une hausse générale de salaires, il n'est question que de primes à la production. »

Non, répétons-le, la direction du Parti Communiste Français se détermine en fonction d'intérêts en regard desquels sa politique peut être « efficace » et « réaliste », mais qui ne sont pas les intérêts de la classe ouvrière.

Ces intérêts sont ceux de la bureaucratie russe, c'est-à-dire de la couche sociale qui a exproprié politiquement les travailleurs soviétiques de leurs conquêtes d'octobre 1917, qui a établi sa domination totalitaire et sanglante sur la société soviétique. Couche dont les méthodes sanglantes de gouvernement ont été révélées à tous au XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe en 1956, congrès qui fit en partie la lumière, pour les couches les plus larges de l'opinion publique, sur le véritable caractère du régime du « génial camarade Staline ». Couche prête aux mesures les plus sauvages pour écraser ce qui remet en cause sa domination, comme en témoignent les événements de Hongrie en octobre 1956.

La bureaucratie russe, née de la dégénérescence de la révolution prolétarienne dans un pays arriéré et isolé, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en cherchant à maintenir en l'état, à l'échelle internationale, les actuels rapports sociaux. Et elle est, à cause de cela, une force profondément conservatrice et contre-révolutionnaire. La révolution socialiste dans un ou plusieurs pays avancés signifierait pour elle la fin de son règne aussi sûrement qu'une victoire américaine à l'issue d'une troisième guerre mondiale. La démocratie ouvrière la balayerait et le prolétariat demeure pour la bureaucratie l'ennemi numéro un, la révolution socialiste, la jonction des prolétaires d'Europe occidentale avec ceux d'Allemagne de l'Est, de Pologne et de Hongrie qui ont contesté son pouvoir, un danger mortel. Les partis « communistes » ne l'intéressent pas comme instruments de la révolution socialiste mais, au contraire, comme moyens d'encadrer les masses pour qu'elles ne remettent pas en question l'équilibre mondial, pour que, le cas échéant, elles fassent pression sur leurs bourgeoisies ou qu'au contraire elles soient livrées à leurs bourgeoisies, comme gage d'un compromis.

A partir de cette conception, la politique du P.C.F. acquiert une logique. Dans les périodes de détente internationale, elle met tout son poids au service du compromis passé entre les « Grands », elle mène jusqu'au bout une politique de collaboration de classes. C'est le cas en 1944-47, à l'époque

de Yalta et de Potsdam. Au contraire, lorsque ce compromis est remis en question, que la « guerre froide » fait rage, le P.C.F. tend à faire de la classe ouvrière une force d'appoint dans cette « guerre froide ». Il entraîne alors une fraction de la classe ouvrière à des actions violentes sans souci aucun des rapports de force, des possibilités de succès et aussi sans jamais tenter de mobiliser réellement les travailleurs sur leur terrain de classe de peur qu'ils ne dépassent, dans leur lutte, les objectifs qui leur ont été fixés. Parfois, la politique du P.C.F. est une combinaison des deux attitudes : il s'agit, par un dosage de pressions et de concessions, de favoriser une fraction de la bourgeoisie, jugée plus favorable aux besoins de la diplomatie soviétique. Mais jamais il ne faut remettre en question le cadre de la démocratie bourgeoise, jamais il ne faut s'attaquer aux bases de la société capitaliste.

Dans le cours de cette politique constamment contre-révolutionnaire, en dépit de ses variations « droite » ou « gauche », le P.C.F. s'est sélectionné un APPAREIL bureaucratique composé des députés, des permanents, des responsables, de tous ceux qui tirent leur puissance du « Parti » ou qui bénéficient matériellement de son existence. Appareil séparé de la classe ouvrière et dont les intérêts, en définitive, s'identifient avec ceux de la politique générale du P.C.F., c'est-à-dire avec le maintien du « statu quo ». Appareil qui cherche à commander aux ouvriers, à les contrôler, et qui, au fur et à mesure que les travailleurs font leur expérience, se heurte à eux, affirmant ainsi et son caractère contre-révolutionnaire et le fait qu'il n'est pas réformable. Pas plus que l'appareil social-démocrate traditionnel, directement lié à l'Etat bourgeois, l'appareil du Parti Communiste Français ne peut être redressé. Obstacle sur la voie de la lutte pour le socialisme, il doit être brisé pour que les travailleurs prennent en mains leur propre sort...

#### ET AUJOURD'HUI ?

Et maintenant, quelle est la politique du P.C.F. ? Face à de Gaulle, qu'elle a contribué, tout comme le P.S., à amener au pouvoir, quelle attitude adopte la direction ? Elle avait — dans le cadre général de sa politique, que nous avons tracé — le choix entre deux solutions. Ou adopter une politique « gauchiste », recourir à des actions de « commando » du type de celles menées en 1952, actions désespérées pour l'immédiat, aux conséquences les plus funestes, mais qui eussent redonné son blason aux yeux des travailleurs et, dans cette mesure, préparé l'avenir pour le P.C.F. Ou adopter une politique « d'opposition loyale à sa Majesté », non-violente, parlementariste... et dérisoire. Il semble bien que ce soit cette solution que le P.C.F. ait choisie. Sans doute Khrouchtchev juge-t-il, en définitive, que le gouvernement de Gaulle mérite des égards.

Le Comité Central qui s'est réuni le 22 octobre pour préparer la campagne électorale est de ce point de vue assez édifiant. Le programme qu'il a adopté est à peine au niveau du radicalisme d'avant guerre. Fait plus significatif, ce programme est considéré COMME RÉALISABLE DANS LE

#### CADRE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION :

« Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le parti communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant ». Disons que ce programme comprend des mesures aussi générales que le « relèvement du niveau de vie des travailleurs, la garantie de l'avenir de la jeunesse, la restauration de la république », et, naturellement, « une politique extérieure d'indépendance française et de paix ». N'omettons pas cette perle, quant aux problèmes de la révolution dans les colonies : « Paix en Algérie par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux, Y COMPRIS LA GUINÉE, des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels. »

Plus significatif encore de l'adoucissement de l'opposition communiste au gaullisme, les hésitations marquées quant à la politique algérienne du général. Ainsi, au lendemain de la conférence de presse du général de Gaulle, Léon Feix, dans « L'Humanité », écrivait : « Comment ne nous féliciterions-nous pas de voir que les idées pour lesquelles nous avons lutté à peu près seuls pendant des années, et qui ont valu à notre parti, à ses militants, à sa presse, de nombreux coups, se révèlent aujourd'hui tellement justes qu'il n'est plus possible d'envisager en dehors d'elles une solution éventuelle du drame algérien. » En clair, si de Gaulle est d'accord avec le P.C.F., c'est donc que le P.C.F. est d'accord avec de Gaulle. Après le lâchage brutal du F.L.N., dont le P.C.F. avait jusque-là soutenu la politique jusque dans ses aspects les plus aventuristes et les plus nuisibles à la révolution algérienne, voici le soutien critique de la politique gaulliste.

Par ailleurs, le P.C.F. persévère dans son attitude habituelle : d'une part, il recherche un accord avec la bourgeoisie « libérale » qui se dérobe, s'aplatit devant le pouvoir personnel et, d'autre part, il a la prétention d'être à lui tout seul le mouvement ouvrier : le Parti Socialiste Autonome, l'Union de la Gauche Socialiste n'étant que des « formations de la démocratie bourgeoise ». Ainsi, il interdit tout développement d'une véritable politique de Front Unique Ouvrier contre le pouvoir personnel, pour la défense du mouvement ouvrier.

A l'attitude du P.C.F., qui sans conteste jouera son rôle dans l'accoutumance de la démoralisation et du désarroi des travailleurs, les révolutionnaires opposeront une politique qui se situera strictement sur le terrain de classe, qui, à partir de la défense des conquêtes ouvrières, des organisations ouvrières, des libertés élémentaires, préparera la contre-offensive contre l'Etat fort.

#### LA LUTTE DE CLASSES, LE FACTEUR DÉCISIF

On nous dira peut-être que, si nos affirmations sont vraies, elles laissent peu de place à un espoir raisonnable. Si le P.C.F. a été l'organisateur de la défaite, c'est parce qu'il était la direction de la majorité

de la classe ouvrière : cette direction, les ouvriers se l'étaient donnée. Pourquoi s'en donneraient-ils une meilleure ? Si les organisations créées par le mouvement ouvrier au cours de sa lutte deviennent ensuite des obstacles à cette lutte, n'est-ce pas que la révolution est impossible ?

Nous nous refusons, pour notre part, à faire retomber sur les masses les responsabilités qui relèvent des directions. Et cela non parce que, comme on le reprochait déjà à Marx, « nous prendrions les prolétaires pour des Dieux », mais bien à cause du contraire. Dans les conditions d'une société d'exploitation, la classe exploitée ne peut être, dans sa totalité, sa propre direction. Une fraction de la classe ouvrière seulement, souvent minoritaire, parfois désavouée par sa propre classe, incarne les intérêts globaux, historiques de celle-ci. Cette avant-garde doit s'organiser pour défendre ces intérêts : c'est le Parti, la direction. Les masses ouvrières françaises ont fait montre du maximum de combativité, d'initiative compatible avec une situation révolutionnaire où il n'existait pas de Parti Révolutionnaire, mais, au contraire, des directions ouvrières qui ne représentaient plus les intérêts de leur classe. Ceux qui escamotent cette question, qui se lamentent, tournés vers les masses à qui ils reprochent leur ingratitude ou leur « manque de maturité », se moquent du monde.

Mais, nous dira-t-on encore, cela ne règle pas la question de savoir pourquoi les ouvriers acceptaient la direction du P.C. ; n'ont-ils pas eu la direction qu'ils méritaient ? Analysant la révolution espagnole, Léon Trotsky écrivait à ce sujet :

« Il existe un vieux dicton évolutionniste et libéral : "Chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite." L'histoire montre néanmoins qu'un même peuple peut dans des délais relativement brefs connaître des gouvernements bien différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et que, de plus, ces gouvernements ne se succèdent nullement selon une seule et même direction, du despotisme à la liberté, comme se l'imaginaient les évolutionnistes libéraux. Le secret de ce processus réside en ce qu'un peuple est composé de classes hostiles, et que ces classes elles-mêmes comprennent des couches différentes et, dans une certaine mesure, opposées, qui suivent des directions différentes ; de plus, chaque peuple tombe sous l'influence d'autres peuples également divisés en classes. Ainsi, les gouvernements n'expriment pas la « maturité » sans cesse grandissante d'un « peuple », mais le produit d'une lutte entre différentes classes, entre différentes couches de celles-ci — et enfin l'action de forces externes : alliances, guerres, etc. A cela on doit ajouter qu'un gouvernement, une fois établi, peut durer beaucoup plus longtemps que le rapport de forces qui l'a engendré. C'est précisément de cette contradiction historique que naissent les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions, etc.

« La même méthode, dialectique est nécessaire pour aborder la question de la direction d'une classe. Imitant les libéraux, nos sages admettent tacitement l'axiome selon lequel chaque classe a la direction qu'elle mérite. En réalité, une direction n'est pas du tout un simple « reflet » ou

le produit de sa propre activité libre et sans entrave. Une direction se forge dans la lutte des différentes classes et dans les heurts entre les fractions d'une même classe. Une fois qu'elle est apparue, la direction tend toujours à se hisser au-dessus de sa classe, et par cela même elle devient prédisposée à subir l'influence et la pression des autres classes. Pendant longtemps, le prolétariat peut « tolérer » une direction qui a déjà subi une dégénérescence interne complète, mais qui n'a pas eu l'occasion d'exprimer cette dégénérescence au cours de grands événements. Un choc historique est nécessaire pour révéler la contradiction qui existe entre la classe et sa direction. Les plus grands chocs historiques sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pourquoi le prolétariat est souvent pris à l'improviste par les guerres et les révolutions. Mais, même dans les cas où la vieille direction a révélé sa dégénérescence interne, la classe ne peut, d'un coup, improviser une nouvelle direction, et ce surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres marxistes éprouvés, capables d'exploiter la chute de la vieille direction. »

Les actuelles directions de la classe ouvrière sont le produit d'une étape de la lutte de classes. Il n'y a nul mystère à leur trahison ni à leur force. L'existence de directions OUVRIÈRES-CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES (l'expression peut paraître paradoxale, elle résume pourtant beaucoup du drame de notre temps) n'est pas plus inquiétante que le maintien du capitalisme lui-même. Plus précisément, la seule chance du maintien de la société capitaliste, c'est l'existence de ces directions, ce qui est déjà un témoignage de la force de la classe ouvrière, de la crise historique du capitalisme. A travers leurs luttes contre le capitalisme, les travailleurs rompent les barrages dressés par les appareils, préparent les conditions de l'apparition d'une nouvelle direction. Pour en revenir à la France, quelle différence déjà entre 1944, où les travailleurs confient leur sort aux dirigeants du P.C.F., 1947, où les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière se rebellent contre la politique de collaboration de classes de l'appareil, et 1953 — puis 1955 — où les travailleurs posent les bases d'une nouvelle direction des luttes.

Mais les délais ont été cette fois trop courts : la bourgeoisie a pu reprendre l'offensive avant qu'un pôle révolutionnaire assez puissant se soit construit face aux vieilles directions faillies. Pour un temps qu'il serait déraisonnable d'estimer, la réaction l'emporte. La lutte se poursuit. L'expérience accumulée par la classe ouvrière, même si pour l'heure elle ne se traduit consciemment que pour une avant-garde numériquement réduite, nourrira les prochaines luttes.

La leçon des défaites passées sera tirée — et par les masses. On ne triche pas indéfiniment avec la lutte de classes. C'est là toute la base de notre confiance — faite, non d'un optimisme serein et fataliste, mais de notre volonté de préparer dans les combats difficiles qui s'annoncent les conditions de la victoire finale.

F. FORGUE.

(1) Contre la volonté de Staline, d'ailleurs !

# L'offensive patronale a commencé

**L'**OFFENSIVE patronale et gouvernementale contre les conditions de vie des travailleurs va aller s'accroissant.

Fort du résultat obtenu au référendum constitutionnel, de Gaulle, qui dispose, pendant quatre mois, de tous les pouvoirs, va s'empresser de décréter une série de mesures dont le but ne fait aucun doute : faire payer aux travailleurs, et aux travailleurs seuls, les frais de sa politique de grandeur française.

Cette offensive économique se mène frontalement, en ce sens qu'elle intéresse tous les domaines de l'activité économique du pays.

En ce qui concerne le budget de 1959, il est déjà question d'un budget de guerre de 1.700 et quelques milliards. Dans les cercles gouvernementaux, on parle de plus en plus de la bombe atomique française et l'on envisage, dès maintenant, sa cadence de production.

Cet énorme budget de guerre — rappelons à ce propos que la France est la troisième puissance mondiale quant au nombre d'hommes sous les drapeaux, venant directement après l'U.R.S.S. et les U.S.A. — doit se faire évidemment au détriment d'investissements productifs dans un certain nombre de secteurs-clés de l'économie.

Les grandes banques, qui dominent l'ensemble de l'activité économique de ce pays, ont engagé depuis quelques années un processus de concentration économique dont le plus clair résultat se traduit par un écrasement de toute une partie des classes moyennes, celles-là mêmes qui, précisément, ont voté « oui » à de Gaulle.

Le chômage commence à s'étendre comme une tâche d'huile, touchant des secteurs de plus en plus importants. A l'étape présente, c'est essentiellement l'industrie légère qui est touchée. Mais déjà, en Europe, particulièrement en Allemagne et en Belgique, les charbonnages connaissent une accumulation de leurs stocks sans précédent depuis 1944, et des puits ont été récemment fermés.

Dans le secteur des prix, le blé passe de 3.200 francs le quintal à 3.690 francs, soit une hausse de plus de 15 % ; le bœuf, à la Villette, monte de 330 francs à 396 francs le kilo (plus 14 %) ; le porc, de 320 francs, est arrivé à 355 francs (plus 11 %) ; les œufs, de 20 francs à 22 fr. 50 (plus 12,50 %).

Certes, les cercles capitalistes dirigeants craignent une menace inflationniste. Mais à ceci leur réponse est toute prête : un nouveau train d'impôts. Déjà certains patrons s'en inquiètent. Cette inquiétude n'est pas feinte, mais elle n'a qu'un seul objet : que ce soit pas eux, les patrons, qui aient à supporter ces éventuelles nouvelles mesures fiscales.

Le budget de guerre, la menace du chômage, la paupérisation d'une partie des classes moyennes, la hausse des prix, de nouveaux impôts, tels sont les premiers éléments de la politique économique du gouvernement.

Mais ceci n'est pas suffisant ou, plus exactement, pour que les travailleurs puissent accepter toutes ces mesures dirigées contre eux, il faut faire un pas de plus.

Ce pas de plus, c'est la mise en cause des avantages acquis. Ainsi, M. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France, dans son rapport au Président de la République, écrit :

« Pour assurer une expansion harmonieuse, il est indispensable d'éliminer les déséquilibres qu'aucun artifice ne saurait corriger. L'Etat ne peut indéfiniment continuer à dépenser plus qu'il n'encaisse, la Nation à consommer plus qu'elle ne produit. Les différentes catégories sociales ne peuvent plus être amenées à

chercher, dans des indexations d'autant plus illusoire qu'elles sont plus générales, une sécurité que peut seule assurer la stabilité de la monnaie. »

En d'autres termes, ce que M. Baumgartner propose, c'est la suppression pure et simple du S.M.I.G. qui, jusqu'à présent, servait de références à une échelle mobile, pas très mobile d'ailleurs, des salaires et d'un certain nombre d'autres avantages comme les allocations familiales.

Les gouvernements précédents de la IV<sup>e</sup> République avaient pour politique des subventions concernant toute une série de marchandises. Cette politique des subventions avait un double but : d'une part, maintenir les bénéfices capitalistes à un très haut niveau, en dépit d'un prix de revient élevé ; d'autre part, maintenir les prix des marchandises au-dessous de leur coût réel pour tromper les travailleurs sur une stabilité illusoire de leur pouvoir d'achat.

Cette politique exprimait, à sa manière, un certain rapport de force entre la classe ouvrière et le patronat. Le gouvernement de la bourgeoisie éprouvait le besoin de freiner « artificiellement » une hausse de prix considérable dans la crainte de réactions violentes de la part des travailleurs.

De telles précautions apparaissent, aujourd'hui, aux yeux de M. Baumgartner, superflues. Plus de subventions, plus de prix artificiellement maintenus, plus « d'indexation illusoire ». Il n'y a aucune raison de « faire des fleurs » aux travailleurs. Le gouvernement de Gaulle est suffisamment bien assis pour laisser les prix se débrider, tout en maintenant un blocage intégral des salaires.

Mais ce n'est pas tout. Le mythe européen intervient à son heure pour rappeler en temps opportun que la France serait le pays capitaliste européen aux avantages sociaux les plus considérables. Des tableaux, qui se veulent éloquentes, font une étude comparée entre les différents pays de l'« Europe des Six », pour démontrer que la France est à l'avant-garde en matière sociale. Certinement il y a les Pays-Bas, mais c'est si peu de chose.

La conclusion de cette étude comparée n'est pas clairement tirée. Mais les journaux du grand patronat posent insidieusement la question : « Qu'en pensez-vous ? » (voir *Usine Nouvelle*, n° 39, du 25-9-1958, page 3). Ce qui est une manière de dire : Si nous voulons que nos prix soient compétitifs avec ceux des pays de l'« Europe des Six », il ne faut plus qu'en France le coût de production soit imposé par une législation sociale par trop en avance sur celle de nos partenaires européens.

Ainsi, l'offensive contre la classe ouvrière se développe inexorablement. Ses limites ne sont pas déterminées par l'appétit patronal, car celui-ci est insatiable, mais par la résistance que les travailleurs seront capables d'opposer à l'offensive patronale.

Le passif des quatorze dernières années de politique des organisations ouvrières, des syndicats comme des partis, pèse d'un poids extrêmement lourd. La réorganisation du mouvement ouvrier, dans la défense de ses droits élémentaires à la vie, n'est pas une simple question de bon sens.

Dans quelques endroits, des mouvements sont apparus qui semblent ouvrir une voie à la résistance ouvrière, mais l'apathie syndicale de tous les bords, frappe, au départ, ces mouvements d'impuissance.

Pourtant, toute la question est là.

De la capacité de la classe ouvrière à défendre ses avantages acquis, dépend son aptitude à préparer la contre-offensive.

François TARRANT.

# Situation de l'économie française

**L** E général de Gaulle est arrivé au pouvoir au moment où les difficultés que rencontre l'économie française convergent rapidement, rendant inévitable un certain nombre de solutions, à chaud ou à froid. L'installation du gouvernement de Gaulle n'a, bien entendu, pas ajourné la nécessité de ces solutions, ni modifié en quoi que ce soit les difficultés du capitalisme français. A-t-elle tout au moins permis aux couches dirigeantes d'envisager la possibilité de procéder par voie autoritaire, autrement dit d'imposer, à l'ensemble des capitalistes d'abord, aux travailleurs ensuite et surtout, les mesures favorables au capitalisme pris dans son ensemble ? De ce point de vue, il est indéniable que de Gaulle dispose d'une autorité plus grande qu'un Mendès-France par exemple pour faire prévaloir une politique économique. Dans les semaines qui viennent, le succès du référendum pour le général, la neutralisation de la classe ouvrière constituent autant d'arguments qui vont dans le même sens. Encore faut-il noter que le gaullisme, troisième cuvée, se heurte à des difficultés internes : la politique de « prestige » du général n'est pas seulement une vantardise ; elle est nécessaire à la poursuite de l'expérience, et elle a des incidences économiques, notamment financières, qui sont susceptibles d'apporter de singulières limitations à la portée des mesures économiques qui verront le jour au lendemain des élections législatives.

♦♦

A ne considérer que les statistiques de la production industrielle, il apparaît que l'économie française a connu depuis quelques années un essor remarquable. L'indice d'ensemble de la production industrielle (sans bâtiment) est de 161 pour le premier trimestre 1958 (base 100 en 1952), contre 146 pour le premier trimestre 1957, 132 pour le premier trimestre 1956. Notons quelques chiffres relatifs aux indices de branches (toujours pour le premier trimestre 1958 sur la base 100 en 1952) :

|                                 |           |
|---------------------------------|-----------|
| Industrie chimique .....        | 205       |
| Transformation des métaux ..... | 174       |
| Gaz .....                       | 186       |
| Papiers-cartons .....           | 188, etc. |

Les résultats les plus médiocres concernent l'extraction des matériaux de construction : 105.

Le niveau général de la production industrielle se situait, pour le premier trimestre 1958, à 10% au-dessus du niveau correspondant de 1957.

La stabilisation récente de l'activité — accompagnée d'une récession dans certains secteurs — n'enlève rien à la portée de cette expansion. L'indice d'ensemble de la production industrielle sur la base 100 en 1949 atteignait 249,8 pour 1957, 247 pour mai 1958, 268 pour juin, 253 pour juillet, 143 pour août 1958.

En août 1957, il était également de 143. L'indice des heures de travail des ouvriers (base 100 en 1949) a évolué comme suit :

|       |         |          |         |            |         |
|-------|---------|----------|---------|------------|---------|
| 1957  | Août 57 | Mai 1958 | Juin 58 | Juillet 58 | Août 58 |
| —     | —       | —        | —       | —          | —       |
| 130,6 | 67,3    | 128,5    | 141,4   | 130,6      | 57,6    |

La différence est ici sensible d'août 1957 à août 1958 (encore faut-il tenir compte du fait qu'en août 1958 un certain nombre d'entreprises ont fermé pour les congés, qui avaient travaillé à effectifs réduits en 1957). Un recul était amorcé à partir de juin (recul se produisant, il convient de le souligner, à partir d'un niveau extrêmement haut). Tandis que certaines industries (chimie, gaz, caoutchouc) poursuivaient leur essor, d'autres (papier, carton, textile, cuir) étaient en net recul. La réduction des ventes touchait le secteur des appareils électro-ménagers, des véhicules à deux roues, plus récemment celui des automobiles. Les carnets de commandes des industriels sont, enfin, généralement moins fournis que l'an passé.

Un commentateur n'hésitait pas à écrire, il y a quelques semaines, après avoir examiné les risques de récession, qu'il fallait porter au crédit de la IV<sup>e</sup> République l'expansion économique. Et l'on serait tenté de lui donner raison, si l'on ajoute que sous la III<sup>e</sup> République le capitalisme français s'était montré particulièrement malthusien, répugnant aux investissements. En 1944-45, l'équipement de l'économie française était à la fois désuet et insuffisant. Les investissements sur fonds budgétaires, les nationalisations (touchant le plus souvent des entreprises non rentables pour les groupes privés, mais qui le devenaient ensuite grâce à la pratique des tarifs différentiels) permirent de moderniser en partie l'infrastructure de l'économie française. Cette expansion se produisit toutefois dans le désordre le plus complet : les travailleurs en firent les frais sans en obtenir de bénéfices appréciables, et cela bien après que Thorez ait cessé d'appeler à « produire d'abord ». L'indice de consommation par tête serait de 142 en 1957 sur la base 100 en 1949. En huit ans, la consommation individuelle aurait donc augmenté de 42%. Il est probable que ces chiffres sont un peu trop forts, la hausse des prix étant sous-estimée. Mais qu'on retienne une augmentation de 30% seulement, et ce serait déjà un résultat considérable. Mais l'augmentation du rendement horaire des ouvriers a été nettement plus élevée (de 15 à 25%) pendant la même période, ce qui fait bien apparaître le caractère mensonger des campagnes pour la productivité, cherchant à accrédi ter auprès des travailleurs l'idée que le salaire réel varie proportionnellement à la productivité et automatiquement. De plus, l'augmentation de consommation ici notée est celle des ménages, c'est-à-dire inclut celle des capitalistes, des cadres, des hauts fonctionnaires, etc. L'ouverture de l'éventail des salaires (de 1949 à 1957) a défavorisé les travailleurs dans une proportion qu'il sera intéressant d'étudier, et, au total, il ne serait sans doute pas si faux d'affirmer que les travailleurs ont bénéficié pour moins de la moitié des augmentations de rendement.

L'alternative récession-inflation hanta les esprits des économistes bourgeois qui ne furent qu'à moitié rassurés par le développement de la production dans la stabilité des prix, de 1952 à 1956, dont M. Pinay revendiqua la paternité. En réalité, cette « stabilisation » ne provenait pas d'une politique économique, mais de facteurs conjoncturels favorables... et précaires ! Le problème général conditionnant la croissance économique, celui d'un niveau et d'un rythme d'investissement optima, ainsi que d'une distribution adéquate des investissements, n'a pas été résolu par le capitalisme français, non plus que par le capitalisme américain (ou d'ailleurs, quoique pour des raisons différentes, la bureaucratie soviétique). Mais la situation du capitalisme français est plus difficile que celle des capitalismes américain ou allemand, car elle pose un problème de structure qu'ignorent ces derniers. Pour une série de raisons (sur lesquelles il sera utile de revenir dans un article ultérieur), les structures de l'économie française sont restées largement archaïques (et il n'est pas interdit de penser que si une récession générale affectait l'économie des pays occidentaux, l'économie française serait, pour cette raison, moins touchée). Le poids de l'économie rurale, du petit commerce, de l'artisanat a été maintes fois déploré. Il faut y ajouter le sous-développement régional, qui affecte principalement le Sud-Ouest de la France. Au cours du dernier demi-siècle, on a assisté à une véritable cristallisation de structures périmées, cristallisation qui, à la longue, ne pouvait manquer d'avoir des effets très nocifs. La coexistence, en quelque sorte, d'un capitalisme dynamique, évolué, au niveau du capitalisme allemand ou américain, et d'un capitalisme archaïque, se traduisait par une rigidité de l'ensemble économique (et plus précisément par une rigidité sociale), par une élasticité très réduite (qui fut vraisemblablement à l'origine de ces brusques poussées inflationnistes coïncidant avec une expansion accélérée), le résultat étant un financement de l'expansion par les travailleurs. Mais cette forme d'investissement, pour profitable qu'elle soit à certains groupes capitalistes dans l'immédiat, n'était pas nécessairement ni même probablement en fait le mode de financement le plus rationnel, s'agissant de l'économie considérée globalement.

Ces difficultés, propres à l'économie française, allaient s'accroître du fait des guerres coloniales. La IV<sup>e</sup> République s'était enlisée dans une suite de guerres sans fin et sans issue : la guerre d'Algérie allait jouer le rôle de catalyseur des difficultés du régime (par suite de son caractère spécifique, notamment présence d'un important colonat français, par suite aussi de ses répercussions directes sur la situation en A.O.F. et en A.E.F.) et allait finalement le conduire à sa perte, sans qu'aucun des problèmes soit résolu ni ait trouvé même une amorce de solution.

Les perspectives ouvertes par le Marché Commun ne font que rendre plus aigus les problèmes posés et la nécessité d'une solution. Théoriquement, ces problèmes se posent sous la forme d'une série d'options. Pratiquement, il n'est pas certain que de Gaulle puisse choisir, car les objectifs de sa politique, traduits en termes économiques, se révèlent assez contradictoires. Une politique de « présence française » en Algérie et dans les territoires associés n'est pas, dans les conditions actuelles, compatible avec une participation au Marché Commun. Une participation au Marché Commun implique — à plus ou moins long terme — la destruction des structures archaïques de l'économie française, c'est-à-dire conduit à une mobilité sociale qui suppose une stabilité politique, que la poursuite de la guerre d'Algérie compromet à chaque instant. Dans les milieux gouvernementaux, à dire vrai, l'unanimité n'existe que sur un point : la nécessité d'une politique d'« austérité », c'est-à-dire la stagnation du niveau de vie des travailleurs.

Dans son discours de Constantine, de Gaulle a évoqué un programme économique pour l'Algérie, en termes assez vagues, il est vrai. Quoi qu'il en soit, le coût de ce programme serait très grossièrement évalué à 470 milliards par an, sur lesquels 200, au bas mot, seraient fournis sur fonds publics. En chiffrant le coût

de la guerre d'Algérie à 900 milliards par an, on obtient un total de 1.100 milliards, augmentant d'autant l'impasse budgétaire. Les responsables des finances publiques estiment que le chiffre de 600 milliards constitue un plafond. Les préférences de M. Pinay iraient à une « débudgetisation » des investissements, accompagnée d'une réduction de leur montant, à une augmentation des impôts, enfin à une stagnation des salaires, accompagnée d'une politique d'emprunts. En somme, les difficultés seraient ajournées provisoirement aux dépens de la classe ouvrière.

Autre solution possible : le financement des dépenses par l'inflation (politique de l'argent abondant, réduction du taux de l'escompte). En ce cas, il ne serait pas question pour la France d'entrer dans le Marché Commun. Il est probable que de Gaulle s'arrêtera, en définitive, à un compromis entre ces deux politiques. La décision récente de la Banque de France d'abaisser légèrement le taux de l'escompte, les mesures envisagées d'élargissement du crédit à la consommation le laissent présumer. Le début de récession pourrait ainsi être vraisemblablement enrayé. Le paradoxe, dans la situation actuelle, est qu'un début de récession (qui, outre les secteurs mentionnés plus haut, touche l'aéronautique, ce dernier secteur dépendant directement des commandes de l'Etat), est accompagné de menaces inflationnistes.

S'agissant des travailleurs, la politique gaulliste visera à museler les organisations ouvrières, réduites au rôle d'interlocuteur à part précaire. Les sacrifices demandés seront justifiés par des raisons hautement morales, mettant en cause l'honneur de la France et celui de l'espèce humaine. Des « plans sociaux » suppléeront, quand il en sera besoin, à la pauvreté des discours dominicaux. On peut en présumer la teneur : « assurance-chômage » partielle, « défense de la famille », avec ou sans revalorisation des prestations familiales, contrôle de la Sécurité Sociale sous prétexte d'en améliorer la gestion. Ce sera maigre, même si l'on tient compte des augmentations de salaires que le gouvernement sera bien forcé de consentir à certaines catégories de salariés.

✱

En résumé, depuis les quelques mois qu'il est au pouvoir, le général de Gaulle n'a fait que poursuivre la politique économique pratiquée sous la IV<sup>e</sup> République (le choix de Pinay comme responsable de l'économie, aberrant à première vue, apparaît comme un aveu d'impuissance assez singulier pour qu'il vaille d'être noté). Ce faisant, il s'est heurté à des difficultés accrues. Cette période de transition va prendre fin avec les élections législatives. A ce moment, on le notait au début de cet article, de Gaulle, en raison de la nature du nouveau régime, aura plus de possibilités, en un sens, que n'en avait un Mendès-France. Là où Mendès devait obtenir l'approbation de l'Assemblée Nationale, de Gaulle pourra procéder par décret. En théorie, il pourrait donc réaliser autoritairement une sorte de modernisation des structures du capitalisme français. En fait, ce serait extrêmement difficile. Issu des difficultés qu'on a brièvement énoncées, le gouvernement de Gaulle a sa racine en elles. Porté au pouvoir par les « notables » de province, de Gaulle pourra mal prendre les mesures nécessaires, qui les atteindraient en premier lieu. Aussi bien, l'élément décisif du nouveau régime sera la classe ouvrière, silencieuse et méfiante, retranchée dans une sorte de ghetto, jusqu'au jour où, enhardie et assurée de ses forces, elle pourra faire irruption sur le devant de la scène sociale, et vider net, avec bien d'autres choses, ces abcès purulents que le capitalisme français s'avère incapable de cautériser.

H. LANGLOIS.

*Dans un prochain numéro, nous étudierons la répartition de la consommation en France suivant les catégories sociales, répartition sur laquelle les données statistiques récentes fournissent des renseignements révélateurs.*

# A travers la presse syndicale

**T**OUTES les grandes organisations syndicales s'interrogent sur l'avenir de leurs activités, sur ce que leur réserve l'évolution du rapport des forces entre la classe ouvrière et la réaction capitaliste. La plus divisée, au sujet du référendum, l'organisation réformiste « Force Ouvrière », lors de son dernier C.C.N., les 11 et 12 octobre, a dégagé une majorité pour approuver son secrétaire général Bothereau traçant à cette confédération, dans le cadre de son traditionnel réformisme, une voie d'auto-détermination et d'indépendance vis-à-vis du pouvoir d'Etat. Analysant la situation passée (extrait de « Force Ouvrière » du 16 octobre)

Bothereau montre alors que les événements politiques ont rapidement pris le pas sur nos préoccupations économiques. Il fait l'historique des journées de mai où la Confédération s'est affirmée « légitimiste ». Elle n'a pas eu de mal à se situer s'étant constituée voici dix ans dans des circonstances déjà difficiles et l'ayant précisé dans cette formule : « entre la réaction et l'aventure ».

Mais les textes sont ce qu'ils sont, et ce ne sont pas eux qui comptent le plus. Nous avons besoin d'un mouvement syndical puissant et maintenant plus que jamais. Nous devons rester unis pour rester forts, à aucun prix le syndicalisme ne doit être un syndicalisme croupion, un syndicalisme « maison ».

Bothereau évoque à ce sujet toutes les idées agitées traditionnellement autour du rôle que doit ou devrait jouer le syndicalisme. Et parmi ces idées, Bothereau cite l'association capital-travail.

D'autres menaces pèsent sur le syndicalisme, et le secrétaire général évoque les réactions provoquées en France quand on a prétendu contester à la C.I.S.L. le droit de s'adresser aux Nations Unies. On peut regretter ou non l'opinion exprimée par la C.I.S.L. sur le problème algérien, on peut dire que sur certains points elle se trompe. Mais la C.I.S.L. se détermine librement. Elle a le droit de choisir son attitude, elle a le droit de déposer un mémoire auprès de l'O.N.U. On peut discuter du contenu, on ne peut laisser discuter son droit. Ce serait la première brèche dans nos droits syndicaux et notre Confédération en serait alors rapidement à la défensive.

Répondant à une discussion qui fut très large, Bothereau affirma :

Concernant la discipline souvent évoquée, celle-ci doit être librement consentie, après totale expression de la pensée. Seules doivent être et pourraient être sanctionnées les actions qui mettraient en cause l'unité de notre organisation et sa force.

Nous devons cependant répondre aux menaces venant de l'extérieur, directes ou indirectes.

A propos de ce qu'il est convenu d'appeler les relations professionnelles, il met en garde contre toute idée conduisant à l'attachement strict du travailleur à l'entreprise.

Quant aux pressions exercées par les éléments les plus colonialistes du mouvement réformiste sur les U.D. d'Algérie, elles amenèrent le C.C.N. à affirmer sa solidarité avec la résistance de la majorité de l'U.D. d'Alger (soutenant Marçot) et ce sont lesdits colonialistes qui durent quitter la confédération.

Positif quant à l'affirmation d'une volonté d'indépendance du mouvement syndical « Force Ouvrière », le C.C.N., dans « L'appel au travailleur », publié par le même « Force Ouvrière » du 16 octobre, se borne à souligner, dans un appel aux travailleurs, qu'il convient à ceux-ci seuls de « défendre leurs conditions d'existence ».

Plus que jamais, le droit syndical et les libertés pour assurer sa pratique sont nécessaires. Il ne saurait subir aucune limitation dans quelque domaine que ce soit. Il doit retrouver tous ses moyens d'expression et de développement en Algérie.

En réaffirmant l'adhésion du syndicalisme libre à une politique de redressement la C.G.T. Force Ouvrière entend imposer la justice sociale qui en est la condition première.

Stabiliser les prix, rendre aux salaires leur pouvoir d'achat est œuvre de justice et nécessité économique. L'autorité gouvernementale peut et doit être engagée pour y parvenir.

Maintenir le plein emploi, assurer du travail à la jeunesse qui, de plus en plus nombreuse, se préoccupe de son avenir, garantir les possibilités de vie aux vieux travailleurs sont les impératifs de l'heure.

Tant en France métropolitaine qu'en Algérie et Outre-mer, des charges considérables sont assumées ou proposées. La masse doit en être évaluée et demeurer supportable. La répartition doit être assurée de façon équitable.

Mais les travailleurs sont depuis longtemps convaincus qu'en régime capitaliste, ils ne peuvent espérer voir « l'autorité gouvernementale » s'appliquer, à moins qu'elle ne subisse la pression irrésistible des masses, à « rendre aux salariés leur pouvoir d'achat... ». Quant à supporter les actuelles et, « a fortiori », les « nouvelles charges », les travailleurs trouvent peu d'enthousiasme pour un tel programme... Cela souligne l'impuissance du réformisme à satisfaire les aspirations des ouvriers conscients. Plus difficile encore est la position du « syndicalisme » confessionnel de la C.F.T.C. Son secrétaire, Levard, s'inquiète, sous le titre « Que sera demain ? », dans « Syndicalisme » du 11 octobre 1958 :

La prospérité chancelle ! Telle est la constatation qui ressort d'un grand nombre d'informations que nous recevons de divers côtés. Il paraît bien que nous sommes sur la ligne de crête qui fait passer de la rigueur financière à la récession et au chômage. Mais qu'on ne se y trompe pas : les assainissements financiers qui se font au détriment de l'activité économique sont de piètres victoires ; asséchant les rentrées d'impôts, ces assainissements sont sans lendemain.

Après quoi, il conclut, le 18 octobre, dans « Magazine du Travail-Syndicalisme » par une profession de foi en la collaboration « Etat-Patronat-Syndicat » :

Nous n'attendons pas de l'Etat qu'il fasse à notre place un travail qui est le nôtre, nous lui demandons seulement, mais ce n'est pas un rôle mineur, d'être éventuellement l'arbitre impartial auquel on peut recourir dans les conflits qui nous opposent aux autres forces économiques.

En bref, qu'est-ce que cela veut dire ? Une chose bien simple : dans le secteur public et dans le secteur privé, malgré la situation spéciale créée sur le plan politique par le passage d'institutions anciennes à de nouvelles dispositions régissant la vie publique, il faut que les négociations collectives entre patrons et salariés fonctionnent normalement. L'horizon économique est assez assombri pour que l'on soit sûr qu'il y a beaucoup de choses à étudier et à régler dans un esprit très positif.

Quant à la C.G.T., si son organe « Le Peuple » titre sur une idée fort juste qui devrait être la trame de l'activité de tout responsable ouvrier : « Plus que jamais, les revendications et l'action unie des travailleurs se trouvent justifiées » (« Le Peuple », 15 octobre 1958), c'est pour développer les thèmes opportunistes, et sectaires à la fois, du P.C.F.

Premier acte, il faut escamoter la responsabilité du « tripartisme » et de la collaboration des syndicats et des partis bourgeois, dans la décomposition de l'action de classe des travailleurs en 1944-47 ; Marcel Caillé écrit donc :

Le « système » des gouvernements qui se sont succédé depuis onze ans et que défendent avec acharnement les hommes du passé sous la houlette de de Gaulle, par l'instauration des privilèges exorbitants en faveur des capitalistes.

Ensuite vient l'affirmation que, sous la direction de la C.G.T., tout ce qui redressera la situation des travailleurs s'obtiendra facilement :

Aussi les travailleurs ont-ils raison de réclamer la revalorisation de leur pouvoir d'achat, notamment par l'augmentation des salaires, la hausse du S.M.I.G., la suppression des abattements de zone, l'augmentation des prestations familiales, le remboursement à 80 % des frais médicaux, etc.

Ces revendications sont justes, réalisables, car les moyens existent pour les satisfaire. Il en est de même pour la revendication de la C.G.T. : l'assurance chômage à la charge des patrons, qui est accueillie avec une faveur croissante.

Cette revendication qui intéresse l'ensemble des salariés et les garantirait efficacement de la calamité du chômage, peut être satisfaite rapidement en exigeant des capitalistes un versement de 2 % du montant des salaires, ce qui est possible et suffisant pour faire face à une période importante de chômage.

Et c'est tout naturellement vers « l'unité » style 1936, 1945-46 (c'est-à-dire dans l'union avec les partis bourgeois) que la direction stalinienne de la C.G.T. veut entraîner la classe ouvrière de nouveau. La conclusion de Marcel Caillé dans ce numéro du « Peuple » du 15 octobre 1958 est explicite :

Au contraire, l'expérience des années 1936-1945-1946 a largement démontré que c'était seulement lorsque les travailleurs faisaient sentir ce poids de leur unité dans l'action qu'ils parvenaient à conquérir des avantages sérieux. Les résultats obtenus en 1955 et début 1956 grâce aux luttes ouvrières furent une nouvelle justification.

Il en sera encore de même dans la nouvelle période maintenant ouverte.

L'unité, tâche centrale qui est l'affaire des militants, des organisations, doit être plus que jamais, grâce aux efforts de ces derniers, l'affaire des masses elles-mêmes.

Léon Mauvais, dans le même numéro du « Peuple » était encore plus précis :

Dans tous ces domaines, nous devons constamment penser au développement de l'unité de la classe ouvrière qui est la

condition de l'union des forces démocratiques et républicaines.

Non seulement nous devons voir ces problèmes avec les organisations syndicales existant dans les entreprises et localités, mais nous devons ne pas ralentir, mais développer encore nos efforts pour la création et l'activité des Comités de défense de la République.

C'est Denis Forestier, dans « L'École Libératrice » (S.N.I. autonome) du 3 octobre 1958, qui pose clairement la question qui préoccupe tous les syndicalistes militant au contact des travailleurs :

Une tâche importante va requérir la vigilance syndicale. Le syndicalisme saura-t-il y faire face ? Déjà l'appareil officiel, joignant ses efforts à ceux d'un patronat de combat, tente en certains secteurs la création et le développement de syndicats et d'unions de syndicats dits « indépendants ». Tout en continuant à assumer les tâches qui sont les nôtres, il est temps de reprendre l'action pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique.

Oui, ce que sera demain dépend de la capacité des militants ouvriers, syndicalistes et politiques, de réaliser un front unique défendant, par une action de classe, un programme de classe.

# SPEL Colis de documentation : 5000 frs

|   |        |
|---|--------|
| <b>DOMMANGET Maurice :</b>  |        |
| « L'Instruction publique sous la Commune » .....  | 80*    |
| <b>DUPIN Gustave :</b>  |        |
| « M. Poincaré et la guerre » .....  | 300*   |
| <b>ISVOLSKI :</b>   |        |
| « Un Livre Noir », correspondance d'après les documents des Archives russes,<br>6 volumes in-8 .....  | 2.000* |
| <b>LEFEBVRE Raymond :</b>   |        |
| « L'Éponge de vinaigre » .....  | 300    |
| <b>LISSAGARAY :</b>   |        |
| « Histoire de la Commune de 1871 » .....  | 1.000  |
| <b>LUXEMBOURG Rosa :</b>  |        |
| « L'Accumulation du Capital » .....   | 450*   |
| « Lettres de la prison » .....  | 300*   |
| <b>MARTINET Marcel :</b>  |        |
| « Culture prolétarienne » .....   | 450*   |
| <b>RAFFALOVITCH :</b>   |        |
| « L'Abominable vénalité de la presse... », d'après les documents des Archives<br>russes .....         | 450*   |
| <b>ROSMER Alfred :</b>  |        |
| « Le Mouvement ouvrier pendant la guerre, de l'Union sacrée à Zimmerwald »,<br>fort volume in-8 ..... | 1.500  |
| <b>TALES :</b>  |        |
| « La Commune de 1871 », préface de Léon Trotski .....   | 600*   |
| « Carte économique, politique et ethnographique de l'U.R.S.S. (1927) » .....                          | 200    |

(VALEUR GLOBALE : 7.680 Frs - NET FRANCO : 5.000 Frs)

Les ouvrages suivis d'un astérisque peuvent être fournis séparément.

Paiement au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

## Les jeunes en face du pouvoir fort

**L'**UN des secteurs les plus directement visés par l'offensive de la réaction qui se développe depuis le 13 mai est celui de la jeunesse. Ici comme ailleurs, l'accession au pouvoir de de Gaulle ouvre une nouvelle étape de la lutte.

La première étape, la lutte des jeunes refusant de partir pour l'Algérie, s'est, du fait de la trahison des appareils réformiste et stalinien, achevée par une défaite. Les manifestations spontanées des rappelés, en septembre-octobre 1955 et dans les premiers mois de 1956, alors que le P.C.F. votait les pouvoirs spéciaux à Lacoste pour la guerre en Algérie, se trouvèrent isolées de la lutte de la classe ouvrière que les appareils empêchèrent, en septembre 1955, de s'étendre de Nantes et Saint-Nazaire à la France entière.

A partir de ces échecs, la lutte contre la guerre d'Algérie prit une autre forme et se limita apparemment, chez les jeunes, au secteur étudiant. Mais, mise dans l'impossibilité d'opérer sa jonction avec une lutte plus large, cette lutte étudiante se présenta plutôt comme une opposition de principe à la guerre d'Algérie, alors que, dans la période précédente, les rappelés luttaient pour un résultat direct et immédiat : ne pas partir en Algérie. Ce premier recul dans la lutte contre la guerre d'Algérie se traduisit aussi par les atermoiements de l'U.N.E.F. dont la gauche, soucieuse de ménager une fraction « apolitique » cependant décidée de toute façon à la rupture, évita de prendre ouvertement position contre la guerre d'Algérie.

Les événements du 13 mai montrèrent cependant qu'une partie de la jeunesse ouvrière n'attendait que l'apparition des conditions d'une lutte efficace et unitaire pour agir : ce furent, pour la plupart, des jeunes travailleurs, ajustés, anarchistes, trotskystes, syndicalistes, qui, lors de la manifestation du 28 mai, furent empêchés par le service d'ordre des P.C.F. et P.S. de continuer la manifestation au-delà de la place de la République, et se firent traiter de provocateurs.

Mais avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, l'offensive de la réaction entre dans une deuxième étape, et c'est dans le secteur de la jeunesse qu'elle se manifeste le plus ouvertement : en effet, les jeunes ne sont plus seulement appelés, pour une période de plus en plus longue, à faire en Algérie une guerre de répression : il s'agit de les intégrer AVANT et APRES cette période à l'« Etat fort », instrument de cette répression. AVANT, ce sera la tâche du Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports, à la tête duquel de Gaulle, spécialiste de la « grandeur », vient de nommer Maurice Herzog, le vainqueur de l'Annapurna. APRES, le décret du 6 août 1958 décide l'envoi en Algérie de tous les jeunes fonctionnaires de la catégorie A recrutés par concours (administrateurs, enseignants, P.T.T., etc.) pour une période d'un an.

Pour apprécier à sa juste mesure la portée que peut prendre la création du Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports et la nomination à ce poste de Maurice Herzog — qui, selon l'« Express », a déjà l'intention de former un mouvement de jeunesse d'Etat dénommé « Courage et Culture » (?) — il faut lire l'article de Jean-François Brisson dans le « Figaro » du 6-10-1958, intitulé « Ce que la Nation doit à la Jeunesse, ce que la Jeunesse doit à la Nation ». Dans cet article, J.-F. Brisson expose ce qu'une bourgeoisie nationaliste et réactionnaire peut espérer de cette mesure.

« En ce qui concerne le secteur Education Nationale », écrit J.-F. Brisson, « dans la mesure où il excède celui de l'instruction publique, il s'agit moins des devoirs de la nation à l'égard d'une jeunesse à intégrer dans la communauté que de préparer les jeunes à remplir, eux aussi, à l'égard de cette communauté nationale, leurs devoirs comme citoyens, travailleurs et chargés de famille. »

En termes clairs, la jeunesse n'a pas de droits, elle n'a que des devoirs (travail, famille, patrie), et la tâche de M. Herzog en être de lui inculquer cette saine conviction. Mais M. J.-F. Brisson ne s'arrête pas là, et sous le titre « Ce que les universitaires ne font pas assez », il passe à l'attaque : « Ce n'est pas qu'on puisse accuser le corps enseignant de tiédeur dans ses sentiments patriotiques et son sens du devoir à l'égard de la collectivité nationale, mais nombreux parmi ses membres sont ceux qui, songeant à la France telle qu'elle devrait être selon leur optique et leur doctrine personnelle, conservent un esprit critique aiguisé à l'égard de la France et de son régime tel qu'il a jusqu'ici fonctionné. Les liens nés du patrimoine commun hérité d'un glorieux passé, la nécessité de se sentir solidaires et de faire front devant les périls extérieurs, ces sentiments de base ne sont pas exaltés avec assez de force sur les bancs du lycée. »

Ainsi se révèle, malgré les clauses de style de J.-F. Brisson, le deuxième objectif à atteindre, pour la réaction, à travers la création du Haut-Commissariat à la Jeunesse : on sait que le corps enseignant, à travers ses syndicats, a été et reste l'un des axes de la résistance au pouvoir personnel. Il s'agit de « doubler » son influence auprès de la jeunesse par un encadrement plus énergique de celle-ci, et ainsi d'isoler le corps enseignant dans le ghetto de la « trahison » pour pouvoir réduire plus facilement sa résistance.

Cet objectif d'encadrement de la jeunesse, qui tend à l'isoler des forces démocratiques et ouvrières de défense contre le pouvoir fort et en conséquence à couper celles-ci de la jeunesse, a assez largement inquiété les groupements de jeunesse pour que, sous l'impulsion de l'U.N.E.F., 41 mouvements de jeunesse signent, au mois d'août, un texte se déclarant contre toute tentative de « politique de la jeunesse » de la part de l'Etat et d'intégration de celle-ci à l'appareil d'Etat par la création d'un ministère de la jeunesse qui coifferait et contrôlerait toutes les organisations politiques, syndicales, culturelles et de loisirs. Ce texte constitue l'ébauche d'un front unique de la jeunesse contre le pouvoir fort.

Mais l'offensive de l'Etat contre la jeunesse ne se borne pas là. Le décret du 6 août 1958 envoyant tous les jeunes fonctionnaires de la catégorie A, recrutés par concours, faire un an de service en Algérie ajoute au service militaire l'esquisse d'un service civil obligatoire, dans le cadre d'une intégration qui n'ose pas dire son nom. Un jeune professeur en Algérie décrit, dans une lettre au « Monde » (18-9-1958), le sort des jeunes enseignants embrigadés de force dans les unités territoriales, et privés, non seulement des libertés politiques, mais encore des libertés professionnelles : « Le patriotisme de leurs cours — tout spécialement d'histoire ou de philosophie — sera sérieusement examiné par les représentants dans leur établissement des "comités d'action et de liaison des enseignants" constitués sous l'égide des grands C.S.P. »

Ainsi, la réaction, après avoir réussi à engager la jeunesse, à

son corps défendant, dans la guerre coloniale, s'attaque maintenant aux droits et aux libertés qui lui sont propres, que ce soit sur le terrain politique, syndical, professionnel ou culturel. Contre la tentative de « quadrillage » qui s'institue, les jeunes doivent réagir vigoureusement, dans une action unitaire ; c'est en vue de cette action que « la Vérité » ouvre ses colonnes aux militants des organisations de loisirs, syndicalistes, des organisations politiques, etc., pour un débat qui préparera les voies de cette unité et tentera de lui donner une expression politique. En effet, si les jeunes révolutionnaires font tout pour réaliser l'unité d'action de la jeunesse en face du pouvoir fort, ce n'est pas qu'ils préconisent une « politique de la jeunesse » se suffisant

à elle-même ; c'est au contraire parce que, plus que tous les autres, ils sont conscients des implications politiques générales de l'offensive contre la jeunesse et conscients de la nécessité de donner à la résistance des jeunes un horizon politique où elle se relie avec la lutte de l'ensemble des travailleurs contre le « pouvoir fort ».

Il va de soi que les textes publiés dans le cadre du débat ouvert par « la Vérité » n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

# Réponse de Jean-Jacques Marie

Membre du Bureau Fédéral  
des Jeunesses Socialistes Autonomes de la Seine

## I. — L'APATHIE DE LA JEUNESSE

La grande majorité de la jeunesse (1) d'aujourd'hui ne s'intéresse pas à la vie politique. La maigreur et l'apathie des mouvements de jeunesse, politiques (J.S., S.F.I.O., J.C., Jeunes Radicaux) ou non (Auberges de la Jeunesse, Maisons de Jeunes, Foyers Léon-Lagrange) en est la preuve. Si, par exception, une organisation montre quelque vitalité, elle le doit à des circonstances particulières : par exemple, « Jeune Nation » qui a fait le plein de la voyoucratie d'extrême-droite (2), ou bien au soin qu'elle prend à limiter son activité à des secteurs très précis ; ainsi les Jeunesses Communistes ne remportent de succès que dans le domaine du bal antifasciste et du ping-pong républicain : le seul problème, pour eux, est d'accumuler les adhérents, et les J.C. placent leurs cartes comme un camelot sa marchandise ; ces méthodes leur permettent d'être environ 20.000 mais la différence entre le nombre des militants et celui des adhérents est énorme.

Cette apathie a des causes profondes ; il serait vain de dénoncer la stupidité et la servilité de la bureaucratie des J.C. et des J.S., si l'on ne cherche pas à voir pourquoi la jeunesse n'a pas, depuis la Libération, tenté de se regrouper en dehors des organisations bureaucratiques et sans vie réelle. C'est que la jeunesse est elle-même amorphe (3). Loin de réagir aux événements

de la vie publique qui la touchent le plus profondément : service militaire — qui signifie aujourd'hui la participation à une guerre coloniale — et sa prolongation, répression antigénéraliste, restriction des libertés, elle se laisse balloter au gré de toutes les propagandes ou bien se contente de manifester son refus en se réfugiant dans l'abstention.

Cette apathie a des causes sociales, politiques et psychologiques : l'élévation régulière du niveau de vie depuis 1945, et le développement de la production de certains produits de consommation (télévision, scooters, radio, disques) ont modifié le sens des revendications d'une grande partie de la jeunesse : ce que le jeune revendique aujourd'hui, c'est surtout la possibilité de s'acheter un certain nombre de produits qui ne sont pas de « première nécessité ». Il le peut beaucoup plus facilement qu'il y a vingt ans, l'extension du travail féminin lui permettant de garder pour lui-même une partie plus importante de son salaire. Cet état de choses est à la fois une conséquence et une cause (puisqu'il élargit le marché) de la prospérité capitaliste. Tout ce qui menace cette prospérité doit donc le modifier.

Les causes politiques et psychologiques sont étroitement liées, leur source étant la même : après la Libération, de nombreux jeunes se sont engagés dans la vie militante ; l'enthousiasme se mêlait à la pire des confusions. Le déferlement nationaliste, consécutif au succès des démocraties capitalistes sur l'hitlérisme balayait les frontières de classe : P.C. et S.F.I.O. se plongèrent avec délices dans la participation gouvernementale permanente ; plus les partis ouvriers avaient de portefeuilles ministériels, plus la révolution était proche, c'était évident. En attendant celle-ci, la grève était l'arme des trusts, et les intérêts supérieurs de la nation exigeaient des sacrifices de la classe ouvrière. L'opportunisme des directions ouvrières fit rapidement le vide : S.F.I.O. et P.C. virent s'en aller des milliers de jeunes, dégoûtés, las et irrécupérables — exception faite des cadres — parce que bien convaincus qu'on ne les y reprendrait

pas deux fois ; les plus dynamiques de ceux qui ne portaient pas furent exclus à intervalles réguliers.

Le P.C. et l'U.J.R.F. souffrirent moins et plus tard de cette désaffection étant donné l'attitude d'opposition intransigeante qu'ils prirent à l'égard de la guerre d'Indochine à partir du moment où ils furent vidés du gouvernement Ramadier. Après 1948, l'antistalinisme forcé des staliniens français provoqua quelques troubles chez les jeunes communistes, surtout au sein des étudiants ; à partir de 1954, le mouvement de désaffection s'amplifia ; l'U.J.R.F. rétrécit comme une peau de chagrin. En 1956, les dirigeants du P.C.F. le transformèrent en U.J.C.F. ; les résultats ne furent pas très brillants puisque le numéro de mai 1957 de « Notre Jeunesse » définissait ainsi l'objectif numéro 1 des J.C. : « Il faut retrouver vite tous nos adhérents de 1956. » Et pourtant, l'ineffable Billoux avait déclaré au cours du XIV<sup>e</sup> Congrès du P.C. (juillet 1956) : « La proposition de la création d'une union de la Jeunesse Communiste a suscité un grand enthousiasme dans les rangs de la jeunesse française et bien au-delà des jeunes qui sont membres du parti communiste français. »

## II. — PERSPECTIVES

La politique du P.C. et de la S.F.I.O., et donc de leurs organisations de jeunesse, est profondément réformiste. Leurs programmes ne sont qu'un tissu incohérent de slogans et de revendications cousus à la diable, dont les jeunes « socialistes » ou « communistes » se font piteusement les porte-parole. Ce réformisme faisant de la S.F.I.O. un parti de gouvernement et du P.C. un parti qui aspire à le devenir, aucun de ces deux partis ne peut incarner LE BESOIN CONFUS DE CHANGEMENT que l'on discerne derrière l'apathie de la plupart des jeunes ; ce besoin n'est pas clairement perçu parce que les conditions sociales ne s'y prêtent pas encore et, parce qu'il s'accompagne d'un sentiment d'impuissance ; farbins éternels, instruments de la propa-

(1) Il est évident que « la jeunesse » en elle-même ne forme pas une classe et qu'elle est un concept vague ; par ce mot j'entends l'ensemble des jeunes qui, de par la classe sociale à laquelle ils appartiennent ou de par leurs conditions de vie, sont amenés à avoir une attitude revendicatrice à l'égard du régime capitaliste.

(2) Il est d'ailleurs rassurant de voir que cette voyoucratie est très limitée : moins de 600 dans toute la Seine.

(3) On en a une autre preuve par le chiffre très réduit de jeunes qui sont syndiqués ; le pourcentage de loin le plus fort est atteint par le syndicalisme étudiant (environ 50 % de syndiqués).

gande des partis, qui se désintéressent d'eux une fois leurs candidats élus, les jeunes ont l'impression que, quoi qu'ils fassent, ils seront une fois de plus bernés et battus ; la manière dont le P.C., dans « l'opposition », et la S.F.I.O. au gouvernement ont brisé les manifestations de rappelés n'a pu que les renforcer dans ce sentiment.

Mais, comme dit Tony Cliff : « Le réformisme reflète les étroits intérêts nationaux, immédiats, quotidiens, de l'ensemble de la classe ouvrière des pays capitalistes occidentaux DANS UNE PÉRIODE DE PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE... Ces intérêts immédiats, absolument contraires aux intérêts historiques du socialisme international, sont mis en cause par toute crise économique affectant la prospérité capitaliste. » (4) Or, les signes d'une crise économique s'accumulent ; la récession s'annonce, ce qui n'empêche pas l'inflation de continuer, par un de ces beaux mystères de l'économie libérale. Les dollars américains ne seront pas suffisants cette fois pour prévenir la crise. La poursuite de la guerre d'Algérie, les milliards d'investissements prévus en Algérie, dans les cinq ans à venir, par le discours de Constan-

(4) « Correspondance Socialiste Internationale » n° 89.

tine, les dépenses de prestige qu'entraînera la politique de « grandeur nationale », tous ces facteurs annoncent le marasme. La jeunesse sera la première touchée (5), au moment même où les cadres gaullistes vont chercher à l'embrigader au sein de troupes de choc fascistes.

Des conditions révolutionnaires sont ainsi en train de se créer ; il serait illusoire de penser que ces conditions amèneront automatiquement les jeunes à se regrouper dans une organisation révolutionnaire. La division et la désorganisation du mouvement ouvrier, l'extrême faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire au sein de la jeunesse ne disparaîtront pas comme par enchantement. Le premier pas à faire est de regrouper tous les jeunes antistaliniens et antimollettistes ; il y a deux manières possibles d'effectuer ce regroupement, deux manières qui sont l'une et l'autre valables et qui doivent coexister : la première est de faire venir les jeunes au sein d'organisations comme les Auberges de la Jeunesse, où ils s'éduqueront eux-mêmes, où ils prendront conscience collectivement,

(5) Etant donné l'accroissement sensible de la natalité depuis 1944, une masse de jeunes vont envahir le marché du travail à partir des années 60.

mais en marge de la vie politique, des problèmes qui se posent à eux ; de par le caractère même de la Fédération Unie des Auberges de la Jeunesse (regroupement de divers mouvements, dont un communiste) et du Mouvement Indépendant des Auberges de la Jeunesse (anarchiste), cette auto-éducation ne peut être que superficielle sur le plan politique ; il est donc absolument nécessaire qu'existe une organisation de jeunesse qui soit une organisation de combat et une organisation de classe, ces deux caractères étant étroitement liés l'un à l'autre. Sans doute la récente naissance des « Jeunesses Socialistes Autonomes » répond à ce besoin ; mais il faudrait singulièrement se payer de mots pour voir là un pas décisif ; en réalité, TOUT RESTE A FAIRE. Mais nous avons un atout en mains : la liquidation par la S.F.I.O. de ses positions social-démocrates traditionnelles au profit d'une politique de collaboration sans conditions avec la réaction, et le parlementarisme effréné du P.C. laissent le champ libre à une organisation de jeunesse réellement indépendante des appareils. Il faut savoir en profiter.

Jean-Jacques MARIE.

## CINEMA

# Une génération qui aimait la vie

« Etre né pour vivre ainsi de notre mort ! »

César VALLEJO.

La mode va vite... On ne nous parle déjà plus aujourd'hui d'Andrezj Vajda dans le monde de la critique, préférant garder les plumes louangeuses pour le nouveau snobisme : la bergmanomanie. Ceux-là mêmes qui, hier, chantaient l'amour charnel et libre de Vajda se font aujourd'hui les laudateurs d'un puritain fils de pasteur, dont le talent ne saurait être mis en doute, mais dont les œuvres ne se situent certes pas toutes au niveau supérieur...

Et revenons à Vajda, maintenant que le mouvement d'annexion à son égard s'est quelque peu ralenti.

Car ce fut d'abord la très vaticane revue « Radio-Cinéma » qui nous apprît, dans son n° 428 (p. 2), que les héros de « Kanal » avaient renouvelé la Passion du Christ et « retrouvé le sens des paroles du martyr chrétien Apollonius, face au magistrat romain ». On aurait aimé que nous fut explicitée de la même façon telle séquence de « Une fille a parlé » : à l'ouvrier qui lui dit d'aller à l'école, le jeune garçon répond : « Non ! c'est une école allemande ! », et on enchaîne sur ladite « école allemande » où professe un très catholique abbé en soutane et onctuosité...

Ce fut aussi M. André Bazin qui, trop pressé de rattacher Vajda à une très parisienne et fascisante revue de cinématographie, ne s'aperçut pas, dans sa hâte à se rattraper d'avoir été « grillé » par « Positif », qu'il n'avait pas vu (à cette époque-là !)

« Une fille a parlé ». Ce qui lui aurait évité d'en modifier la fin en voyant deux morts où il n'y en avait qu'une, et concluant de ce fait à l'opposé des auteurs.

### UN CRI D'ESPOIR

« Une fille a parlé » est l'histoire d'un amour né entre un garçon et une fille, dans les années de la Résistance polonaise à l'occupation nazie. C'est aussi le tableau de la Pologne asservie, loqueteuse et pourtant en lutte. La fille, Dorette, responsable des Jeunesses Communistes, organisatrice d'un réseau clandestin ; lui, Stach, jeune ouvrier ajusteur. Leur amour se forge et grandit dans les luttes communes, s'épanouit aux heures où la vie fait oublier la mort omniprésente... Et puis, un matin, bottes noires et uniforme réséda, la patrouille emmène Dorette. Un peu plus tard, dans un terrain vague, lorsque viendront les camarades du réseau, le garçon surmontera son chagrin, refoulera ses larmes. La lutte et la vie continuent.

Même morte, Dorette, qui a révélé à son amant le sens et la nécessité du combat révolutionnaire (car ici Résistance et Révolution sont un tout indissociable, il convient de le rappeler...), continue à survivre en lui, dans son action. Sa leçon ne saurait disparaître avec elle. La mort est vaincue.

Dans « Kanal », une plus grande accumulation de l'horreur pourrait laisser place à une interprétation succombant vite aux tentations négatives.

Pendant l'insurrection de Varsovie, un groupe de partisans reçoit l'ordre de rejoindre le Q.G. par les égouts. Chacun va tenter de vivre le plus possible les quelques heures de sursis, car, malgré les pans de murs qui s'écroulent et malgré les obus, le soleil est là et « ils aiment la vie... » Et c'est parce qu'ils l'aiment qu'ils veulent avoir le droit de vivre. Mais au soleil succèdent la boue, la fange et la merde, la puanteur de l'eau croupissant dans les tripes de la capitale moribonde. Dans le labyrinthe glauque où s'enflent les voix, où les agonies se répercutent à l'infini, hommes et femmes marchent ou meurent. Pas un n'en réchappera : certains, qui auraient pu fuir, s'en tirer seuls, préféreront le destin collectif et sa fatalité.

Une fille se suicide en se laissant couler ; son amant, pris de peur, s'offre aux balles ennemies ; le pianiste, devenu fou, erre seul comme une épave à la dérive ; Pâquerette, blonde agent de liaison, berce dans ses bras son amant qui meurt, aveuglé de soleil, face au fleuve dont les sépare une grille ; un partisan meurt, déchiqueté par une grenade, après avoir eu les yeux pleins de ciel, un autre débouche entre les jambes d'un officier S.S. Seul survivrait le chef du petit groupe, mais il choisit de redescendre dans les égouts à la rencontre de sa mort.

Il n'y a de comparable à ce film que l'atroce livre de Juan Hermanos, « La fin de l'espoir ». Leur existence est à elle seule un espoir, celui d'être entendus ; le témoignage d'un sacrifice qui condamne de lui-même ses bourreaux.

## UNE SIGNIFICATION POLITIQUE

Hermanos écrivait son livre pour dire : « Voici ce que nous avons fait ; les démocraties nous ont trahi, elles ne nous ont pas aidés... » Or, derrière la grille de « Kanal », il y a le fleuve, et plus loin... l'Armée Rouge qui n'intervient pas. Eux aussi ont été trahis, abandonnés.

Les deux films de Vajda ont en commun l'affirmation du sacrifice total qui fut celui de la Résistance polonaise. En montrant de quelle trempe étaient les femmes et les hommes de la Pologne clandestine, Vajda témoigne de l'ampleur du crime commis par les gens de la non-intervention.

Mais que signifiait, en 1955, ce retour à l'esprit de la Résistance ? Une scène peut nous éclairer : je pense à la rencontre du héros de « Une fille a parlé » avec Dorette : dans une cave, juchée sur un tonneau, au sortir de l'école, elle distribue des tracts et harangue ses jeunes camarades en les appelant à la lutte contre l'Occupant... Et tout au long du film, cet Occupant prendra une signification à la fois plus générale et plus précise dans le sous-entendu.

Les trains qui « partent vers l'Est », les officiers qui viennent chercher les châliés, sont des images d'une aliénation économique ; dont tous les Polonais comprenaient le sens. L'omniprésence des uniformes, les brutalités de la répression, la morgue des bureaucrates, les hauts fonctionnaires, les profiteurs des « échanges économiques » créent un tel climat que l'Occupant en question ne s'y est pas trompé, puisque, dans la Pologne de 1955, « le film achevé a rencontré une grande opposition dans les milieux politiques. » (Interview de Vajda, « Positif », n° 25-26.) Toujours dans « Une fille a parlé », une séquence nous montre le soulèvement du ghetto. A ce rappel de la captivité des Juifs et de leur massacre, on évoque d'autres déportations de Juifs vers l'Est, en 1939. Rappelant un passé récent, le confrontant aux similitudes du présent, Vajda prend une option politique ; celle de sa génération (c'était là le titre original du film) : résistance à l'Occupant, affirmation du droit de son pays à disposer de lui-même.

## UNE SIGNIFICATION DOCTRINALE

Ce retour aux origines de la Pologne actuelle s'accompagne d'un autre retour aux sources. Vajda est communiste, il ne s'en cache pas : « Après la guerre, j'ai appartenu à l'Association de la Jeunesse Socialiste Indépendante, groupement progressiste qui se situait plus à gauche que le Parti Socialiste » (interview citée). Plus que tout pays, la Pologne a senti et subi les errements staliens du « Communisme » ; pourtant, pour les jeunes générations du XX<sup>e</sup> siècle, il y a cette conscience que rien de solide ne peut être construit par et pour l'homme, hors du socialisme.

Dans « Une fille a parlé », où ces interrogations sont le plus perceptibles, une scène est particulièrement significative. Celle où le jeune ouvrier dialogue avec le militant chevronné. Cette rencontre de deux générations se fait sous le signe de Karl Marx, par un cours schématique sur la plus-value.

Un autre apport de Vajda à la conscience de l'humanité est son refus de la solitude et le sens du destin collectif. C'est ainsi que dans « Une fille a parlé » le contrepoint au couple d'amoureux Stach-Dorette est dans un personnage très « Maltraux », venu à la Résistance comme dans une aventure. Coupé de l'amour, donc des autres, il meurt dans une impasse en un dernier acte grandiose. Il est l'image d'un égoïsme qui disparaît.

De même, dans « Kanal », Vajda oppose deux couples d'amants : l'un perdu « dans les eaux glacées du calcul égoïste » est voué à une fin séparée, alors que l'autre meurt ENSEMBLE.

« Ensemble ! » C'est la plus déchirante leçon de « Kanal ». Je l'ai déjà dit plus haut, de tout ce groupe, plus d'un aurait pu se sauver SEUL, et s'y refuse. L'exemple le plus frappant en est donné par le chef qui, après avoir perdu ses hommes au détour d'un boyau aurait, de ce fait, la possibilité d'en sortir avec son second qui, lui, s'est aperçu de l'erreur de parcours et n'a rien dit. Mais, après avoir tué celui qui n'a pas su avoir conscience des « autres », il redescend se perdre à son tour, à la vaine recherche des survivants dans l'inférieur labyrinthe pestilentiel...

A ce sentiment du groupe, de la choralité, où chaque individu participe au sort de la masse, qui le met si près de De Santis, Vajda joint un juste sens de la cruauté et de l'horreur qui le rapproche de Bunuel.

On a parlé d'expressionnisme à cause de l'art de Vajda d'exprimer le délire et le cauchemar ; le surréel d'un monde où la réalité était trop dure.

En fait, Vajda, au contraire, affronte et assume cette réalité. Une réalité cauchemardesque, satanique, que les impératifs jdanoviens ne permettaient pas d'exprimer, jusqu'ici, car tout se tient. Le dégel de la pensée entraîne la libération des techniques.

Les amateurs auront remarqué le lyrisme de la mise en scène de Vajda. Un seul mouvement de caméra à la grue, au début de « Une fille a parlé », sur la zone de Varsovie, pour venir cadrer le héros du film ; un seul et très long travelling en ouverture de « Kanal », pour accompagner à travers les ruines le groupe des survivants.

Aucun spectateur de « Kanal » qui puisse se débarrasser de l'obsédante présence des parois visqueuses et gluantes des égouts, ou des râles d'agonisants rencontrés au détour d'un boyau parmi les brouillards putrides des fermentations ammoniacales.

Les esthètes pouvaient trouver matière à esquiver le débat et n'y ont pas manqué ; mais, pour tous ceux qui attendent du cinéma le moyen de communiquer par-delà les frontières, entre hommes d'une même volonté, l'œuvre de Vajda est de celles qui font tendre la main vers leur auteur pour le remercier d'avoir témoigné que l'homme pouvait triompher de l'esclavage, que le communisme pouvait survivre au stalinisme.

EMMO.

# L'Afrique Noire après le référendum

**D**ANS cet article on examine la situation politique en Afrique Noire sous domination française (et plus particulièrement en A.O.F.) au lendemain du référendum. Après le rappel de quelques données générales, il est procédé à un bref survol historique des événements depuis la mise en application de la loi-cadre. L'origine et l'activité des deux grands partis africains, le Rassemblement Démocratique Africain et le Parti du Regroupement Africain, sont ensuite évoqués. La situation actuelle est enfin analysée, ainsi que les scissions récentes du R.D.A. et du P.R.A., et la formation de groupements politiques tels que le Parti Africain de l'Indépendance et le Mouvement Africain de Libération Nationale. Pour terminer, les perspectives de l'évolution politique sont étudiées : dynamique des classes et rôle possible du syndicalisme, « sécession » de la Guinée et aspiration des masses africaines à une lutte d'ensemble, conditions et signification de l'indépendance nationale.

Si les résultats du référendum n'ont, à proprement parler, causé aucune surprise en A.O.F. comme en A.E.F., il est pourtant indéniable qu'ils vont contribuer à accélérer une évolution politique qui n'a cessé de s'affirmer depuis les élections de mars 1957 et la constitution de conseils de gouvernement dans chaque territoire. Le référendum aura agi comme une sorte de catalyseur, faisant apparaître en plein jour des tensions jusque-là plus ou moins dissimulées, mais qui n'en existaient pas moins. Il est en tout cas remarquable que la loi-cadre ait été « dépassée » dix-huit mois après son entrée en vigueur. Il serait plus exact de dire qu'elle se solde par un échec à peu près complet. Cette expérience timorée tendait, dans l'esprit de ses promoteurs sinon dans sa lettre, à réaliser une évolution lente et sans heurts qui aurait laissé intacts les fondements du colonialisme. Elle n'aurait pu réussir qu'à condition de pouvoir s'appuyer sur une bourgeoisie locale — or celle-ci est extraordinairement faible (1) — et de diminuer les tensions sociales résultant précisément de la situation coloniale.

Tout examen du solde de la balance des paiements France-T.O.M. tendant à faire apparaître un déficit pour la France (2) semblerait ridicule au manœuvre et au paysan africains qui constatent que leur niveau de vie est de plusieurs fois inférieur à celui des Européens. Pour eux, ceci est l'expression d'une situation qu'ils appellent coloniale, ce en quoi ils ont raison, bien qu'ils donnent ainsi tort à certains hommes politiques français pour qui les

(1) La politique impérialiste, à l'étape de la loi-cadre, visait précisément à renforcer cette bourgeoisie. De ce point de vue, elle a tout juste abouti à la création d'une « caste » politique privilégiée, qui ne peut être l'expression d'une bourgeoisie locale, précisément à cause de la faiblesse de celle-ci. Cette faiblesse se traduit sur plusieurs plans : cloisonnement de l'économie en secteurs étanches, hétérogénéité, poids relatif insignifiant, prédominance de couches parasitaires, etc.

(2) Après d'autres, mais avec plus de publicité, Raymond Cartier s'est livré, dans « Paris-Match », à cet examen. Il s'agissait pour lui de démontrer que la France était « exploitée » par ses colonies ou, si l'on préfère, que la France était la colonie de l'Afrique Noire française. La conclusion était qu'il fallait rendre à la France son « indépendance », autrement dit que l'économie française serait plus solide une fois coupé le cordon ombilical qui la relie aux T.O.M. Les données sur lesquelles Cartier appuie sa thèse sont, il est à peine besoin de le dire, des plus fantaisistes. Mais ces articles ne sont pas dépourvus d'intérêt, car ils reflètent l'opinion de certains groupes financiers métropolitains (et américains !). Il est par ailleurs curieux de constater que la « démonstration » de Cartier fut adoptée avec enthousiasme par les « petits Blancs » d'A.O.F. et d'A.E.F.

mots n'ont de valeur qu'employés par antiphrase (3). Sous un régime colonial, une relative liberté d'expression politique ne peut manquer de mettre rapidement à nu les antagonismes sociaux. C'est le processus qui se déroule actuellement en A.O.F. et à un moindre degré en A.E.F. L'examen rapide de quelques chiffres sera suffisamment convaincant de l'acuité des problèmes qui se posent dans ces territoires.

## DE QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La division territoriale, consacrée par la loi-cadre (huit territoires pour l'A.O.F., quatre pour l'A.E.F.), est artificielle.

Économiquement, on pourrait distinguer quatre régions en A.O.F. :

- l'économie Sénégal-Mauritanie ;
- l'économie guinéenne ;
- l'économie Côte-d'Ivoire-Haute-Volta ;
- l'économie Dahomey-Niger.

L'économie soudanaise se rattache à l'économie du Sénégal et à celle de la Côte-d'Ivoire. Ces économies présentent certains traits communs. Elles ont été modelées pour les besoins du colonialisme. Un port est prédominant dans chacune d'elle. En général il est le premier centre urbain. Les échanges se font à partir de ce port vers l'intérieur, et on peut distinguer trois zones : zone maraîchère autour du port, plus à l'intérieur zone des cultures d'exportation, enfin à l'intérieur zone des cultures vivrières, où prédomine l'autoconsommation et où les structures archaïques restent florissantes. L'importance du port marque la prédominance de l'extérieur. Cette prédominance se traduit aussi dans les rapports internes des économies. Les secteurs restent isolés (les mines et les plantations travaillent pour l'exportation, les entreprises industrielles surtout pour les entreprises commerciales, etc.).

Les différences entre ces économies sont relativement sensibles. Ainsi l'économie de la Côte d'Ivoire, pays sous-peuplé, voit co-exister sans difficulté cultures vivrières et cultures d'exportation (cacao, café, bois, cola), qui sont susceptibles de se développer.

(3) Voir à ce sujet les discours de M. Duchet, prononcés lors de son voyage en Afrique. Il y a quelques mois ; pour le dirigeant des indépendants, le « colonialisme » est une invention des intellectuels.

L'économie du Sénégal, très pauvre en cultures vivrières, ne connaît qu'une culture d'exportation : l'arachide. On retrouve une situation analogue au Dahomey et au Niger, pays de l'arachide et du palmier à huile.

Démographiquement, le tableau ci-dessous fait état d'importantes différences :

| TERRITOIRES              | POPULATION<br>(millions d'habitants) |
|--------------------------|--------------------------------------|
| Gabon .....              | 0,4                                  |
| Moyen-Congo .....        | 0,7                                  |
| Oubangui-Chari .....     | 1,1                                  |
| Tchad .....              | 2,2                                  |
| <b>TOTAL A.E.F. ....</b> | <b>4,4</b>                           |
| Côte-d'Ivoire .....      | 2,2                                  |
| Dahomey .....            | 1,6                                  |
| Guinée .....             | 2,3                                  |
| Haute-Volta .....        | 3,1                                  |
| Mauritanie .....         | 0,5                                  |
| Niger .....              | 2,1                                  |
| Sénégal .....            | 2,1                                  |
| Soudan .....             | 3,4                                  |
| <b>TOTAL A.O.F. ....</b> | <b>17,4</b>                          |

La répartition de la population active (assez mal connue) est tout à fait significative. En A.O.F. on estime à 10.000.000 le nombre de travailleurs dans le secteur primaire (agriculture) — sur lesquels on compte seulement 100.000 salariés agricoles — pour 200.000 travailleurs dans le secteur secondaire (mines, industries, etc.) — dont 100.000 artisans traditionnels — et 350.000 travailleurs dans le secteur tertiaire (professions libérales, transports, commerce, fonction publique) — dont 30.000 domestiques —. Selon une estimation grossière, la valeur de la production de la fédération aofienne aurait été de 222 milliards C.F.A. (4) en 1951, 112 (51 %) provenant du primaire, 32 (14 %) du secondaire et 70 (35 %) du tertiaire. (En 1951, la production intérieure brute en France était de quelque 11.000 milliards.) La relative importance du tertiaire, comparativement à la faiblesse du secondaire, est peut-être la marque nécessaire du premier stade de l'industrialisation ; elle est surtout la conséquence du régime colonialiste, qui a effectivement développé une infrastructure assez bien équipée (voies de transport), qui a implanté des réseaux commerciaux étendus, et ensermé les territoires dans une armature administrative onéreuse.

La répartition des revenus exprime d'une façon plus voyante la réalité du colonialisme. L'inégalité entre le revenu moyen d'un Français établi en A.O.F. (315.000 francs C.F.A. par an) — à titre de comparaison, le revenu disponible par unité de consommation en France était de 310.000 francs en 1952, soit 155.000 francs C.F.A. (5) — et celui d'un Africain (8.500 francs C.F.A.) se double d'autres inégalités entre les diverses catégories sociales de la population africaine (et le revenu moyen de 8.500 francs C.F.A. se trouve ainsi dans certains cas brutalement abaissé). Il faut ajouter que l'assiette de l'impôt vient plutôt renforcer ces inégalités : le planteur africain verra ses revenus amputés d'un pourcentage négligeable par l'impôt, tandis que les deux tiers peut-être du revenu monétaire d'un paysan de la brousse seront affectés à l'impôt.

Le processus d'industrialisation touche lentement ces territoires (et cela pour de multiples raisons qu'il n'est pas question même

(4) Rappels que le franc C.F.A. vaut 2 francs métropolitains.

(5) Les colonies françaises d'Afrique, au Sud du Sahara, sont des colonies d'« exploitation » et non de peuplement. Les Français de « souche » sont numériquement négligeables, et le total des Français qui y séjournent est peu important : 62.000 pour l'A.O.F. et 22.500 pour l'A.E.F. Au reste, les Français d'Afrique tropicale vivent surtout dans les villes. Une fraction importante est composée de fonctionnaires. On note à ce sujet une différence avec les territoires sous domination britannique : là, les fonctionnaires sont moins nombreux au pourcentage.

d'effleurer ici ; rappelons seulement les difficultés de certaines sucreries du Sénégal. Encore s'agissait-il de produire une marchandise théoriquement assurée d'un débouché local). La nécessité d'un fédéralisme apparaît impérieusement lorsqu'on envisage les économies africaines sous l'angle de l'industrialisation. Les matières premières sont inégalement réparties (la Guinée étant un des territoires les plus avantagés), et la mise en commun de ces ressources peut seule favoriser un développement d'ensemble (grâce à une planification fédérale et régionale). A l'heure actuelle, les économies des territoires cumulent en quelque sorte les inconvénients de l'économie « agricole » et des économies capitalistes. Les périodes de soudure sont durement ressenties par les populations, et de mauvaises récoltes sont susceptibles d'engendrer la famine. En même temps, le niveau de vie des travailleurs salariés est, on l'a vu, incomparablement plus bas qu'en Europe, les conditions de travail étant plus difficiles. Une poussée démographique importante contribue à réduire les conditions de vie des populations. La détribalisation se poursuit à un rythme accéléré, la population urbaine s'accroît et les chômeurs s'entassent dans les faubourgs des grandes villes. Les institutions traditionnelles perdent leur sens, mais les institutions colonialistes apparaissent absurdes et menaçantes. Aussi bien, les jeunes intellectuels africains recherchent passionnément une « troisième voie » originale qui s'écarterait à la fois des traditions spécifiquement africaines et des « solutions » européennes (capitalisme ou stalinisme). Inversement, dans les faubourgs des grandes villes, les sectes prospèrent, qui redonnent vie aux traditions (le plus souvent en empruntant des éléments au christianisme) (6). Ces sociétés secrètes sont susceptibles de jouer épisodiquement des rôles politiques (7). Le rôle des partis est néanmoins tout à fait prépondérant et, dans l'avenir immédiat, on assistera vraisemblablement à la formation de groupes de territoires où dominera un parti de masse, majoritaire, sinon unique.

#### RAPPEL CHRONOLOGIQUE

La situation politique est restée en effervescence depuis 1956, et il est utile de rappeler les principales étapes d'une évolution qui n'en est qu'à ses débuts. La loi-cadre fut votée le 23 juin 1956, M. Defferre étant à cette époque ministre de la France d'Outre-Mer. Pratiquement, elle aboutissait à ce qui fut appelé fort justement « une balkanisation » de l'A.O.F. et de l'A.E.F. Elle consacrait l'artificielle division territoriale, en instituant des conseils de gouvernement investis par des assemblées territoriales élues au suffrage universel, et disposant de pouvoirs assez importants sur le plan local, mais partiellement inefficaces dans la mesure où le gouvernement français gardait le monopole des pouvoirs d'un intérêt « général ». Enfin, les conseils de gouvernement étaient présidés par les gouverneurs des territoires, le leader africain n'étant que le vice-président. Dans un livre récent, André Blanchet (8) rapporte que « les plus pessimistes parmi ses promoteurs, notamment dans les bureaux de la rue Oudinot, avaient imaginé (la loi-cadre) valable quand même pour trois ans environ. » Cela tendrait à prouver que l'atmosphère des bureaux atrophie dangereusement l'imagination ! Dans le même livre, on peut relire ces paroles de M. Houphouët-Boigny : « J'affirme que, si les dispositions constitutionnelles relatives aux territoires africains sont loyalement appliquées, la France et l'Afrique disposent, pour une

(6) Le remarquable court-métrage « Les Maîtres fous », qui passait récemment sur les écrans parisiens, est précisément consacré à une secte prospérant à Accra. En A.O.F. comme en A.E.F., on trouverait sans peine des phénomènes tout à fait analogues.

(7) Dans l'Afrique tropicale française, cet aspect des sociétés secrètes est resté mineur (encore qu'on puisse citer tel territoire où un parti politique a pu consolider ses assises grâce à l'appui des sectes), car l'expression proprement politique n'a jamais été condamnée en tant que telle. Mais, dans un passé récent, l'administration française s'inquiétait fréquemment des progrès de telle ou telle secte, accusée de propager des mots d'ordre venus de « l'étranger ». L'influence en régression des chefs religieux serait à étudier.

(8) « L'itinéraire des partis africains depuis Bamako » (p. 126). A. Blanchet est un collaborateur du « Monde ».

période étendue, d'un instrument valable de la construction de leur avenir. » Cela fut dit en juillet 1955, à une réunion du Comité de coordination du R.D.A., bien avant que ne soit votée la loi-cadre.

La direction du R.D.A. engagea le mouvement à fond dans l'expérience de la loi-cadre, les leaders des autres partis restant souvent beaucoup plus réservés (comme M. Senghor par exemple). Et le 31 mars 1957 eurent lieu les élections générales pour former les assemblées territoriales qui investiraient les conseils de gouvernement. Le R.D.A. fut le grand vainqueur de ces élections : près de 3 millions d'électeurs lui accordèrent leur confiance. Sur douze conseils de gouvernement, le R.D.A. en forma six (dont quatre en A.O.F.). M. Houphouët-Boigny fut élu président du grand conseil d'A.O.F., où le R.D.A. détenait la majorité absolue. Le Mouvement Socialiste Africain conservait quelques positions (en particulier au Niger), mais d'une manière générale il apparaissait en net recul malgré l'appui de la S.F.I.O. Il n'y avait guère que le Sénégal où un parti de masse autre que le R.D.A. l'emportait : il s'agissait du Bloc Populaire Sénégalais de M. Senghor qui se trouvait très isolé dans la Fédération. Dans l'ensemble, les élections ne furent pas contestées (à l'exception du Dahomey, où il semble que le Parti Républicain du Dahomey de M. Apithy ait bénéficié du soutien administratif à l'encontre de la Section territoriale du R.D.A.). Les abstentions furent nombreuses (en Côte d'Ivoire notamment) — 50% au total — et certains observateurs voulurent y voir une critique de la politique de M. Houphouët-Boigny. En fait, à l'époque, une minorité très réduite et isolée, fut seule à défendre l'indépendance contre la loi-cadre. Pour beaucoup d'Africains, la loi-cadre était une étape vers l'indépendance, et ils l'acceptaient en ce sens. (Il est à noter que, formellement, la loi-cadre ne se présentait nullement comme une transition.) On peut dire que les polémiques commencèrent après la formation des conseils de gouvernement, la revendication de l'indépendance étant liée alors à celle d'une unité fédérale (brisée précisément par la loi-cadre).

En janvier 1957 se tint le congrès constitutif de la Convention Africaine, formation réunissant principalement le parti de M. Senghor et le Mouvement Socialiste Africain, et qui se donnait pour essentiellement transitoire, étape vers une unification politique des mouvements africains. Dès lors, la question de l'unification et celle de l'option : indépendance ou communauté franco-africaine, devaient se poser en permanence.

Au Congrès de Bamako, rassemblant les délégués du R.D.A., ce fut surtout ces deux questions qui furent discutées implicitement ou explicitement. Le Parti Africain de l'Indépendance, de création récente et implanté au Sénégal, se manifesta au congrès de Bamako devant une audience des plus larges. Les thèses du P.A.I. (indépendance immédiate, collectivisation de l'économie), assez proches

de celles de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire, rencontrèrent un certain écho chez les délégués de base du R.D.A., mais ne furent aucunement retenues dans les motions votées par le Congrès.

Favorable en principe à l'unité, le R.D.A. invita les autres mouvements à une Conférence de l'unité, qui se tint à Paris (fait significatif) le 15 février 1958. Le PAI, invité à cette conférence, la quitta aussitôt, n'ayant pas obtenu qu'une prise de position en faveur de l'indépendance soit posée comme préalable à toute unification. La conférence devait donc se dérouler entre le R.D.A. et l'ensemble des autres partis (qui se retrouvent actuellement au sein du P.R.A., Parti du Regroupement Africain). Un programme minimum fut adopté, en vue d'une unité organique, prévoyant, au profit des fédérations (A.O.F. et A.E.F.), l'abandon par les territoires d'une partie de leur souveraineté, les rapports entre la France et les anciens T.O.M. devant se définir dans le cadre d'une république fédérale (le contrôle de la diplomatie, de la défense, de la monnaie, de la magistrature et de l'enseignement étant du ressort du gouvernement de la République Fédérale).

L'unité organique ne devait cependant pas se réaliser, pour une raison à première vue assez formelle : le R.D.A. refusait d'abandonner sa dénomination (9). Une réunion à Dakar, en mars, ne put que constater à nouveau des divergences (qui s'étaient aggravées entre temps), et la constitution d'un front commun d'action masqua mal l'échec final des tentatives de fusion. En fait, on s'orientait vers la constitution de deux blocs politiques en Afrique : en face du R.D.A., le P.R.A. allait se former, coalition hétérogène au départ, qui pratiquement réunissait tous les adversaires du R.D.A. Il prit officiellement naissance au congrès de Cotonou, en juillet dernier. Ces deux formations allaient éprouver de graves difficultés lors du référendum.

(A suivre.)

A. BUSSIERES.

(9) Cette raison n'est pas seulement formelle : il existe un patriotisme de parti au R.D.A., parti de masse, qui s'est développé au cours de longues années de lutte, à un degré beaucoup plus fort que dans des formations plus récentes. Certains journalistes ont mis en cause, par ailleurs, la personnalité des leaders des deux mouvements les plus représentatifs : à M. Houphouët-Boigny, originaire d'un village de Côte d'Ivoire, soucieux des intérêts de la paysannerie, réaliste, prêt au compromis et se méfiant de la phraséologie politique, on opposait volontiers M. Senghor, poète, donc sensible aux envolées lyriques, intellectuel, rebelle aux compromis programmatiques. L'opposition économique entre la Côte d'Ivoire et le Sénégal était aussi mise en cause. En fait, les divergences politiques étaient bien moindres, malgré les apparences, entre M. Houphouët-Boigny et M. Senghor qu'entre M. Houphouët-Boigny et M. Sekou-Touré, tous deux membres du R.D.A. La loi-cadre aura au moins rendu un service méritoire au colonialisme : elle a (provisoirement) ramené l'expression de divergences qui auraient dû s'exprimer sur le plan fédéral à un heurt entre territoires !

## " L'Afrique révoltée "

### d'Alfred TEVOEDJRE

Ce livre est surtout intéressant à cause de la personnalité de son auteur. Ce dernier (qui fut rédacteur de « L'Etudiant d'Afrique Noire ») est actuellement professeur d'histoire à Dakar où il anime un parti récemment créé, le Mouvement Africain de Libé-

ration Nationale. Partisan convaincu de l'indépendance nationale des territoires sous domination française, Albert Tevoedjre est aussi un catholique et son livre fournit d'intéressantes précisions sur ce que peut être l'attitude, vis-à-vis de l'Eglise, d'un

catholique africain, luttant dans les organisations de masse de son pays. A le lire il semble qu'elle soit assez inconfortable.

(Edition « Présence Africaine », 1956.)

# Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des conseils ouvriers

*Il y a deux ans, la manifestation de solidarité des étudiants de Budapest avec la Pologne menacée marquait le début de la révolution hongroise. Ecrasée par les tanks et les canons, la révolution hongroise a résisté de toutes ses forces, et gibets et poteaux d'exécution jalonnent le chemin sanglant de la restauration bureaucratique. Budapest l'héroïque a aujourd'hui le visage du désespoir plus encore que le silence des cimetières. L'Octobre hongrois est pourtant une date fatidique de l'histoire de l'humanité, un tournant décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme. Il marque aujourd'hui de son empreinte, marquera longtemps encore de ses conséquences et de ses leçons, la conscience du mouvement ouvrier international.*

La mort de Staline, la « déstalinisation » le discours de Khrouchtchev sur les crimes de Staline avaient ouvert les vannes aux rêveries des théoriciens de la réforme de la bureaucratie. Les petits-bourgeois optimistes dressaient un idyllique tableau d'une réforme de la bureaucratie par ses propres dirigeants, conscients de sa nécessité, d'une libéralisation progressive et continue. La bureaucratie avait été un mal passager, mais « historiquement » justifié : désormais majeure, elle allait se détruire de ses propres mains et rendre aux travailleurs le pouvoir qu'elle leur avait arraché... Eclatante comme un coup de tonnerre dans le ciel serein, la Révolution hongroise a dispersé ces nuées propagandistes et rendu d'un seul coup à la bureaucratie russe son véritable visage, son visage d'ennemi irréductible des ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires, son sanglant visage contre-révolutionnaire. Ainsi se trouvaient du même coup confirmées les analyses trotskystes et leur caractérisation de la crise de la bureaucratie. Face à la montée des masses en U.R.S.S. et dans les pays du glacis, la bureaucratie se lézardait : le conflit entre « staliniens » et « libéraux », entre « durs » et « mous », reflétait les divergences de vue entre bureaucrates sur la manière d'enrayer la montée révolutionnaire. Face à la révolution, pourtant, « durs » et « mous », « staliniens » et « libéraux » devaient réaliser l'union sacrée contre les travailleurs. Entre la Hongrie de Rákosi et la Hongrie de Kadar, il n'y a que des milliers de cadavres en plus : la « libéralisation » s'est terminée en extermination de l'avant-garde et des masses révolutionnaires.

La révolution hongroise a été la première de ces « révolutions politiques » (1) prévues par Trotsky et les trotskystes dès avant la deuxième guerre mondiale. Les étapes qui l'ont précédée ont revêtu des formes spécifiques, en rapport avec le régime bureaucratique, et qui ont révélé au grand jour ses faiblesses et ses contradictions.

Ce sont les intellectuels qui ont les premiers manifesté la volonté révolutionnaire du peuple hongrois. Privilégiés du régime sur le plan matériel et, en ce sens, bénéficiaires de l'oppression bureaucratique, ils subissaient pourtant avec impatience le joug du jdanovisme, de la littérature et de la science caporalisées. La « libéralisation », soupape de sûreté aux yeux du Kremlin, leur a permis de revendiquer la liberté d'expression dans le domaine littéraire et scientifique et d'ouvrir ainsi une brèche dans le système bureaucratique, car l'écho rencontré par leurs revendications sera tel qu'ils deviendront très vite les porte-parole du mécontentement général et de la volonté révolutionnaire des travailleurs qui n'avaient pas, eux, les moyens de s'exprimer de façon autonome.

Comme l'a raconté l'intellectuel communiste Gyula Hay, ils ont, à partir de ce moment, été littéralement portés par les jeunes. La dénonciation des crimes de Staline, nécessaire pour le maintien de la domination bureaucratique, a, en même temps,

(1) Trotsky distinguait les « révolutions sociales » (1789, Octobre 1917) substituant une forme de propriété à une autre, changeant les bases économiques de la société, des « révolutions politiques » qui renversent les formations dirigeantes sans toucher aux fondements économiques de la société (1830 et 1848 en France, Février 1917 en Russie).

démoli d'un seul coup l'ensemble de l'édifice stalinien de mensonges et de falsifications. C'est un véritable choc qu'ont subi, lors de la réhabilitation de Rajk et de ses compagnons, des centaines de jeunes militants hongrois, jusque-là staliniens orthodoxes. La réapparition dans la vie publique de communistes condamnés et déshonorés comme traîtres et espions impérialistes, les Julia Rajk, Losonczy, Kadar, révélait au grand jour l'imposture des grands procès en sorcellerie, l'abjection des prisons, des camps et des chambres de torture où avaient souffert et péri tant d'innocents. Ce n'est pas par hasard que le cercle Petoefi a incarné, aux yeux de tous, cette montée révolutionnaire, lorsqu'on se souvient des discussions qui y furent menées, devant des milliers de jeunes étudiants et travailleurs passionnés, sur la liberté d'expression de l'écrivain et sur les procès exigés par Staline pour la domestication des communistes hongrois. Fondé sous l'égide de l'organisation officielle des jeunes par de jeunes intellectuels, Gabor Tanczos et Balázs Nagy, il s'élargira très vite pour devenir un véritable forum, une tribune de discussions dont se nourrira la pensée critique de milliers de militants — « l'arme de la critique », qui ouvrira effectivement la voie à la « critique des armes ».

Les organisateurs avaient pourtant pensé à la critique, non aux armes : ils étaient liés étroitement au groupe d'Imre Nagy, dont le bref passage au pouvoir en 1953 avait aiguisé dans le pays une soif de liberté qui ne devait cesser d'augmenter. Le courant « nagyste » était le seul courant politique organisé, et il l'était à l'intérieur

du parti. Il n'était d'ailleurs pas homogène. Des hommes comme Kadar voulaient le retour au pouvoir de Nagy, sur ordre de Moscou, parce qu'ils étaient convaincus que c'était là le seul moyen de prévenir la révolution. Nagy lui-même, quoique sans illusions sur l'appareil, ne semble pas avoir désiré autre chose que son retour au pouvoir avec l'appui de Moscou : son fameux « testament » (2) est un effort désespéré pour convaincre les maîtres du Kremlin qu'il faut, et d'urgence, libéraliser et démocratiser le régime. Des amis proches de lui, comme Miklos Gimes et Géza Losonczy, allaient beaucoup plus loin et tentèrent — en vain — de le convaincre qu'il fallait rompre avec l'appareil, construire clandestinement une organisation indépendante qui dirigerait l'action des masses contre la bureaucratie. Ni les uns ni les autres pourtant ne croyaient à cette « deuxième révolution » que leur ami, l'écrivain communiste Tibor Déry déclarait, le 27 juin, nécessaire contre « l'Etat des gendarmes et des bureaucrates ». Aussi, face à la révolution, le groupe volera en éclats. Les uns se rangeront aux côtés de Moscou, les autres, les plus nombreux, et de loin, se battront aux côtés des travailleurs, tandis qu'Imre Nagy lui-même appellera désespérément au cessez-le-feu et à la conciliation sous son égide.

C'est qu'en même temps, par des voies parallèles, mais souterraines, les travailleurs en sont venus à des conclusions révolutionnaires. Rarement exprimés publiquement, sauf à l'occasion, dans les colonnes des journaux nagystes des écrivains ou des jeunes, elles se sont beaucoup plus traduites dans les faits et dans leur comportement. Les ouvriers de Csepel (le Renault de Budapest) refusent de condamner les écrivains exclus, Déry et Tardos, sans les avoir entendus. Equipes de nuit et équipes de jour du grand combinat prennent l'habitude de se rencontrer, de se parler, pour la première fois depuis des années. Les travailleurs sont moins enthousiastes que les écrivains nagystes : pour eux, la vie à l'usine n'a guère changé, les bureaucrates et leurs agents sont toujours là, contremaîtres et normes de travail constituent toujours les cadres de leur vie. Mais ils sont aussi plus décidés ; pour eux, la prise de conscience s'effectue à travers une volonté déterminée de s'exprimer eux-mêmes : « Je ne suis pas une marionnette » écrit le métallo Béla Kiss aux écrivains. « Nous voulons un micro dans la rue », déclarent les jeunes manifestants de Budapest à Peter Erdoss, dirigeant nagyste du cercle Petoefi, qui leur promet que la radio va — enfin — dire la vérité. Jusqu'à la révolution, cela s'exprimera surtout par une affirmation du besoin qu'ils ont de ce qu'ils appellent — faute d'un autre mot — une « démocratie véritable », par le refus de se laisser de nouveau « atomiser » par la bureaucratie, par le besoin de dire eux-mêmes ce qu'ils pensent et de prendre eux-mêmes leur propre sort en mains. Avec la révolution, ce sera l'organisation des conseils ouvriers.

La manifestation étudiante de Budapest, la féroce répression menée par l'A.V.O.

(2) Publié en France, chez Plon, sous le titre : « Un communisme qui n'oublie pas l'homme », le « testament » de Nagy est en réalité un mémoire adressé aux membres du Comité Central plus d'un an avant la Révolution Hongroise. Voir « La Vérité ».

(la police politique), l'intervention immédiate des Russes, déclenchèrent en vingt-quatre heures la révolution dans tout le pays. Aucun théoricien ne l'avait prévue, aucun nagyste ne l'avait entrevue telle qu'elle était réellement. Tous ses coups furent immédiatement portés contre la bureaucratie, contre son appareil d'Etat et de parti : l'A.V.O., partout attaquée, était détruite, ses dossiers dispersés, ses immeubles pris d'assaut de même que ceux du parti, l'armée se dissolvait en fait, hommes et cadres rejoignant les insurgés. Les travailleurs hongrois avaient pris les armes et détruisaient par la force l'appareil, Etat et parti, de la bureaucratie. Nagy, appelé par les Russes à la dernière minute, constituait un gouvernement dont ils espéraient qu'il allait pouvoir ramener le calme, puisque les insurgés se battaient au cri de « Vive Nagy ! ». En réalité, les travailleurs continuaient à se battre au nom de Nagy lui-même, considéré comme prisonnier, contre les Russes et l'A.V.O. que commandait théoriquement Nagy...

Le communiste anglais Peter Fryer, envoyé-spécial du « Daily Worker » a, le premier, parfaitement vu et décrit la situation de double pouvoir ainsi créée en Hongrie. D'un côté, le gouvernement Imre Nagy, promu par l'appareil comme ultime rempart, mais reprenant à son compte certaines des revendications révolutionnaires des masses et reconnu, au moins sentimentalement, par elles comme leur gouvernement. De l'autre les organismes révolutionnaires, conseils et comités révolutionnaires, véritables soviets, maîtres du pouvoir dans tout le pays sauf Budapest. La trêve qui intervient après les efforts de Nagy consacre cette dualité qu'il essaie de résoudre à son profit, reconnaissant systématiquement partout les autorités insurrectionnelles et révolutionnaires, promettant en même temps des élections libres à un futur parlement, autorisant les partis politiques et s'entourant des dirigeants des partis politiques réformistes et petit-bourgeois dont le rôle est infime dans la révolution : parti des petits-proprétaires, sociaux-démocrates, nationaux-paysans... Le dernier gouvernement Imre Nagy, à la veille de la deuxième intervention russe, est un suprême effort pour réduire la dualité de pouvoirs et « digérer » les organes révolutionnaires : Maleter, le chef des insurgés de la caserne Kilian, récemment élu à la tête du Comité Militaire Révolutionnaire, devient ministre de la Défense nationale.

Ainsi s'ébauchait un conflit inéluctable : d'un côté le gouvernement de Nagy, appuyé sur les débris de l'appareil, et le nouveau parti créé à l'appel de Lukacs et Kadar, soutenu par l'Eglise et les partis traditionnels de la petite-bourgeoisie, et dont la perspective était l'établissement d'une façade parlementaire, camouflage de l'appareil en fait. De l'autre, le pouvoir des Conseils. La popularité de Nagy masquait provisoirement la contradiction qui grandissait entre la perspective d'une Constituante et celle d'un Congrès des Conseils, entre une façade parlementaire et une authentique démocratie prolétarienne. Le conseil ouvrier de Miskolc, à la pointe de la révolution depuis les premiers jours, réclamait l'interdiction des partis politiques, le conseil du 11<sup>e</sup> arrondissement de Budapest, animé par le jeune ouvrier Sandor Râcz, ne voulait autoriser que les

seuls partis politiques se réclamant du socialisme, le conseil de Sopron, tout en admettant et en réclamant un parlement librement élu, demandait que l'autorité émanât d'un congrès national des conseils et comités immédiatement convoqué.

Moscou en décida autrement : la deuxième intervention signifiait la liquidation de la solution « libérale », le recours à la force et à la répression brutale, l'abandon, devant le danger révolutionnaire, de toute forme souple de domination de l'appareil, la condamnation de Nagy. Désormais restaient face à face deux pouvoirs, celui de l'Etat restauré appuyé par l'armée russe et l'A.V.O., sous le prête-nom de Kadar, et celui des conseils ouvriers, incarnés par le Conseil Ouvrier Central de Budapest, dirigeant de la résistance.

#### LES CONSEILS OUVRIERS

En Hongrie, comme en Pologne dans les mois précédents, s'était développé, à la faveur de la déstalinisation, un véritable mythe du communisme yougoslave, considéré comme une forme humaine et authentiquement socialiste du communisme. Sans en connaître d'ailleurs le contenu exact, les travailleurs hongrois s'étaient emparés de la notion de conseils ouvriers, liée à l'expérience yougoslave, et en avaient fait une de leurs principales revendications, symbole de l'autonomie ouvrière et de la lutte contre la bureaucratie.

Le mot était si populaire que l'appareil tenta même d'en profiter et, dès le 24 octobre, lendemain de l'insurrection, lançait le mot d'ordre de constitution de conseils ouvriers. Les travailleurs le reprirent, balayant les marionnettes qui composaient les premiers conseils, élisant leurs conseils et les fédérant. A Budapest, l'organisation se fit en 48 heures, avec la constitution de conseils élus dans toutes les usines, de conseils d'arrondissements formés des présidents des conseils d'usine, et, finalement, du Conseil Ouvrier Central du Grand Budapest, formé sur l'initiative des conseils ouvriers de Csepel et Belojannis, et qui choisira comme président un jeune ouvrier de 23 ans, ouvrier à l'usine d'appareillage électrique Belojannis, Sandor Râcz.

A partir du 4 novembre, Nagy en fuite, puis arrêté, le nouveau gouvernement constitué sous l'égide du fantoche Kadar signifie en réalité la remise sur pied de l'Etat bureaucratique, en commençant par ses corps spécialisés de répression et de terreur, avec comme seul appui réel la force des baïonnettes et des tanks russes. Les « partis » qui avaient fleuri sous le gouvernement de Nagy se décomposent, certains de leurs leaders rejoignant même Kadar ; les « nagystes » se divisent, les uns ralliant Kadar, les autres la révolution. Avec l'écrasement de la révolte, les arrestations massives, les exécutions sommaires, il ne reste plus qu'une unique autorité qui assure la direction de la lutte nationale : le Conseil Ouvrier Central... Le 23 octobre, Sandor Râcz et quelques-uns de ses compagnons de Belojannis étaient allés discuter avec les étudiants au meeting de Polytechnique. Après le 4 novembre, le comité révolutionnaire des étudiants, celui des intellectuels, tous les comités révolutionnaires du pays se mettent à la disposition du Conseil Central et sous son autorité : les feuilles de souscription indi-

quent que plus de quatre millions et demi de Hongrois (sur une population totale de 9 millions) se tenaient derrière le Conseil. Les étudiants et les intellectuels avaient pu déclencher le combat, profitant du desserrement de l'état bureaucratique. Ce sont les ouvriers qui le poursuivent et qui le mèneront jusqu'au bout.

Pendant presque deux mois, durée de son existence, le Conseil Ouvrier Central repose sur une organisation de type soviétique. Les travailleurs gardent les usines, s'y réunissent. Les décisions du Conseil Central sont préparées, discutées, critiquées dans toutes les entreprises. Les délégués sont parfois révoqués et la majorité du Conseil Central modifiée parce que la base a changé ses représentants. Lorsque la grève se terminera, les Conseils auront pris en main la direction de l'usine, trésorerie comprise, chassé les bureaucrates hais, élevé les salaires en réduisant leur éventail, dissous les « sections du personnel », supprimé le système des normes. Mais, en véritable soviétique, le Conseil Central a compris que le rôle des Conseils ne peut être confiné au seul plan de l'entreprise. Le Conseil Ouvrier Central, pouvoir de fait, se veut tel et s'organise en tant que tel. Ses délégués travaillent à la généralisation des Conseils, créant ceux des postes, des chemins de fer, organisant des conseils régionaux et provinciaux. Il crée en son sein des sections spécialisées : section politique, économique, d'organisation. Il établit les plans du journal qui doit être son organe : le « Journal des Ouvriers ». Il assure la garde des usines, réclame des armes pour ses milices ouvrières, prévoit des liaisons et la mise sur pied d'un émetteur radio clandestin pour le cas où il serait interdit par Kadar. Il est réellement le deuxième pouvoir, le pouvoir des Conseils, le pouvoir ouvrier qui se dresse contre celui de l'appareil bureaucratique et des battonnettes russes. Son autorité est telle que, malgré la puissance et la victoire militaire totale de l'armée russe, c'est à lui que Kadar s'adressera pour obtenir, par la ruse, la fin de la grève. Feignant d'accepter les revendications du Conseil, Kadar utilise sa réputation de nagyste, joue sur la lassitude des travailleurs pour leur promettre le départ des Russes en échange de la reprise du travail.

Sous sa pression se dessinent, au sein du Conseil, les tendances entre lesquelles se divisent en réalité les travailleurs hongrois à cette étape de la lutte : une tendance intransigeante exige le départ des Russes avant la reprise du travail, les conciliateurs veulent accepter les conditions de Kadar. Finalement, la tendance centriste du Conseil de Csepel et de son président Elek Nagy l'emportera : le conseil ouvrier du grand combinat métallurgique, durement touché dans les combats et la grève, prône la retraite stratégique et la nécessité d'une pause, même après la brutale intervention de la police et des blindés russes pour dissoudre, le 21 novembre, la réunion du parlement ouvrier, du congrès des conseils convoqué à Budapest par le Conseil Central. Kadar prendra alors l'offensive : le Conseil est dissous et ses dirigeants arrêtés avant la magnifique grève de 48 heures qui sera la riposte ouvrière, les 11 et 12 décembre. La répression n'épargnera personne : fin janvier, les dirigeants du conseil de Csepel, Elek

Nagy en tête, ont rejoint en prison Sandor Ràcz et ses compagnons.

Le 9 décembre, en dissolvant le Conseil Ouvrier Central, Kadar l'accusait d'avoir voulu « construire un nouveau pouvoir à opposer aux organismes exécutifs de l'Etat ». Ce fut en fait, nous l'avons vu, à quoi tendait son action : dresser, face au pouvoir bureaucratique, le pouvoir ouvrier des conseils. Cependant, il semble que cet objectif n'ait pas été clairement vu par la majorité du Conseil. Le 25 novembre, Sandor Bali, vice-président du Conseil et bras droit de Ràcz, déclarait : « Nous avons parfaitement conscience que les Conseils ne peuvent pas être des organismes politiques ». Peut-être a-t-il parlé ainsi pour gagner du temps ou pour abuser Kadar ? Pourtant, le 10 décembre, après sa mise hors-la-loi, le Conseil déclarait encore : « Nous avons créé des conseils ouvriers légaux, chargés de négocier avec le gouvernement ». C'est la preuve que les dirigeants du Conseil Central ont affirmé un deuxième pouvoir, sans vouloir, pour des raisons que nous ne pouvons qu'imaginer, en faire LE pouvoir.

A ce sujet, le journal révolutionnaire hongrois émigré « Nemzetör » a publié d'intéressants articles de Gabor Kocsis (3). Selon ce dernier, l'unanimité s'était faite au Conseil Ouvrier Central sur la nécessité, dans l'organisation immédiate de la Hongrie socialiste, de la coexistence d'un parlement élu au suffrage universel avec un parlement des conseils baptisé « Chambre industrielle ». C'était, bien évidemment, la seule solution qui pouvait apparaître aux camarades comme provisoirement viable, l'image du compromis qui aurait concrétisé l'équilibre des deux pouvoirs. Pour l'organisation politique à venir, trois tendances s'étaient dessinées au sein du conseil. L'une désirait la disparition ultérieure du parlement des conseils au profit du seul parlement élu au suffrage universel. L'autre prenait position pour la disparition ultérieure du « Parlement proprement dit — marionnette ou non », suivant l'expression de Kocsis. La majorité du Conseil penchait pour une coexistence définitive des deux « parlements ». Ainsi, sur le problème de l'Etat, se révélaient les mêmes divergences que sur l'attitude politique de circonstance vis-à-vis de Kadar : une majorité « centriste » oscillait entre révolutionnaires, partisans du pouvoir des Conseils seuls, et conciliateurs réformistes, partisans de la collaboration ou de la cohabitation des Conseils avec l'Etat bureaucratique. C'est cette tendance que reflètent les déclarations de Sandor Bali déjà citées. C'est, en définitive, cette incertitude sur le problème de l'Etat de jeunes dirigeants ouvriers par ailleurs admirables de courage, de dévouement et de clairvoyance qui explique, plus encore que les énormes difficultés auxquelles ils se heurtaient, les hésitations et parfois les atteroiements des dirigeants du Conseil Central.

#### LE PROBLÈME DE L'ÉTAT : PROBLÈME DÉCISIF

Il y a bien des raisons à cela. La domination de la bureaucratie stalinienne atomise le mouvement ouvrier, le caporalise, le dépolitise. Les plus indépendants des intellec-

tuels communistes, les Tanczos et les Balàz Nagy, les Gimes et les Losonczy, qui, pendant les dernières années, avaient pris pleine conscience de la falsification stalinienne du marxisme, n'avaient pourtant pas envisagé la voie révolutionnaire pour détruire la domination bureaucratique. C'étaient les jeunes étudiants et ouvriers de la génération de Sandor Ràcz et Bali, formés au catéchisme stalinien, qui avaient pris les armes pour détruire l'Etat bureaucratique. L'absence de toute formation politique authentique, l'inexistence de contacts et de discussions véritables entre ouvriers et intellectuels, l'ignorance totale de l'histoire réelle du mouvement ouvrier depuis le début du siècle les empêchèrent sans doute de comprendre pleinement la portée de ce qu'ils étaient en train de faire : bâtir, à partir des assemblées de travailleurs dans les usines, les casernes, les bureaux, les villages, les Conseils d'Ouvriers, de Soldats, de Paysans qui tressaient dans tout le pays les mailles du réseau de l'Etat des Travailleurs, à l'exemple des Soviets de la Révolution Russe.

Leur expérience a pourtant été décisive : depuis Octobre, les révolutions vaincues, en Allemagne, en Chine, en Espagne, comme la révolution victorieuse, avaient montré que c'était par la voie des Conseils, celle des Soviets, que passait la victoire de la révolution dans les pays capitalistes. La tragique expérience hongroise montre que, dans les pays soumis au joug bureaucratique, il n'en va pas autrement : l'émancipation des travailleurs ne pourra être que leur œuvre. Les Conseils, et l'Etat des Conseils, sont la forme de lutte et l'organe de pouvoir des travailleurs contre l'Etat capitaliste comme contre le régime bureaucratique.

Un communiste hongrois du groupe Nagy, demeuré en Hongrie après la révolution, a publié, sous le pseudonyme de Hungariscus, une autocritique des communistes nagystes (4). Le plus grave reproche à faire à l'opposition nagyste, selon lui, est qu'elle « n'a pas su s'organiser en force indépendante ». Il reprend ainsi, après les événements de 1956, la thèse défendue dans le groupe Nagy par Miklos Gimes et Losonczy. A leurs arguments, Imre Nagy avait opposé la situation internationale défavorable, selon lui, et l'isolement des révolutionnaires hongrois. L'expérience montre que ce sont là des raisons supplémentaires pour l'organisation des révolutionnaires en force indépendante et à l'échelle internationale. L'Octobre polonais s'est déroulé en même temps que l'Octobre hongrois, et la bureaucratie est venue à bout de l'un comme de l'autre, selon des méthodes et avec des moyens différents. Tandis que les révolutionnaires polonais cherchaient à gagner du temps, les Russes écrasaient les Hongrois et prévenaient les mouvements de solidarité qui pouvaient éclater en Allemagne Orientale. Le seul « allié » du groupe Nagy, Tito, trahissait par peur de la révolution.

Ces événements démontrent que la révolution peut éclater sans qu'existe un parti révolutionnaire susceptible de la diriger. Les travailleurs peuvent, sans un tel parti, construire leurs propres organes et en faire les embryons du pouvoir ouvrier. Mais l'exis-

(3) Traduits et publiés dans « Socialisme ou Barbarie » (numéro de janvier-février 58).

(4) Publiée partiellement dans « France-Observateur » (31 janvier 57) et « Les Lettres Nouvelles » (juin 1957).

tence d'un tel parti, d'une analyse théorique correcte du régime à abattre, de la situation et du rapport des forces, et de liaisons internationales solides, sont une condition du succès de la révolution. A condition, bien entendu, que ce parti ne soit pas un « guide génial », mais l'auxiliaire pratique et théorique, l'instrument des travailleurs, qu'il respecte ce que György Lukacs appelait leur « volonté d'autonomie dans tous les sens », à condition aussi qu'il n'ait rien de commun, dans sa structure et ses méthodes, avec le type de parti stalinien qui est, qu'il soit ou non au pouvoir, un parti contre-révolutionnaire par excellence. Et c'est là un des plus importants aspects des enseignements de la révolution hongroise.

#### LE SORT DES RÉVOLUTIONNAIRES HONGROIS

La bureaucratie du Kremlin est la première à avoir compris ces leçons. Elle en a tiré toutes les conclusions utiles au prolongement de sa sanglante domination. Ce ne sont ni les réactionnaires — peu nombreux — qui avaient tenté de relever la tête, ni les hommes politiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qu'elle a frappés après l'écrasement de la révolution hongroise. Les Béla Kovacs, Ferenc Erdei et autres collaborateurs petits-bourgeois de Imré Nagy vivent encore, en liberté quelque peu surveillée cependant. Mais ce sont les communistes que la bureaucratie a exécutés, pendus et fusillés par centaines. Pendu, Imré Nagy, et sans avoir consenti à renier cette authentique révolution ouvrière qu'il avait mis si longtemps à reconnaître et qui avait bouleversé toutes ses conceptions de stalinien « réformiste ». Pendu, Maleter, officier communiste qui avait choisi le camp des travailleurs contre celui des bureaucrates et des policiers. Pendus, Miklos Gimes et le vieux bolchevik Janos Szilagy, communiste révolutionnaire face aux bourgeois de Kadar comme il l'avait été en 1919 face à ceux de Horthy. Mort sous les tortures, Géza Losonczy. Emprisonnés — et dans quelles conditions — les Tibor Déry, Obersovsky et Gali, et les autres intellectuels du Comité Révolutionnaire, et Gabor Tanczos, le premier secrétaire du cercle Petoefi. Tous sont restés fidèles à cette révolution qu'ils n'avaient ni prévue, ni voulue, mais qui leur avait fait, dans une large mesure, confiance. Aucun n'a reculé, aucun n'a renié les travailleurs, même sous la torture ou à l'ombre du gibet. Et c'est là un signe d'une incalculable portée : aucun communiste oppositionnel n'a consenti à avouer les « crimes » qu'on lui « suggérait ». Aucun n'a accepté le triste marché qu'avaient accepté avant eux tant de vieux bolcheviks exterminés par Staline : aucun de ces communistes n'a consenti à voir dans l'appareil stalinien autre chose que l'ennemi, ni à se déshonorer pour lui. Leur mort et le silence qui l'entoure le prouvent.

C'est avec le même acharnement que la bureaucratie a frappé la jeune génération des dirigeants des comités révolutionnaires et des conseils ouvriers. Organiseurs de la lutte politique ou de la lutte armée, secrétaires, présidents ou membres de conseils, organisateurs de la grève, ont été frappés impitoyablement. Il est malheureusement in-

finiment probable, sans qu'aucun mot ait été officiellement publié à ce sujet, que Sandor Racz et ses compagnons du Conseil Central, arrêtés en même temps et après lui, ont été exécutés après un procès à huis clos, comme l'ont été les dirigeants du comité révolutionnaire des étudiants de Budapest, ceux des conseils ouvriers de Győr ou de Miskolc. La liste est longue des jeunes de moins de vingt ans exécutés ou condamnés à de très lourdes peines de prison. Et la réalité dépasse probablement de très loin les informations recueillies. Toute une génération a été exterminée parce qu'elle était l'ennemi irréductible de la domination bureaucratique, la preuve de son caractère contre-révolutionnaire, et un exemple. Ses survivants, dans les camps et les prisons, ou en liberté précaire, ont, pour une part, n'en doutons pas, assimilé les leçons de ces années tragiques. C'est pourtant le désespoir qui domine aujourd'hui dans cette jeune génération écrasée par une répression sans précédent aussi bien par son intensité que par sa durée.

#### LA SAINTE-ALLIANCE CONTRE LA RÉVOLUTION HONGROISE

Le 9 décembre, en lançant son ordre de grève générale de 48 heures, le Conseil Ouvrier Central de Budapest appelait les travailleurs de tous les pays à « soutenir les travailleurs hongrois, par des grèves de solidarité, dans leur lutte pour une vie sans peur et pour la liberté individuelle ». Mais les travailleurs hongrois qui s'étaient soulevés seuls sont restés seuls jusqu'au bout.

La répression sauvage déchaînée en Hongrie par la bureaucratie était, pour l'impérialisme, une occasion inespérée de redorer son blason et de tenter de faire oublier ses propres crimes. Presse capitaliste, radio et tous les moyens de propagande mobilisés se sont efforcés de défigurer la révolution hongroise, de camoufler aux yeux des travailleurs du monde son caractère socialiste et ouvrier. Une formidable propagande a conjugué ses efforts à ceux des agents du Kremlin pour faire croire que la révolution hongroise était l'œuvre de Mindszenty et de ses amis réactionnaires, une révolution populaire, mais tout entière dirigée contre le socialisme. Cette alliance de fait s'est également traduite dans la politique générale impérialiste : jamais l'expédition de Suez n'eût été possible à si peu de frais si les tanks russes, au même moment, n'avaient écrasé les travailleurs de Budapest. Malgré les larmes de crocodile versées sur le « martyr du malheureux peuple hongrois », les impérialistes se sont réjouis d'une répression et de crimes qui, tout en supprimant un dangereux foyer de rayonnement révolutionnaire, faisaient oublier leurs propres crimes et jetaient le désarroi dans l'esprit de milliers de militants ouvriers. Une fois passée l'époque des grands titres « à la une », la presse capitaliste s'est empressée de faire le mur du silence autour de la répression contre-révolutionnaire, qui, frappant les ouvriers et les jeunes socialistes et communistes, démentait de façon trop éclatante ses propres affirmations. Elle ne rappelle Budapest aujourd'hui que lorsqu'il s'agit de justifier les crimes de la répression impérialiste contre le mouvement ouvrier ou les peuples coloniaux. Les révo-

lutionnaires hongrois réfugiés dans les pays occidentaux ont été pratiquement réduits au silence : ils n'ont aujourd'hui aucune possibilité de s'exprimer de façon autonome. L'impérialisme se montrerait généreux s'ils consentaient à se vendre. Comme ils n'y consentent pas, ils se taisent, condamnés trop souvent à un tragique isolement par la double attitude de l'impérialisme et des partis stalinien, toujours alliés contre la révolution ouvrière et socialiste, même lorsqu'elle n'est plus que cendres.

C'est que la faiblesse des organisations révolutionnaires internationales n'a pu surmonter la formidable coalition qui s'est dressée contre les travailleurs hongrois. La répression de Budapest a signifié aussi le découragement et la mort politique de milliers de militants ouvriers jusque-là abusés par le stalinisme, en particulier en France. L'assassinat d'Imré Nagy et de ses compagnons, survenant après la défaite sans combat des travailleurs français en mai 1958, a été un élément de plus dans le découragement et le reflux des travailleurs français qui n'ont pas encore trouvé pour leur lutte une direction aux mains propres. Mollet-Lacoste et Thorez ne pourraient, pour se départager, que s'envoyer réciproquement à la tête les cadavres résultant de politiques qu'ils appellent « socialistes » : des milliers de travailleurs se sont tout simplement détournés du socialisme si hideusement représenté...

#### LA RÉVOLUTION HONGROISE ET L'AVENIR

Ce n'est pas la première fois, pourtant, que d'une défaite ouvrière, si lourde soit-elle, germant les prémises d'une victoire ultérieure. Après la Commune de Paris, déjà, le mouvement ouvrier avait semblé s'écrouler. La Commune a pourtant été le guide lumineux des générations suivantes. C'est dans ses leçons que les communistes russes ont puisé les enseignements qui ont permis à la révolution russe de triompher en 17. Il en sera de même pour la révolution hongroise : écrasée sous les tanks et la répression policière, son exemple ne cesse pourtant d'inspirer la pensée et bientôt l'action de milliers de militants dans les pays dominés par la bureaucratie, et en Union Soviétique même. Aux autres, elle a fourni un exemple qui, pour n'être aujourd'hui pleinement assimilé que d'une poignée de militants d'avant-garde, n'en a pas moins inscrit ses leçons au plus profond de la conscience des masses. Lorsqu'elles passeront de nouveau à l'offensive, le souvenir reprendra toute sa force d'exemple. Les travailleurs du monde entier rendront alors aux révolutionnaires hongrois et à leurs conseils ouvriers l'hommage qui leur est dû, pour avoir montré le chemin de la libération des travailleurs et du socialisme authentique. Ils ont été les premiers combattants à se dresser contre la coalition des impérialistes et des bureaucrates de Moscou. Il appartient aux révolutionnaires de le rappeler, partout où ils sont : en défendant leur honneur et leur mémoire, c'est le mouvement ouvrier et socialiste, c'est notre avenir même que nous défendons.

23 octobre 1958.

François MANUEL.

# LE JOURNAL DE TROTSKY EN EXIL

**O**N vient de publier aux Etats-Unis le journal tenu par Léon Trotsky en 1935, journal dont le manuscrit fait partie des archives de Trotsky remises à la bibliothèque de l'Université de Harvard.

Léon Trotsky n'avait pas coutume de tenir un journal, et il s'en explique d'ailleurs :

« Le journal n'est pas une forme littéraire que j'apprécie particulièrement. En ce moment, je préférerais écrire dans un quotidien, mais je ne dispose d'aucun. Coupé de l'action politique, je suis obligé d'avoir recours à cette sorte d'ersatz de journalisme qu'est un journal intime. Au début de la guerre, lorsque j'étais en Suisse, j'ai tenu pendant quelques semaines un journal. Plus tard, en 1916, expulsé de France et déporté en Espagne, je le fis également. Et maintenant, une fois de plus, je dois avoir recours à un journal intime. »

C'est donc dans des circonstances bien particulières, qui limitaient considérablement son activité politique, que Léon Trotsky rédigea ce journal. Ces circonstances méritent d'être rapportées brièvement. En 1933, le gouvernement français avait accordé à Trotsky le droit d'asile. Il séjourna d'abord à Saint-Palais, près de Royan, puis à Barbizon. La presse réactionnaire et L'Humanité faisaient chorus pour protester contre la présence de Trotsky en France et réclamer son expulsion. Les provocations se succédèrent. Après le 6 février 1934, le ministre de l'Intérieur Sarraut, pressé de donner des gages à la droite, signa un décret d'expulsion. Trotsky fut alors placé sous surveillance policière ; on lui refusa jusqu'à la possibilité d'avoir un secrétaire. C'est ainsi que, pendant la dernière année de son séjour en France, passé en grande partie à Domène, dans l'Isère, il fut, selon ses propres mots, « plus isolé du monde qu'il ne l'avait jamais été dans l'île de Prinkipo ».

Le « Journal » de Trotsky n'apportera pas à ceux qui connaissent l'action et l'œuvre du grand révolutionnaire, des éléments nouveaux d'importance dans le domaine politique. On peut même dire qu'il y a constamment dans ces pages une sous-estimation de l'activité politique que Trotsky continuait à mener, en dépit de tous. Tellement grand devait être son besoin d'action, qu'il se sent coupé de « l'activité politique », l'année où il écrivit « Où va la France ? » (publié à l'époque sous un pseudonyme), où il continue à lutter pour faire passer dans les faits l'orientation d'une IV<sup>e</sup> Internationale, de nouveaux partis révolutionnaires, où il continue à rédiger pour l'essentiel le Bulletin de l'Opposition, et où il entreprend une biographie de Lénine !

La lecture de ce journal est pourtant d'un intérêt extrême. Non seulement parce qu'y abondent, au hasard des pages, des notes illuminantes sur de nombreuses questions politiques qui demeurent d'actualité, des souvenirs passionnants à propos de Lénine, de l'histoire de l'Opposition, mais aussi parce qu'on y retrouve en permanence, appliquée au moindre des sujets comme au plus grand, cette rigoureuse méthode, cette richesse de pensée, ce sens de la perspective historique qui ont fait de Trotsky l'un des plus grands continuateurs de Marx.

Le « Journal » de Trotsky déroutera tous ceux pour qui la vie d'un individu se découpe en tranches : le militant révolutionnaire, l'intellectuel, « l'homme » enfin. Ceux qui attendent aussi des « révélations » sur Trotsky seront déçus. Certes, la lecture du journal aidera à connaître mieux une des plus hautes figures du mouvement révolutionnaire, mais ne modifiera nullement l'image que l'on peut s'en faire par la pratique de ses œuvres. Non que le « Journal » ne soit qu'une série de remarques politiques, qu'il ne compte pas des passages « intimes ». Il s'y trouve,

par exemple, des pages poignantes à propos du sort des enfants de Trotsky demeurés en U.R.S.S., des pages admirables consacrées à sa compagne Natalia. Mais il n'existe pas de séparation entre la politique et ce qui n'est pas la politique, la vie privée et la vie publique.

Il est difficile de faire quelques citations, tirées d'une œuvre à la fois aussi riche et aussi diverse. Il se trouve par exemple de nombreuses pages de la valeur de celle-ci, consacrée à la situation française et datée du 8 février 1935 :

« Dans le numéro d'aujourd'hui (du « Populaire »), il y a un article consacré à l'anniversaire du 6 février. Bien sûr, le fascisme n'a pas eu sa journée ! Mais n'empêche que Flandin est loin d'être à la hauteur de la situation, « les émeutiers fascistes se fortifient contre sa faiblesse ». — Blum, modèle de force, reproche à Flandin sa faiblesse. Il lui présente un ultimatum « Pour ou contre l'émeute fasciste ». Mais Flandin n'est nullement obligé de choisir. Toute sa force repose dans le fait qu'il se tient entre « l'émeute fasciste » et la « défense ouvrière ». Plus Blum-Cachin se montrent faibles et plus la résultante du rapport des forces est favorable au fascisme.

Staline, un jour, émit l'aphorisme : « La social-démocratie et le fascisme sont des jumeaux ». Aujourd'hui, c'est la social-démocratie et le stalinisme — Blum et Cachin — qui sont devenus jumeaux ».

Quand Trotsky n'en peut plus, que la lecture des œuvres géniales des « chefs ouvriers » l'épuise d'indignation, c'est vers Marx et Engels qu'il se retourne :

« Quand vous avez eu votre saoul de la prose des Blum, des Cachin et des Thorez, quand vous avez eu votre ration de microbes de petitesse et d'insolence, d'ignorance et d'obséquiosité, il n'y a pas de meilleure méthode pour clarifier vos poumons que la lecture de la correspondance de Marx et d'Engels... »

À ce propos, Trotsky sent bien comme l'on est fréquemment injuste avec la mémoire d'Engels et, le 13 février, il écrit :

« Engels est incontestablement, parmi les grands hommes, l'une des personnalités les plus nobles, les plus intelligentes et les plus complètes. Recréer son image serait une tâche passionnante. Ce serait aussi un devoir historique... Je me souviens qu'après avoir lu la correspondance de Marx et d'Engels à bord de mon train militaire, je fis part à Lénine de mon admiration pour Engels. Je pensais que lorsqu'on le comparait à Marx, le fidèle Fred, loin d'en être diminué, était en fait grandi. »

Il n'est pas possible, répétons-le, d'épuiser par quelques citations, la richesse de ce « Journal ». On ne peut que souhaiter sa prochaine parution en français.

Pour conclure, que l'on nous permette de citer encore un passage, daté du 5 mai 1935 :

« C'est dimanche ; nous sommes seuls à la maison : nos propriétaires sont partis, ou ils rendent une visite, ou ils accomplissent leur devoir civique : voter... Un groupe de cyclistes est passé devant la maison ; en tête quelqu'un chantait « L'Internationale ». Sans doute une équipe électorale ouvrière. Les deux partis de la classe ouvrière et les deux organisations syndicales, qui sont politiquement complètement discréditées, possèdent encore la force immense de l'inertie historique... Combien sont absurdes les « théories » de Max Eastman et d'autres sur les révolutionnaires considérés comme des « ingénieurs » qui, sans doute à partir des plans qu'ils ont conçus, construisent de nouvelles formes sociales avec les matériaux dont ils disposent. Et cette théorie mécaniste américaine tente de se faire passer pour un progrès par rapport à la dialectique matérialiste ! Les processus sociaux, au sens large

du mot, sont bien plus proches de processus organiques que de processus mécaniques. Un révolutionnaire qui s'appuie sur une théorie scientifique du développement social est bien plus proche, dans son mode de pensée et de travail, d'un docteur — d'un chirurgien, en particulier — que d'un ingénieur. Comme le docteur, le marxiste révolutionnaire doit se fonder sur le rythme autonome du processus vital... Dans les conditions présentes en France, le marxiste apparaît comme un sectaire ; l'inertie de l'histoire, y

compris celle des organisations de la classe ouvrière, est contre lui...

La correction du pronostic marxiste se révélera obligatoirement, mais cela peut se faire de deux manières : ou les masses prendront le chemin que trace la politique marxiste avant qu'il ne soit trop tard, ou le prolétariat sera écrasé. Telle est l'alternative de l'époque présente. »

F. F.

## Lettre de New-York

Le 4 novembre, les électeurs des Etats-Unis se rendront aux urnes pour élire les membres du Congrès et les représentants d'Etat. La plupart des travailleurs égarés par les bureaucrates des organisations ouvrières, voteront une fois de plus pour des candidats capitalistes, en majorité pour les démocrates et ceci à l'encontre de leurs intérêts de classe.

Mais les travailleurs, écœurés tant par les démocrates que par les républicains, auront, dans huit Etats, une possibilité de voter pour des représentants de leur propre classe. Des listes de candidats socialistes apparaîtront dans ces Etats sur les bulletins de vote, après de durs combats pour franchir l'obstacle que constituent des lois électorales destinées à écarter du scrutin les partis anticapitalistes.

Quelque chose de neuf et très significatif viendra s'ajouter parmi les listes de candidats socialistes. Dans trois Etats — Illinois, New York et Washington — apparaîtront des listes socialistes d'union représentant diverses tendances à l'intérieur des mouvements socialiste, ouvrier et noir.

Dans cinq autres Etats — New Jersey, Pennsylvanie, Michigan, Minnesota, Wisconsin — le Socialist Workers Party (Parti des Travailleurs Socialistes, trotskyste) présente des candidats aux élections. Ces candidats bénéficieront du même soutien large que celui accordé aux listes d'union.

Les forces qui s'associent pour la conduite d'une action socialiste unie se composent essentiellement de militants du S.W.P. et de tendances dissidentes, qui ont commencé à se séparer du stalinisme depuis le 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. d'Union Soviétique. Elles s'orientent dans la direction d'une campagne fondamentalement socialiste sur la base d'un programme minimum commun dans le cadre des principes socialistes.

Les campagnes électorales socialistes ont pour buts immédiats :

— de soulever l'opinion populaire contre la politique étrangère de l'impérialisme américain ;

— de formuler une politique de lutte de classes en ce qui concerne la lutte pour l'emploi dans les conditions critiques de l'économie capitaliste ;

— de soutenir les légitimes revendications d'égalité totale du peuple noir ;

— de défendre l'action indépendante de la classe ouvrière en vue de l'abolition du capitalisme et de l'établissement d'une société socialiste.

L'apparition de listes socialistes d'union ne doit pas être interprétée comme l'amorce de la constitution d'un parti ouvrier indépendant dans notre pays. En tant que classe, les travailleurs demeurent enchaînés à la politique capitaliste. Seuls, les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière sont aujourd'hui capables de s'élever au niveau d'une action politique de classe indépendante. Mais c'est précisément l'action des militants d'avant-garde qui se trouve renforcée par les efforts d'union des socialistes.

L'élargissement des campagnes électorales socialistes contribue à influencer la pensée politique de la classe ouvrière dans son ensemble, et sert à préparer et à accélérer la rupture de la masse avec la politique capitaliste. Ainsi sera facilitée la formation d'un parti ouvrier fondé sur les syndicats. Lorsque ce stade aura été atteint dans un proche avenir, une ère révolutionnaire nouvelle sera sur le point de s'ouvrir dans la politique américaine.

Le développement d'une action électorale socialiste unie a été systématiquement contrôlé par le P.C. des Etats-Unis. Au nom d'une soi-disant « coalition antimonopole » — version stalinienne de la « voie parlementaire vers le socialisme » — le P.C. accorde un appui de fait au parti démocrate, instrument de la politique capitaliste.

La manière stalinienne de fourvoyer l'avant-garde ouvrière est définie dans cette affirmation de l'organe théorique du P.C. : « Ce sera un apport essentiel à la coalition antimonopole dans notre pays que l'apparition de la classe ouvrière se manifestant en tant que classe, et atteignant un niveau de compréhension tel qu'il l'élève au-dessus de ses propres intérêts de classe jusqu'à admettre les besoins des autres classes » (« Political Affairs », sept. 1958, p. 65.)

Les efforts du S.W.P. pour favoriser une action socialiste unie, destinée à faire progresser la conscience de classe parmi les

travailleurs, sont qualifiés mensongèrement par les staliniens de « sectaires, disruptifs et antisoviétiques ». Derrière les calomnies du P.C. contre l'action socialiste unifiée se cache son objectif : contribuer criminellement, dans une obéissance servile à la bureaucratie du Kremlin, à enchaîner les travailleurs à la politique capitaliste. Ils essaient cyniquement d'utiliser les travailleurs américains comme gage dans un effort pour faire pencher la politique étrangère impérialiste vers le maintien du statu quo avec le Kremlin aux dépens du prolétariat mondial.

Malgré le sabotage stalinien, l'avènement d'une action socialiste unie, fondée sur une base de principe, a rencontré un écho encourageant. Cette évolution indique un nouveau point tournant dans la vie du mouvement socialiste de notre pays. Significatif est le nombre de dissidents du P.C. qui refusent le marché stalinien et recherchent un socialisme épuré, ce qui les conduit à l'unité d'action.

A cette étape apparaît nettement un point essentiel : le principe cardinal selon lequel les socialistes ne doivent pas franchir les frontières de classe en politique. Ceux qui sont en train d'apprendre cette leçon fondamentale se trouvent sur le seuil d'un étage plus élevé de l'éducation socialiste. Leur progression vers une plus haute conscience révolutionnaire apporte une force nouvelle à l'avant-garde prolétarienne.

Après les élections du 4 novembre, ceux qui y auront pris part se mettront à évaluer les expériences et les leçons des campagnes socialistes d'union qui auront été menées. Des pas en avant seront faits vers une union des socialistes révolutionnaires dans leur combat en tant que socialistes contre le nera à une forme supérieure et nouvelle capitalisme. La tâche constructive qui amènera à une forme supérieure et nouvelle d'action socialiste unifiée au cours des élections présidentielles de 1960 sera entreprise.

E. JONES.

(New York, 28 oct. 58.)

# Les problèmes du parti

(Contribution à la discussion)

## I. — INTRODUCTION

**L**A classe ouvrière, au cours d'une lutte plus que séculaire, a édifié, pour la défense de ses intérêts immédiats, inséparables de la réalisation de son objectif historique : le socialisme, des organisations, partis et syndicats, qui la rassemblent face à la classe capitaliste. Ces organisations ont toutes, hormis le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, failli à leur mission (1). En ce qui nous concerne en France, le prolétariat qui, à diverses reprises dans ces vingt dernières années, en 1936, en 1944, en août 1953, en août-septembre 1955, a tenté de s'ouvrir, par son action de classe, le chemin de la révolution, a vu se dresser pour la défense du parlementarisme bourgeois, les puissantes organisations qu'il avait forgées pour d'autres fins. Aujourd'hui, désorientés et démoralisés, les travailleurs refluent dans leur lutte de classe, laissent le terrain libre à l'offensive de l'« Etat fort ». Ce recul ouvrier consacre une débâcle idéologique qui ne date pas d'hier. Toute une série de notions marxistes éprouvées par l'expérience historique, qui devraient être élémentaires, sont détournées de leur destination originelle et utilisées par les appareils falsificateurs du stalinisme et de la social-démocratie contre la prise de conscience des masses. Certains, qui se prétendent à tort ou à raison hostiles aux appareils, ont salué le 20<sup>e</sup> congrès du parti stalinien russe, voulant à toute force y voir la consécration d'une position qui consistait, pour les plus honnêtes, à espérer contre toute espérance une démocratisation continue de l'appareil international du Kremlin. D'autres, écartés par la politique des grandes organisations, partis et syndicats, se sont réfugiés dans des conceptions héritées du socialisme pré-marxiste et, déniant toute légitimité à l'organisation de classe, en appellent à une classe ouvrière devenue pour eux une entité mythique échappant aux lois de l'histoire. Tous, accusant peu ou prou Marx et surtout Lénine, et avant tout en fait la classe ouvrière, s'efforcent de « repenser » le marxisme.

Il serait néanmoins erroné de nier que des problèmes se posent qui ressortissent de la crise de l'humanité, définie par Léon Trotsky comme la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Dans ce sens, un bilan est indispensable. Mais un tel bilan ne peut être établi que sur la base du plus scrupuleux exposé des positions véritables concernant les problèmes des rapports entre organisations et masses, telles qu'elles ont été exprimées réellement par Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxembourg et Trotsky. Il est possible d'approuver ou non les positions des grands théoriciens du marxisme, mais nul n'a le droit de contester l'intime et profonde

(1) Les expériences yougoslave et chinoise posent des problèmes qui, nous le verrons dans l'article consacré aux P.C. yougoslave et chinois, n'infirmement en aucune façon cette constatation tirée de l'expérience de la lutte de classe internationale.

probité révolutionnaire qui présida à leur pensée et à leur action. Qu'il soit difficile de présenter correctement, par exemple, la pensée et l'action de Lénine parmi ceux qui sont actuellement en désaccord avec lui, c'est ce que prouve toute la littérature consacrée au bolchevisme où, à peu près seul, à notre connaissance, le vieux révolutionnaire Alfred Rosmer a su exposer objectivement et en la replaçant dans le contexte historique la lutte du fondateur du premier Etat ouvrier (2).

Avant de tenter d'établir ce bilan indispensable à une définition correcte des conditions de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, et, pour ce faire, de confronter l'enseignement du marxisme avec l'expérience historique concrète, il nous faut fixer les cadres de notre travail. C'est à cette tâche que nous consacrerons ce premier article.

## DU « RÉALISME » A LA RÉVOLUTION

La défaite subie par le prolétariat français le 1<sup>er</sup> juin 1958 — défaite organisée de toutes pièces par les directions traditionnelles de la classe ouvrière — aurait dû, au moins avoir comme conséquence d'amener bon nombre de « réalistes » à en rabotter. Enfin, voilà deux partis, le Parti Socialiste et surtout le Parti Communiste Français, qui bénéficiaient de la plus large confiance de l'immense majorité de la classe ouvrière. Ils ont utilisé toute leur puissance, non à combattre le capitalisme, mais à étouffer la lutte de classe du prolétariat français dans le carcan de la démocratie bourgeoise. Leur stratégie hautement « réaliste » a si complètement désorganisé les travailleurs, que ceux-ci, après que de Gaulle ait pris légalement le pouvoir, dans le respect absolu des règles du parlementarisme bourgeois, ont, dans de larges secteurs, perdu pied et voté « OUI » à la constitution bonapartiste. Un tel résultat eût mérité au moins un réexamen des fondements politiques qui guident l'action des chefs officiels de la classe ouvrière. Il n'en est absolument rien. Lisez n'importe quel plumitif se prétendant marxiste, pour voir qu'il poursuit allégrement son chemin dans la voie du « réalisme ».

Qu'est-ce que le « réalisme », pour les « politiciens ouvriers de la classe bourgeoise », comme les caractérisait Lénine ? Il consiste, ouvertement ou non, à estimer que, les méthodes révolutionnaires étant « périmées », de nouveaux problèmes exigeant des réponses « neuves », ces réponses sont à rechercher. En général, comme nous l'allons montrer, les novateurs, ceux qui sont à la recherche des « voies françaises vers le socialisme » (Thorez) ne rénovent rien du tout. Ils fuient au contraire comme la peste les problèmes réels.

Ne parlons pas de Mallet qui s'est fait le fourrier du général de Gaulle, mais sans la prétention d'être un disciple orthodoxe de Marx, et regardons ce qui se passe au

(2) Victor Serge également a su le faire.

P.C.F. Imperméable aux faits, Maurice Thorez continue à affirmer que le socialisme peut se réaliser par la voie parlementaire et la participation ministérielle au gouvernement bourgeois. « Voies nouvelles » s'il en fut, puisqu'elles datent à peu près, pour notre pays, de la fin du siècle dernier (Millebrandisme). Après tout, pourra-t-on dire, l'évolution de Jules Guesde, le pionnier du mouvement socialiste en France, n'est-elle pas concluante ? Jules Guesde, en 1885 écrivait :

« Jamais, en effet, notre parti, qui ne voit dans les élections qu'un moyen d'agitation et de propagande, n'a nourri d'espérance dans l'action parlementaire ou légale. Il ne nourrit pas davantage le prolétariat de l'illusion que son agrandissement demande la substitution d'un certain nombre d'ouvriers manuels aux propriétaires, fabricants et autres capitalistes de l'heure présente. Nous savons et nous avons toujours déclaré que l'émancipation du travail est subordonnée à une révolution en vue de laquelle il faut préparer intellectuellement une minorité capable de diriger les événements et de les faire aboutir. »

Dans une résolution adoptée au Congrès de Roanne du Parti en 1882, où les guesdistes n'hésitèrent pas à scissionner d'avec les « possibilistes » (ceux qui affirmaient, ancêtres de Thorez, que la voie parlementaire vers le socialisme était « possible », on lit :

« Attendu que les possibilistes ont eu pour but de transformer en marche-pied électoral et en fabrique de conseillers municipaux et de députés le prolétariat français, constitué à Marseille et au Havre en parti d'expropriation politique et économique, et n'admettant l'action électorale que comme un moyen d'agitation et de propagande, repoussent comme une trahison l'idée seule de parlementariser le parti ouvrier et de faire dépendre le salut du prolétariat de la conquête pacifique et graduelle du pouvoir municipal ou législatif, le congrès maintient que, pour l'expropriation de la classe capitaliste qui est notre but, il n'y a qu'un moyen : l'action révolutionnaire. »

Jules Guesde qui, durant des dizaines d'années, a combattu sur cette ligne, n'a-t-il pas estimé, en 1914, que l'action socialiste exigeait son entrée dans le gouvernement d'Union Sacrée, des « circonstances nouvelles » s'étant révélées ? On sait que Lénine a caractérisé l'attitude de Jules Guesde comme un reniement du marxisme, et a forgé l'Internationale Communiste sur la base de la condamnation formelle de la « parlementarisation » et de la « ministérialisation » des partis sociaux-démocrates. Mais, depuis la mort de Lénine, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts ! Et ce qui était vrai à l'époque peut ne pas l'être ensuite. Encore a-t-il fallu que Staline « comprenne et approuve », en 1935, « les crédits nécessaires pour la Défense Nationale de la France » (3), pour que

(3) Déclaration faite au moment de la signature du pacte Laval-Staline.

Thorez arrive à assimiler l'excellence de la politique de collaboration de classes au Parlement et au Gouvernement.

### L'ENSEIGNEMENT DU MANIFESTE COMMUNISTE

En juin 1936, la grève générale ouvre des perspectives réellement neuves à la classe ouvrière française. Pour Thorez, cette grève n'est qu'une simple grève revendicative, ne pouvant remettre en question la tactique parlementaire mise au point avec le Parti Socialiste et le Parti Radical dans le Front Populaire, et en conséquence la nature capitaliste du système social. Et ce contrat signé avec la bourgeoisie sera scrupuleusement respecté, ainsi que l'a rappelé tout dernièrement J. Vermeersch. Après tout, rétorqueront les « réalistes », juin 36 a amélioré durant quelques mois la situation matérielle de la classe ouvrière. Il est vrai. Mais pour apprécier la signification de la politique du P.C.F., il nous semble nécessaire de revenir à Marx. Dans le Manifeste Communiste, les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels écrivent :

« Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence dès sa naissance. La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers du même métier dans une même localité contre les bourgeois qui, directement, les exploitent... A ce moment, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays, et émettent par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se forment en masses compactes, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre unité mais de celle de la bourgeoisie qui, pour attendre ses fins politiques, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les résidus de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie, toute victoire remportée est une victoire bourgeoise. Or l'industrie en se développant, non seulement grossit le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables, les prolétaires augmentent en force et prennent conscience de leur force... Les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour la défense de leur salaire. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes en prévision de rébellions éventuelles. Parfois les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que la solidarité grandissante des travailleurs. Cette solidarité est facilitée par l'accroissement des moyens de communication, qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or il suffit de cette prise de contact pour transformer les nombreuses luttes locales qui, partout, revêtent le même caractère, en une lutte nationale à direction centralisée, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique... Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite par la

concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours et toujours plus ferme, plus puissante. »

C'est ainsi que, dans la première œuvre fondamentale du socialisme scientifique, Marx et Engels définissent les étapes de la prise de conscience du prolétariat de ses destinées historiques.

A la première étape, les prolétaires servent de fantassins à une bourgeoisie qui, dans la lutte pour la réalisation de ses propres objectifs de classe, joue un rôle historiquement progressif. La révolution bourgeoise, unifiant la nation, liquidant les vestiges du régime féodal, une nouvelle étape s'ouvre. La bourgeoisie ayant édifié son appareil d'Etat, dont l'unique fonction consiste à défendre sa domination de classe, voit se dresser le prolétariat en lutte pour la défense de ses propres intérêts de classe qui sont devenus absolument et totalement antinomiques de ceux de la classe des capitalistes. La deuxième étape dans la prise de conscience du prolétariat, c'est la dissociation des intérêts des travailleurs de ceux de la bourgeoisie, c'est également le sentiment, acquis dans la solidarité que crée l'action, que tous font partie d'une seule et même classe. L'action de classe une constitue seule la base élémentaire de la conscience. Mais, à cette phase, les luttes des prolétaires se situent encore sur un terrain purement économique, élémentaire, dans le cadre d'un effort pour s'assurer une répartition plus favorable à leurs intérêts de la plus-value extorquée par les capitalistes sur un plan local. Mais, indiquent Marx et Engels, la signification de ces luttes — grèves partielles, manifestations limitées — ne réside pas essentiellement dans leur issue parfois victorieuse. Victoires passagères, car le bourgeois arrivera à reprendre rapidement d'une main plus que ce qu'il a été contraint de céder de l'autre ; leur signification s'exprime avant tout en termes de conscience, de solidarité de classe. Aussi, pour le marxisme, déjà, à ce niveau de l'action de classe, le principal c'est que cette action de classe contribue à donner au prolétariat la conscience de son objectif historique : la destruction du système capitaliste. La troisième étape, c'est cette prise de conscience dans l'action générale — la lutte de classes, laquelle est par essence une lutte politique pour le pouvoir.

Il est évident que ces trois étapes, dans l'histoire concrète, ne doivent pas être délimitées mécaniquement. Il y a, dans une certaine mesure, coexistence. En particulier, par exemple dans la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation nationale, ces trois étapes s'imbriquent étroitement dans la révolution permanente (4). Dans les pays où la révolution bourgeoise est accomplie, seules les deux dernières phases (mouvements partiels et action générale) décrites par le Manifeste qui, par ailleurs, se combinent étroitement, ont une signification historique.

(4) Dans les pays coloniaux où coexistent une féodalité agraire, des rapports de production capitalistes et la domination de l'impérialisme, la bourgeoisie nationale est devenue incapable de résoudre ses propres problèmes par crainte du prolétariat qui, pour régler les tâches héritées du passé, doit accomplir les premiers pas dans la voie de sa propre émancipation. La révolution algérienne représente l'illustration typique de la théorie de la révolution permanente.

### STALINISME CONTRE MARXISME

Pour Marx et Engels, l'objectif de la lutte de classe est la lutte politique pour le pouvoir révolutionnaire. Dans ce cadre, toute action limitée n'a de réelle valeur que si elle contribue à élever le prolétariat au niveau de la tâche révolutionnaire qui lui est assignée par l'histoire.

Pour Thorez, l'objectif de la lutte de classes est également politique. Mais les objectifs politiques des stalinien ravalent le prolétariat au niveau de la situation décrite par le Manifeste, à l'époque où, ne pouvant accomplir — objectivement — sa mission révolutionnaire, il constituait le gros des troupes permettant à la bourgeoisie de se hisser au pouvoir. Ceci dans une situation historique totalement différente : dans la période présente, où le socialisme est devenu une nécessité vitale pour l'humanité entraînée dans une décadence irréversible si le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme, avec son cortège de guerres et de misère, n'est pas renversé par la révolution. Ainsi, c'est pour maintenir, en contradiction avec l'évolution historique, la lutte du prolétariat dans les limites du système bourgeois que Thorez a déclaré en juin 36 : « Il faut savoir terminer une grève ». La grève générale de juin 36, expression la plus directe possible de la troisième étape — la lutte pour le pouvoir — décrite par le Manifeste Communiste, a été rabaisée au niveau de la grève partielle « locale », où la victoire s'est effectivement avérée « passagère », en vue de soutenir l'aile radicale de la bourgeoisie qui, avec Daladier, dirigeait effectivement le gouvernement de Front Populaire. Les 40 heures se sont évanouies en fumée après novembre 38, et Daladier-Raynaud ont liquidé des organisations ouvrières en 1939, faisant le lit où Pétain se coucha, en juin 1940.

De même, en 1944, la grève générale insurrectionnelle, dans une situation où l'Etat bourgeois était en pleine dissolution, s'est vue fixer l'objectif résumé par la formule de Thorez au C.C. du P.C.F. d'Ivry (janvier 1945) : « Il faut dans la nation une seule police, une seule armée, un seul Etat ». En conséquence, on enjoignit aux milices de rendre leurs armes aux commissariats de police, aux F.T.P. de s'intégrer à l'armée bourgeoise — Rol-Tanguy devint colonel ! — L'Etat bourgeois, expression et instrument de la domination de la classe capitaliste, fut reconstruit : les comités populaires et de libération laissèrent la place aux municipalités, les commissions techniques d'usine, émanation des ouvriers, au patron, redevenu le seul maître dans l'entreprise.

Cinq millions de grévistes dans la grève générale d'août 53, mais « l'heure de la révolution n'a pas sonné ». En août-septembre 55, les travailleurs à Nantes, à Rouen, etc., montent à l'assaut des sièges patronaux, les grévistes d'Albi occupent la préfecture du Tarn, les rappelés arrêtent les trains et appellent à la solidarité de classe : « Les civils avec nous ! ». Et tout cela pourquoi ? Pour que les députés du P.C.F., mêlant fraternellement leurs suffrages aux députés socialistes, M.R.P., indépendants et radicaux, votent les pouvoirs spéciaux de guerre totale le 12 mars 1956.

Marx assigne à la lutte de classes, conçue comme accomplissement de la mission historique du prolétariat, la nécessité d'une direction centralisée — le Parti — Thorez assigne au P.C.F., indûment baptisé « Parti de la classe ouvrière », la tâche de préserver le système d'exploitation de la classe capitaliste. Il y a donc totale et complète contradiction entre le marxisme révolutionnaire et le stalinisme, entre le prolétariat en lutte pour le socialisme, et les réalistes qui volent au secours de l'Etat bourgeois quand celui-ci est menacé d'effondrement.

#### LA CONSCIENCE DE CLASSE

La conscience de classe, c'est la conscience de la place occupée par le prolétariat dans une étape historique où : « La lutte de classe est parvenue maintenant à une phase où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus s'affranchir de la classe exploitatrice et oppresseuse (la bourgeoisie) sans affranchir à tout jamais la société entière de toute exploitation, de toute oppression et de toute lutte de classe ».

Cette affirmation de principe est à la base du marxisme. Il est indispensable de s'y arrêter. A partir du moment où la bourgeoisie prend la direction de la société (le pouvoir d'Etat) avec l'appui du prolétariat naissant, se développe un type de société (capitaliste) où la lutte de classes peut prendre son aspect le plus pur. Le prolétariat peut alors se constituer pleinement en classe politiquement indépendante. Mais le prolétariat, défini par la place qu'il occupe dans la production économique, vit dans des conditions sociales d'exploitation qui lui infusent tous les préjugés, la misère matérielle, morale et intellectuelle indispensable à la survie du régime capitaliste. Le fait qu'il est le prolétariat, c'est-à-dire la classe affranchie de toute propriété, lui permet à lui seul, en tant que classe, d'assimiler les déductions révolutionnaires du matérialisme historique qui enseignent que l'humanité, pour ne pas sombrer dans la barbarie (la guerre atomique par exemple), doit inéluctablement s'ouvrir la voie vers le socialisme. Mais les prolétaires ne peuvent accéder à cette déduction que par le développement de la lutte de classe, donc de leur solidarité de classe. Ainsi le prolétariat ne peut se constituer véritablement en classe révolutionnaire — c'est-à-dire en classe tout court — consciente de sa mission historique, que dans l'action révolutionnaire. En d'autres termes, si le prolétariat ne peut édifier sa conscience que par la lutte de classe, l'achèvement de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, ne peut être que la prise du pouvoir. La solidarité de classe, l'union des prolétaires, ne peuvent donc être assurées que par un parti qui, se plaçant sur le terrain du marxisme, subordonne totalement son activité à la perspective de la révolution prolétarienne.

Un parti qui, depuis 25 ans, estime en toutes circonstances que « l'heure de la révolution n'a pas sonné », qui assimile la révolution prolétarienne à un « putsch » (Waldack-Rochet), qui affirme que le « choix à faire n'est pas entre le socialisme et le capitalisme » (Thorez), qui, en conséquence, s'est constitué en rempart de la démocratie bourgeoise, un tel parti, qui axe toute sa politique sur la collaboration des classes, le parlementarisme et le ministérielisme bourgeois, un tel parti est devenu l'obstacle essentiel

à l'accession du prolétariat à la plénitude de la conscience de classe.



Rosa Luxemburg, qu'on a cherché frauduleusement à opposer au léninisme révolutionnaire (5), a, dans son dernier discours, prononcé au Congrès de fondation du P.C. allemand (29-31 décembre 1918), deux semaines avant son assassinat, défini on ne peut plus clairement, en opposant le « faux marxisme » qui préside encore aux destinées du mouvement ouvrier officiel et le « vrai marxisme », les rapports de conscience entre parti et masses :

« Aujourd'hui, camarades, déclarai-elle, nous pouvons dire que nous sommes à nouveau avec Marx ; en déclarant dans notre programme que le devoir immédiat du prolétariat consiste — en quelques mots — à réaliser le socialisme et à supprimer complètement le régime capitaliste, nous ne faisons pas autre chose que répéter ce que Marx et Engels disaient en 1848, ce qu'ils ont toujours maintenu en principe. Nous voyons maintenant ce que c'est que le véritable marxisme, et en quoi consistait le faux marxisme, qui, pendant si longtemps, s'est fait passer pour le marxisme officiel au sein de la social-démocratie allemande. Vous voyez ce que sont devenus les représentants de ce marxisme-là, les complices d'Ebert, David et consorts (6). Ce sont là les représentants officiels de cet enseignement qu'on a fait passer si longtemps à nos yeux comme le véritable enseignement marxiste. Non, le marxisme ne mène pas à cela : faire une politique contre-révolutionnaire avec les Scheidemaniens (6). Le véritable marxisme combat contre ceux qui veulent l'altérer... 70 ans de développement du grand capitalisme (entre 1848 et 1918) ont suffi pour que nous pensions sérieusement à supprimer le régime capitaliste. Bien plus encore ! Non seulement nous sommes aujourd'hui en état de remplir cette tâche, non seulement nous y sommes obligés vis-à-vis du prolétariat, mais c'est même notre seul moyen de sauver l'humanité... C'est pourquoi nous avons repris la parole sur laquelle est fondé le socialisme scientifique, et que Marx et Engels ont proclamée dans le Manifeste : le socialisme devient une nécessité historique au sens le plus exact du mot, le socialisme est devenu une nécessité historique non pas seulement parce que le prolétariat ne peut plus vivre dans les conditions que lui impose la société capitaliste, mais parce que, si le prolétariat ne réalise pas le socialisme, c'est la chute dans la barbarie. C'est là, camarades, le principe général du programme que nous allons adopter aujourd'hui et dont le combat a paru dans la brochure

(5) Ce qui n'implique pas qu'il n'y ait aucune divergence entre Lénine et Luxemburg. Mais ces divergences, comme nous le verrons, ne se situaient en aucune façon là où ceux qui passent sur les positions de la collaboration de classe ont cherché à le faire croire.

(6) Ebert, David, Scheideman, ministres « socialistes » du Kaiser, allaient noyer dans le sang la révolution allemande, tout comme Thorez, ministre « communiste » en 1945, allait s'associer à la répression de Sétif et Guélna (45.000 morts). Les « complices d'Ebert », dont parle Rosa Luxemburg, ce sont Kautsky et ses alliés qui, sous le prétexte d'œuvrer à « l'unité », s'opposaient à la constitution du Parti Communiste Allemand, capitulant en fait devant la social-démocratie dirigée par Ebert-Scheideman.

intitulée : « Que veut le Spartacus Bund ? » (7). Il est en contradiction formelle avec le point de vue sur lequel repose le programme d'Erfurt (8), et avec la distinction entre les revendications immédiates dites minima, en vue de la lutte politique, et le but final du socialisme considéré comme programme maximum. C'est en ce sens que nous avons résumé le résultat du développement des 70 dernières années, ainsi que les conséquences immédiates de la guerre : il n'y a plus actuellement pour nous de programme minimum ou maximum ; le socialisme est une seule et même chose, il est le minimum de ce que nous avons aujourd'hui à réaliser ».

Quarante années, marquées par les plus grandioses combats révolutionnaires, les durs échecs de la révolution (Espagne, Allemagne, etc.), la deuxième guerre mondiale, l'infâme répression stalinienne en Hongrie, la menace de la guerre atomique, font retentir ce langage comme celui du jour. Comparons cette fièvre, réaliste, scientifique profession de foi dans la nécessité du socialisme révolutionnaire, avec l'agitation des parlementaires socialistes et stalinien responsables de la venue au pouvoir de de Gaulle ! Faux marxistes, ils continuent toujours à décréter, comme Ebert et Scheideman, que « le choix à faire n'est pas entre le capitalisme et le socialisme ».

#### CONSCIENCE DE CLASSE ET PARTI

La lutte de classe du prolétariat est la plus dure des luttes de classes que l'humanité ait jamais connues. La classe bourgeoise contrôlant l'appareil d'Etat, des moyens formidables sont à sa disposition pour tromper, diviser, écraser les masses : presse, radio, Eglise, armée, police, prisons, misère matérielle et morale, inculture dans laquelle les travailleurs sont plongés dans leur vie quotidienne. Et, pour rendre plus difficile et plus compliquée la lutte de classe du prolétariat, les grandes organisations qu'il a édifiées pour réaliser son objectif révolutionnaire se sont, par l'intermédiaire de leurs appareils, asservies à l'Etat bourgeois. A première vue, ces moyens et organisations sont si puissants qu'on pourrait conclure à l'échec inévitable de la lutte révolutionnaire des masses. Cette philosophie de la passivité est psychologiquement à la racine du stalinisme et du réformisme. Les porte-parole des appareils (malheureusement pas seulement eux) expliquent que la cause des défaites subies n'est pas à rechercher dans leur politique, mais dans une prétendue incapacité organique du prolétariat (9). La

(7) Le Spartacus Bund avait été fondé par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pour rassembler les socialistes allemands hostiles à la collaboration des chefs social-démocrates ou gouvernement bourgeois dans la guerre impérialiste. Ce sont les militants spartakistes qui formèrent le premier noyau du Parti Communiste Allemand adhérent à la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine et Trotsky.

(8) Le programme d'Erfurt, adopté par le Parti Socialiste Allemand en 1894, avait été sévèrement critiqué par Engels.

(9) Léon Mauvais, membre du B.P. du P.C.F. et du bureau confédéral de la C.G.T., a déclaré à la Commission administrative de la C.G.T. (octobre 1958) : « L'orientation générale était juste ». Thorez, au C.C. du P.C.F., accuse les masses de s'être laissées « abuser », et Mollet, au Conseil national du Parti Socialiste, constate « l'importance du rôle négatif des hommes ». Les masses « sont veules » et ne comprennent rien, voilà la théorie commune de ces « chefs » ouvriers

force de la classe ouvrière réside d'abord dans ce fait tout simple que la société capitaliste ne peut subsister sans elle. Ce sont les prolétaires qui produisent, manufacturent, transportent. Mais cette place prééminente dans la production et la répartition des richesses ne représente que le cadre objectif de la conscience, insuffisant en lui-même à définir la conscience de classe. Car, sur de la plus-value, c'est encore accepter l'exploitation. Mais l'exploitation capitaliste pousse nécessairement les ouvriers au combat, c'est-à-dire à la réalisation de ce fait qu'ils sont une classe, du sentiment de leur solidarité de classe. Ceci non plus ne suffit pas : la seule lutte pour une répartition plus favorable aux intérêts des travailleurs de la plus-value extorquée par le capital se situe encore dans le cadre du système de production capitaliste. Dans la meilleure hypothèse, au cours de la période du capitalisme ascendant, ces actions permettent aux ouvriers d'améliorer leurs conditions d'existence (réformes), sans pour autant résoudre le problème historique de l'humanité : le socialisme. Dans la période de l'impérialisme décadent, caractérisée par Lénine comme « la réaction sur toute la ligne », plus encore que du vivant de Marx, les victoires remportées sur ce terrain — revendicatif — sont passagères et rapidement remises en question. Aussi, pour que le prolétariat prenne conscience de sa force de classe, il faut que, dans l'action, il puisse éprouver, par le développement de sa lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste jusqu'à l'action générale, une complète solidarité de classe dans l'accomplissement de sa tâche révolutionnaire.

Les conditions objectives du temps du Manifeste Communiste ont fait écrire à Marx et Engels que :

« Cette organisation du prolétariat en classe et donc en Parti politique est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. »

Autrement dit, en 1848, la deuxième étape de la prise de conscience, celle où le prolétariat dissocie ses intérêts de ceux de la bourgeoisie, n'était pas encore arrivée à un stade suffisant pour qu'il lui soit encore possible de se poser le problème du pouvoir. Ce qui entraînait des situations où les

qui, durant 25 ans, surtout ceux du P.C.F., contrôlaient à peu près totalement la classe ouvrière. Ces Messieurs, nous ne le répéterons jamais assez, qui ont trahis le combat en juin 36, en 44, en août 53, en août-septembre 56, rejettent leurs propres responsabilités sur les masses !

mouvements de classes, n'arrivant pas à se hisser au niveau de l'action générale, se fractionnaient nécessairement, pour « renaitre toujours, toujours plus fermes et plus puissants ».

Au cours de la dernière période, le prolétariat français a développé spontanément sa lutte de classe à plusieurs reprises jusqu'à la grève générale, qui pose nécessairement le problème politique du pouvoir. Ce n'est pas la force de classe de la bourgeoisie qui a détruit « l'organisation du prolétariat en classe » ; ce sont les grandes organisations traditionnelles : P.C.F. et P.S. Tout l'effort des appareils a tendu à émietter, fractionner, échelonner dans le temps et dans l'espace des actions qui tendaient spontanément vers la généralisation. Toute la politique des Thorez et Mallet visait à briser l'unité de front de lutte des travailleurs, rendus conscients par le combat général. Ils ont réussi à reforcer de toutes pièces une situation où, acceptant de vivre la vie d'exploités, les « ouvriers se font la concurrence entre eux ». La stratégie hautement démobilitatrice des grèves tournantes, de la « grève arme de classe des trusts », des revendications hiérarchisées, ont opposé et dressé les unes contre les autres les catégories et les professions. Mais, par ailleurs, aussi haut le niveau des luttes spontanées puisse-t-il s'élever, sans une organisation politique assurant la centralisation de la lutte de classe, le prolétariat ne peut vaincre. L'expérience même du prolétariat français confirme cette leçon de l'histoire des révolutions.

En 1945-47, à l'époque où Thorez, Duclos et Lecœur enchaînaient les ouvriers au char de la reconstruction de l'Etat bourgeois, toute une série de « grèves sauvages » ont éclaté (employés de la Sécurité Sociale en juillet 45, grèves du livre parisien, grèves aux usines Rateau, Unic, Renaudin, etc.) pour culminer dans la grève Renault d'avril-mai 1947. Ces grèves présentent des caractères identiques. Elles démarrent sur le plan revendicatif et, dans leur déclenchement, voient se dresser contre elles les « appareils », particulièrement celui du P.C.F. Dans la plupart de ces mouvements, les travailleurs en lutte s'efforcent d'édifier des comités de grève démocratiques face aux appareils qui les combattent violemment. Dans quelques cas limités, ce sont les sections syndicales de base qui s'opposent aux dirigeants de la C.G.T. Mais toutes ces grèves, y compris la grève Renault, se sont avérées impuissantes par elles-mêmes à réaliser la centralisation nécessaire, à défaut de laquelle la lutte ou-

vière n'arrive pas à se dresser consciemment en lutte politique pour le pouvoir. Il a manqué aux travailleurs en lutte un véritable parti prolétarien capable d'assurer la « centralisation » de la spontanéité de classe, et par là même de réaliser les conditions d'une véritable lutte de classe. La spontanéité des masses, expression de la condition d'exploités des prolétaires, et de leur volonté de combat, est comme de la vapeur non emprisonnée dans le cylindre d'une machine. Elle se disperse, inefficace, dans l'atmosphère. La force de classe, la conscience de l'issue du combat des grévistes de chez Renault ne trouvant pas le moyen de se relier à la volonté de lutte des travailleurs manifestée à la même époque chez Unic par exemple, par suite de l'absence d'une forme d'organisation centralisée adéquate, ont été canalisées par le P.C.F. qui réussit à reprendre le contrôle des travailleurs.

Ainsi, la conscience de classe ne pouvant s'exprimer que dans la lutte de classe, exige une centralisation qui ne peut être accomplie que par une avant-garde révolutionnaire. Si cette condition est réalisée, il devient possible que la lutte de classe puisse aboutir à la prise du pouvoir. Dans cet acte révolutionnaire fusionnent l'action spontanée et l'action du parti, qui constitue l'expression la plus élevée de la science (du matérialisme historique). En d'autres termes, le prolétariat n'arrivera à réaliser sa mission historique que dans la lutte contre la bourgeoisie, au cours de laquelle il « opérera nécessairement son unification de classe et, par une révolution, s'érigera en classe dirigeante et en sa qualité de classe dirigeante supprimera violemment les conditions anciennes de la production ». (Manifeste Communiste.)

A cette tâche scientifiquement nécessitée par le développement historique, nécessaire pour sauver l'humanité de la barbarie, le P.C.F. et le P.S. sont totalement inadaptés, puisque ces organisations réformistes et stalinienne se fixent pour objectif de sauver le régime capitaliste. Il faut donc un parti révolutionnaire. Mais quel parti révolutionnaire ? Ceci ne pourra être défini qu'en conclusion de notre étude.

(A suivre.)

P. LAMBERT.

# Marxisme, philosophie, science

**D**ÉFENDRE le marxisme, non seulement comme programme de la révolution prolétarienne, mais comme conception matérialiste du monde dans son ensemble, il n'est pas aujourd'hui pour les marxistes de tâche plus urgente. Le défendre notamment contre tous ceux, et pas seulement les apologistes de la « libre entreprise », mais tout spécialement d'ex-staliniens de fraîche date (1) qui s'efforcent de rendre Lénine, et à travers lui Marx, responsables des crimes de Staline. Le défendre contre tous ceux qui le falsifient ; et non seulement contre les adeptes impénitents du dogmatisme bureaucratique, à la Garaudy-Kanapa, dont nous parlons par ailleurs, et dont tout l'« humanisme », la « philosophie », le « rationalisme moderne », etc., se réduisent à une apologie non déguisée du Guépéou, mais contre des falsifications plus subtiles qui, s'efforçant de renverser le cours de l'évolution de la pensée de Karl Marx et de Frédéric Engels, prétendent la faire remonter de la science à la philosophie ou à l'éthique.

## LE MARXISME COMME « PHILOSOPHIE ».

Particulièrement digne de remarque, parce que particulièrement susceptible de faire illusion, est, à cet égard, l'œuvre du « philosophe marxiste » patenté, « opposant » non moins patenté à la direction du P.C.F., Henri Lefebvre. Ce dernier vient de publier un ouvrage au titre alléchant : « Problèmes actuels du marxisme ».

Hâtons-nous de le dire : sur une série de points qui l'opposent aux théoriciens officiels du P.C.F., Lefebvre a raison. Il a raison, lorsqu'il dénonce les théories chères à feu Jdanov de la « science prolétarienne » se différenciant dans tous les domaines (physique, biologie...) de la « science bourgeoise », et dénonce le dogmatisme bureaucratique, baptisé « point de vue de parti » ; raison lorsqu'il souligne que « c'est la vérité qui fonde le parti, et non le parti qui fonde la vérité ». ... On pourrait seulement déplorer qu'il ait tant attendu pour avoir raison ; nous ne lui ferions pourtant pas grief d'avoir beaucoup tardé pour rompre avec le stalinisme... s'il avait vraiment rompu, ce qui reste à examiner.

Pour Lefebvre, comme pour Garaudy, Kanapa ou Jdanov, le marxisme se définit avant tout comme une philosophie. C'est pourquoi, en fait de « problèmes actuels », nous apprenons dans son dernier ouvrage que le « matérialisme historique se définit comme philosophie du concept » (p. 59), concept qui est d'ailleurs le « produit de l'activité spécialisée dans la connaissance » (p. 61). « Une fois formulé », précise-t-il, « le concept éclaire l'histoire... » (p. 58).

On aurait le plus grand tort de voir dans ces affirmations l'expression du point de vue actuel de Lefebvre, une conclusion à laquelle il serait arrivé depuis son exclusion du P.C.F. ou peu de temps auparavant. Sa conception de la pérennité et du rôle éminent de la philosophie est certainement celle de ses idées à laquelle il tient le plus, et qu'il a affirmée avec le plus de constance au cours de sa carrière. Quand, il y a vingt-cinq ou trente ans, le jeune philosophe s'est « converti » au marxisme, les œuvres de jeunesse de Marx et d'Engels, le « manuscrit d'Économie et de Philosophie » de 1844 et « L'idéologie allemande » notamment, venaient d'être publiées pour la première fois. Ce fut une véritable révélation, et qui oublier à beaucoup que ces œuvres ne constituaient qu'une étape dans la formation de la doctrine marxiste.

Il aurait d'ailleurs suffi, comme nous le verrons, de bien les lire pour comprendre qu'elles jalonnaient la rupture définitive des deux jeunes révolutionnaires avec toute espèce de « philosophie », et non l'élaboration d'une nouvelle philosophie. Ce fut néanmoins à cette interprétation que s'arrêta Lefebvre, et c'est elle qui inspire son œuvre de beaucoup la plus brillante et la

plus profonde, « Le matérialisme dialectique », publiée il y a vingt ans, et dont il n'a fait, dans ses ouvrages ultérieurs, que rabâcher indéfiniment les thèmes, en les affaissant chaque fois davantage. Le marxisme y était caractérisé comme un dépassement de la philosophie de Hegel, « en son propre nom, et du dedans, en partant de ses propres contradictions », alors que pourtant, dès 1844, Marx écrivait ces lignes qui ne laissent aucun doute sur son attitude à l'égard de la philosophie

« Feuerbach est le seul qui se trouve dans un rapport sérieux et critique avec la dialectique de Hegel, et qui ait fait dans cet ordre d'idées de véritables découvertes et soit en somme le vrai vainqueur de la vieille philosophie. La grandeur de la tâche accomplie, et la simplicité sans bruit avec laquelle Feuerbach livre son travail au monde présentent un contraste surprenant avec la façon de faire des autres.

« La grande action de Feuerbach, c'est :

« 1° D'avoir fourni la preuve que la philosophie n'est pas autre chose que la religion mise en pensée et développée par la pensée ; et qu'il faut donc également condamner une autre forme et un autre mode existant d'aliénation de l'être humain.

« 2° D'avoir fondé le vrai matérialisme dans la science réelle, en faisant du rapport social de l'« homme à l'homme » également le principe fondamental de la théorie... » (2)

Le rôle éminent qu'il prête à la philosophie, Lefebvre, pour sa part, n'hésite d'ailleurs plus aujourd'hui à le lui attribuer, non seulement par rapport aux sciences sociales, mais aussi dans le domaine des sciences de la nature :

« Cependant », écrit-il (*Problèmes actuels du marxisme*, p. 21-22), « les connaissances déterminées sur la matière viennent des sciences particulières, spécialisées, parcelaires (la physique, la chimie, la biologie, etc.). Ces connaissances sont toutes provisoires, approximatives, relatives à un moment donné de l'histoire des sciences ; elles s'intègrent à ce développement ; elles contiennent donc toutes « un grain de vérité », mais nous ne savons pas bien lequel ; nous ne savons pas ce que l'avenir retiendra et développera de nos affirmations actuelles. Elles sont dispersées, contradictoires, déjà mises en question, déjà en voie de négation, donc de dépassement. Jamais nos connaissances scientifiques sur la matière ne rejoindront le concept philosophique. Jamais elles ne combleront son abstraction, en remplissant l'abîme entre l'universel philosophique et le particulier scientifique, en disant tout ce qu'est la nature matérielle. Jamais elles n'enlèveront au concept philosophique son indétermination. D'autre part, jamais elles n'épuiseront son aspect concret, en achevant la connaissance et en supprimant la nécessité de la position proprement philosophique du concept. »

Que « l'abîme » éternel, qui « ne sera jamais comblé », entre la connaissance scientifique et le concept philosophique soit très exactement l'abîme entre les connaissables « phénomènes » et les inconnaissables « noumènes », ou « choses en soi », de la philosophie idéaliste, cela semble avoir échappé à notre philosophe. On croirait lire les déclarations coutumières aux penseurs réactionnaires chaque fois qu'une théorie scientifique, devenue incapable d'expliquer les résultats nouveaux d'expériences plus précises et plus poussées, est remplacée par une nouvelle théorie qui reflète une connaissance plus profonde de la réalité, — comme lors de l'introduction de la théorie de la relativité ou de celle des quanta. On croirait les entendre crier à la fragilité de la science contrastant avec la solidité à toute épreuve des vérités « absolues » de la religion (ou de son pseudonyme littéraire, la métaphysique). Il y a longtemps, pourtant, qu'il leur a

été répondu que, par exemple, la théorie de la relativité d'Einstein ne « réfutait » pas la mécanique de Newton, mais qu'elle l'élargissait et la généralisait ; et que chaque théorie scientifique, expression de vérités « relatives » à un stade déterminé du progrès des techniques expérimentales, mais « absolues » dans leur domaine circonscrit de validité propre (c'est-à-dire dans la limite de précision des faits expérimentaux dont elle rend compte), comprend de reste que Lefebvre recommande à ses lecteurs de indéfinie de la connaissance de la nature. Engels, à qui Lefebvre, sans le nommer, emprunte l'expression « grain de vérité » n'avait certes pas l'intention, lorsqu'il démontrait à Dühring (3) le caractère relatif et provisoire des vérités scientifiques, et soulignait que la science ne serait jamais achevée, de lui opposer la supériorité du « concept philosophique de matière » qui « aura toujours un rôle » (4). Tout le monde ne peut avoir la chance d'appartenir à une profession dont l'avenir est aussi assuré... On comprend de reste que Lefebvre recommande à ses lecteurs de manier ce précieux « concept », qui pourtant « ne peut vieillir », « avec le maximum de précautions ! » (5)

### LE PHILOSOPHE ET LE COMMISSAIRE.

Après ce débordement de philosophie, on ne s'étonnera pas si Lefebvre se livre à un débordement d'« humanisme ». L'erreur de Staline c'est, voyez-vous, d'avoir « abandonné le principe de l'humanisme d'après lequel rien d'humain n'est étranger à l'homme vraiment humain. » (6) Comment un « homme vraiment humain » pourrait-il exister tant que subsisteront la division en classes de la société, la division du travail, etc., en un mot « l'aliénation » dont Lefebvre adore pourtant disserter savamment ? C'est ce que notre humaniste nous expliquera une autre fois.

Il vient pourtant d'y avoir cent onze ans que la Ligue des Communistes remplaça la vieille devise : « Tous les hommes sont des frères » par ce mot d'ordre très peu philosophique : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » On prétend même que Marx, plaidant pour la nouvelle formule, avait fait remarquer qu'il y avait beaucoup d'hommes dont il ne tenait nullement à être le frère... Parmi ceux-là, il devait sûrement compter les « humanistes », car enfin qui donc, aujourd'hui, de Jean XXIII à Foster Dulles, en passant par Khrouchtchev, Franco et bien d'autres, ne se prétend humaniste ? On peut poser pour règle que, lorsque le mot d'humanisme est prononcé, il s'agit de faire oublier le traitement auquel certains hommes « vraiment humains » soumettent d'autres hommes en chair et en os. Et Lefebvre n'échappe pas à la règle : le manteau de la « philosophie du concept » revêt un programme politique précis. « Laissez-moi faire la philosophie de mon goût », dit en substance le philosophe aux dirigeants du P.C.F., « et je vous laisserai faire la politique de votre choix. Mieux, je m'efforcerai de la justifier, ou tout au moins d'en démontrer la nécessité. » La spécialisation du « philosophe » dans son domaine d'activité propre, hautement théorique, la défense et illustration du « concept », est la contrepartie de la spécialisation de l'homme de l'appareil dans son activité hautement pratique, le maintien des travailleurs dans leur condition d'opprimés, pour assurer la pérennité des privilèges des bureaucrates russes et de leurs partenaires capitalistes. Tant qu'il y aura des spécialistes de la gestion des affaires, des bureaucrates, il y aura des spécialistes de la gestion des idées, des philosophes, qui s'emploieront à justifier et à sanctifier, au nom du « concept », de « l'universel », l'activité pratique du bureaucrate. Cette dialectique, le jeune Marx l'avait découverte et soumise à une analyse profonde dès 1843, dans sa « Critique de la philosophie de l'état de Hegel ». Cette division du travail entre ceux qui dirigent les affaires — les « politiques » — et ceux qui font la théorie, l'apologie, de cette direction, et ont de ce fait leurs besoins propres, que les premiers

ne doivent pas oublier — les « philosophes » — Lefebvre la définit d'emblée en ces termes :

« L'homme politique marxiste (7) montrera que le camp des pays socialistes n'est pas ébranlé ; que les contradictions dans ce camp n'aboutissent pas à des antagonismes ; qu'il garde sa cohésion politique, sa puissance économique et militaire ; qu'il s'est même renforcé, déterminant dans le monde une situation nouvelle ; que le Parti Communiste continue à présenter une ligne cohérente, un programme objectivement établi.

Le philosophe marxiste ne peut pas se contenter d'arguments idéologiques et polémiques, ni d'une prise de position sur le plan politique. Il plaint l'homme politique lorsqu'il le voit, par nécessité imposée du dehors, ou par manque de sincérité lucide, obligé de nier le malaise... » (8)

On ne saurait être plus clair. Le « philosophe » est tout prêt à comprendre les raisons du « politique », à le plaindre, à l'aider ; il lui demande seulement de ne pas l'obliger maladroitement à se discréditer, lui, philosophe, en le contraignant à soutenir *ouvertement* des absurdités manifestes ; il pourrait collaborer tellement plus fructueusement à l'œuvre commune si l'on faisait preuve d'un peu de libéralisme à son égard...

Car, ce qui est grave, avec la politique de la direction du P.C.F., Lefebvre le soulignait dans un récent article de « France-Observateur », c'est qu'elle fournit des arguments à la propagande « des groupuscules d'aventuriers trotskystes ». Et le philosophe supplie les bureaucrates, dans leur propre intérêt, de se conduire plus intelligemment. Ils n'ont qu'à suivre l'exemple de « l'énergique Khrouchtchev », « qui, en ce moment même (mars-avril 1957), décentralise l'U.R.S.S. » (9) Notons-le bien, au moment où Lefebvre n'avait que des louanges pour Khrouchtchev, six mois seulement s'étaient écoulés depuis que les travailleurs hongrois avaient pu apprécier son « énergie ». Car — le croira-t-on ? — dans son livre sur « les problèmes actuels du marxisme », Lefebvre n'a PAS UN MOT à dire sur la révolution hongroise !

Aussi bien, si Staline doit être critiqué, c'est exclusivement à ses yeux sur le plan philosophique. Il fut, certes, « un dogmatique impénitent et brutal », mais d'une « suprême habileté politique... Un homme d'Etat dans toute l'acception du terme » (10), qui fit une « prodigieuse carrière politique » (11). D'où viennent, d'ailleurs, les regrettables erreurs du chef de la bureaucratie thermidorienne du Kremlin ? Exclusivement de son mauvais caractère et de son étroitesse d'esprit. C'est tout au moins tout ce que le « marxiste » Lefebvre a à en dire. De la bureaucratie comme groupe social privilégié, et défendant avec acharnement ses privilèges, il n'a aucune notion (12).

Lefebvre d'ailleurs connaît fort bien les limites de la critique d'un « opposant » conscient et organisé. Si « l'affaire Rajk » présente à ses yeux « une gravité exceptionnelle », car « certains parmi ces hommes (Rajk en particulier) moururent inutilement » (13), le philosophe « lucide » n'a, pas plus aujourd'hui qu'il y a vingt ans, un seul mot à dire des procès de Moscou. A ses yeux, les compagnons de Lénine, c'est clair, sont morts « utilement ». Et s'il loue fort les Yougoslaves d'avoir mis en pratique le dépérissement de l'Etat (14) — au moment où il écrivait, le rapprochement Khrouchtchev-Tito battait encore son plein — c'est pour mieux calomnier Trotsky qui, écrit-il, était d'accord avec Staline « sur le rôle de l'Etat dans le socialisme » (15). Lefebvre, ici, ment et sait qu'il ment ; son programme de division du travail avec Thorez-Servin entre ainsi en application : voilà donc comment il entend remplir ce qu'il appelle lui-même « la mission difficile, dangereuse même, attribuée au philosophe » (16).

Nulle philosophie n'est gratuite, et la « philosophie marxiste » moins qu'une autre. Après cette digression nécessaire, nous pouvons maintenant revenir à l'objet de cet article : la définition de l'attitude véritable du marxisme par rapport à la philosophie et à la science. Nous utiliserons à cette fin l'œuvre de Pierre Naville (17) auquel nous avons déjà emprunté dans ce qui précède, et qui constitue un antidote de choix contre le travestissement philosophique du marxisme que nous offre Lefebvre.

Lefebvre, très classiquement, prétend opposer Engels, coupable de n'avoir guère laissé d'avenir à espérer aux philosophes, à Marx (et aussi, ce qui à notre connaissance est plus original, à Lénine) : « Frédéric Engels tendit déjà à simplifier pédagogiquement les problèmes, à les supposer résolus, donc à schématiser et à systématiser... Lénine les reprit et les posa plus profondément » (18), si profondément qu'il dénonça la « tentative d'opposer Marx à Engels, ce dernier étant accusé de professer un matérialisme naïvement dogmatique, et le dogmatisme matérialiste le plus grossier » (19). Lefebvre n'a décidément pas de chance. N'est-il pas lui-même obligé de se souvenir que Marx et Engels, dans leur œuvre commune, « L'idéologie allemande », ont écrit :

« Là où cesse la spéculation, à la vie réelle, commence donc la science réelle, positive, la représentation de l'activité pratique, du processus de développement pratique de l'homme. Les phrases relatives à la conscience cessent, du savoir réel doit en prendre la place. Avec la représentation de la réalité, la philosophie indépendante perd son moyen d'existence. Sa place peut être prise tout au plus par un résumé des résultats universels qui se laissent déduire de la considération du développement historique des hommes. » (20)

C'est en ces termes « grossièrement matérialistes » qu'au moment même où ils achevaient d'élaborer le matérialisme historique, bien loin de se douter qu'ils fondaient une « philosophie du concept », s'exprimaient les deux jeunes communistes. Il ne reste plus à Lefebvre qu'à tenter, sans beaucoup de conviction, d'opposer Marx à lui-même :

« Cependant, lorsque Marx critiquait la philosophie de l'Etat et du Droit chez Hegel, il n'avait pas posé en ces termes le problème de la philosophie. Celle-ci devait trouver dans la classe ouvrière ses armes matérielles ; mais le prolétariat devait trouver dans la philosophie — dans l'ardente aspiration du philosophe à la liberté — ses armes spirituelles. La tête de la libération humaine, c'est la philosophie, et son cœur, le prolétariat. » (21)

Hélas ! Marx est sans pitié pour « l'ardente aspiration du philosophe ». La « Critique de la philosophie de l'Etat », de Hegel, est de 1843, l'« Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel », de 1844. Mais en 1846, dans la troisième partie de « L'idéologie allemande », Marx, tenant à souligner l'évolution de sa pensée et sa rupture avec la « phraséologie philosophique » qui la marquait encore en 1844, écrit :

« Du fait que Feuerbach montrait le monde religieux comme l'illusion du monde terrestre qui, chez lui-même, ne figure plus que comme *phrase*, il en résulta naturellement aussi pour la théorie allemande la question à laquelle Hegel n'a pas répondu : « Comment s'est-il fait que les hommes « se missent en tête » ces illusions ? » Cette question frayait même aux théoriciens allemands le chemin de la conception matérialiste du monde, qui ne va pas sans présuppositions, mais qui observe empiriquement les présuppositions matérielles réelles comme telles et qui est donc la seule vraiment critique. Cette marche était indiquée déjà, dans les « Deutsch-Französische Jahrbücher », dans l'« Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et dans la « Question juive ». Mais comme, dans ces travaux, on se servait encore de la phraséologie philosophique, les expressions philosophiques telles que « essence humaine », « genre », qui s'y glissaient par tradition, fournissaient aux théoriciens allemands

l'occasion souhaitée de mal comprendre le développement réel et de croire qu'une fois de plus il s'agissait simplement de retourner leurs vieilles vestes théoriques, — comme d'ailleurs le docteur Graziano de la philosophie allemande, le docteur Arnold Ruge, croyait qu'il pouvait toujours continuer à gesticuler de ses membres maladroits et à porter son masque pédant et burlesque. Il faut « laisser la philosophie de côté » (Wigand, p. 187. Voir Hess, « Die Letzten Philosophen », p. 8), il faut s'en dépêtrer et se mettre, en homme ordinaire, à l'étude de la réalité, pour laquelle il existe du reste une énorme documentation littéraire naturellement ignorée des philosophes ; et quand alors on se trouve un beau jour en présence de gens comme Krummacker ou Stirner, on constate qu'on les a depuis fort longtemps « derrière » et sous soi. *La philosophie et l'étude du monde réel sont entre elles comme l'onanisme et l'amour sexuel.* »

« Je souligne cette dernière phrase », dit Naville à qui nous empruntons cette citation, « suffisamment explicite, et qu'on aurait tort de prendre pour une boutade. » (22)

## « LA PENSÉE ET SES LOIS. »

### 1° COMMENT L'HOMME PENSE.

Comment doit s'opérer alors la liquidation de la philosophie au profit du « savoir réel » ? Engels est revenu à plusieurs reprises sur ce point, arrivant toujours à la même conclusion ; c'est ainsi qu'il écrit dans l'« Anti-Dühring » :

« Dès lors que chaque science spéciale est invitée à se rendre un compte exact de la place qu'elle occupe dans l'enchaînement général des choses et de la connaissance, toute science particulière de l'enchaînement général devient superflue. De toute l'ancienne philosophie, il ne reste plus alors à l'état indépendant que la doctrine de la pensée et de ses lois, la logique formelle et la dialectique. » (23).

La philosophie semble donc conserver un domaine propre : « la pensée et ses lois », expression qui peut d'ailleurs se comprendre de deux manières. On peut entendre ici par « lois de la pensée » les lois suivant lesquelles on doit penser pour arriver à la connaissance des lois objectives de la nature, à la vérité ; et c'est effectivement le sens qu'Engels paraît y attribuer à cette formule, avec la précision qu'il y apporte, « la logique formelle et la dialectique » ; ou bien cela peut vouloir dire les lois auxquelles obéissent les processus de la pensée en général chez l'homme, la psychologie.

C'est cette deuxième acception, à laquelle Marx et Engels se sont référés à plusieurs reprises, et qui, en un sens, contient la première, par laquelle nous commencerons notre étude. C'est elle que Pierre Naville a pris comme point de départ dans les deux premiers ouvrages que nous avons cités.

Naville souligne à juste titre que, si Marx et Engels paraissent faire une exception pour les lois de la pensée, ce n'est pas qu'ils pensaient que ces lois soient par essence hétérogènes aux lois de la nature en général, mais qu'ils ne pouvaient anticiper totalement sur les connaissances de leur époque, où une psychologie scientifique n'existait même pas à l'état embryonnaire. Ils avaient souligné dès 1845-46 dans « L'idéologie allemande » que les idées des hommes étaient « produites », au cours même de l'activité pratique de l'humanité, de la production et de la reproduction des conditions matérielles d'existence ; ils disposaient, avec la théorie des « idées-reflets », d'un schéma matérialiste suffisant pour leurs besoins immédiats ; ils se consacrèrent, pour leur part, à l'approfondissement du « savoir réel » dans d'autres branches (économie, sociologie, etc.) où l'élaboration d'une conception scientifique, donc matérialiste, était urgente au premier chef pour les besoins de l'action révolutionnaire.

« Nous considérons à nouveau les idées de notre cerveau du point de vue matérialiste », écrivait par exemple Engels (24), « comme étant les reflets des objets, au lieu de considérer les

objets réels comme les reflets à tel ou tel degré d'une idée absolue. Par là, la dialectique fut réduite à la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine — à deux séries de lois identiques au fond, mais différentes dans leur expression, en ce sens que le cerveau humain peut les appliquer consciemment, tandis que, dans la nature, et, jusqu'à présent, en majeure partie également dans l'histoire humaine, elles ne se fraient leur chemin que d'une façon inconsciente, sous la forme de la nécessité extérieure, au sein d'une série infinie de hasards apparents. Mais, par là, la dialectique de l'idée même ne devint que le simple reflet conscient du mouvement dialectique du monde réel... »

« Ainsi », écrit Naville commentant ce texte, « Engels proclame l'identité des lois de la nature et de la pensée, dans un rapport particulier, l'être déterminant la pensée. Il en découlait évidemment que ce rapport ne pouvait être qu'un rapport de connexion, de causalité, c'est-à-dire de production. Malgré cela, Engels maintient l'expression « reflets », et parle de « deux séries » de lois identiques, c'est-à-dire en quelque mesure parallèles. » (25).

La théorie des idées-reflets ne peut donc être acceptée que comme un pis-aller, par lequel tend inéluctablement, si l'on n'y prend soigneusement garde, à se réintroduire le vieux dualisme entre la pensée et le monde, aussi bien d'ailleurs que dans le matérialisme métaphysique, car si « la pensée est au cerveau comme l'urine est aux reins » il faut alors conclure que la pensée est une substance spécifique produite par le cerveau ; comme il ne s'agit pas d'un produit chimique, comme c'est le cas pour l'urine, l'expérience ne pouvant qu'indiquer les transformations physico-chimiques qui accompagnent « l'acte de pensée », il s'agirait donc d'une substance hétérogène à l'univers matériel. Il n'en va guère mieux avec la théorie du reflet, même si, comme Engels et Lénine l'ont souligné, il ne s'agit nullement d'un « reflet automatique ». Car dans quel miroir apparaîtrait ce reflet ? Dans la « conscience » évidemment, répondront les philosophes qui en ont toujours fait leurs choux gras — conscience dont l'étude est l'objet de « l'introspection » ; et nous voilà de nouveau munis d'un « monde intérieur » et d'un « monde extérieur » !

Comme le remarque Naville par ailleurs, le mot conscience est employé dans des acceptions nombreuses et variées : « Par exemple, lorsqu'on parle d'un travailleur conscient, de conscience de classe, de conscience historique, conscience est ici l'équivalent de reconnaissance et clarté des mobiles et des motifs de l'action socialement déterminée » (26) ; autrement dit, conscience est ici synonyme de connaissance, dans un certain domaine, de compréhension des rapports sociaux et historiques objectifs.

Il n'en va pas de même de la conscience psychologique qui fait ici l'objet de la critique. La seule voie dans laquelle on peut échapper au dualisme de l'« intérieur » et de l'« extérieur » consiste à procéder comme dans les autres domaines de la science, à n'étudier que des faits observables, c'est-à-dire ici des faits de comportement.

« C'est pourquoi », écrit Naville, « il ne faut pas hésiter à reconnaître la valeur de la dialectique matérialiste des thèses behavioristes qui marquent une rupture salutaire en psychologie avec tout subjectivisme plus ou moins déguisé. Certes, elles ont eu des précédents... Mais ce n'est qu'aux alentours de 1915-1920 qu'elles ont été formulées dans toute leur rigueur par Watson. D'autre part, ces thèses doivent être placées dans un contexte historique et scientifique très différent de celui où elles ont pris naissance, et l'on ne saurait accepter sans réserves toutes les conclusions formulées par ses premiers défenseurs. Il n'en reste pas moins qu'elles ont annoncé une nouvelle époque dans l'étude du comportement humain... Le point fondamental de la thèse behavioriste, c'est que le comportement humain résulte entièrement de conditionnements matériels, et qu'il n'existe donc dans l'être humain aucune substance particulière dénommée conscience, sphère mentale, psychisme ou autrement. C'est dire qu'il n'y a point d'absolu subjectif, et que ce que nous dénommons sujet n'est qu'un objet considéré comme le siège de

réactions particulières. Ce qu'on appelle « faits psychiques », ce sont donc simplement des faits de comportement, d'un comportement qui diffère qualitativement de celui des objets non humains, mais seulement au sens où la qualité intervient dans des interconnexions du mouvement dialectique. » (27)

Ce n'est pas ici le cadre de poursuivre une étude détaillée de ces conceptions pour lesquelles nous renvoyons aux ouvrages déjà cités, ainsi qu'à « La psychologie, science du comportement », du même auteur. Ce n'est pas le lieu non plus de la soumettre à une critique détaillée qui tomberait d'ailleurs sous le coup de cette remarque de l'auteur : « Aujourd'hui, un critique en matière de physique ou de chimie sera difficilement pris au sérieux s'il n'est lui-même un praticien dans ces domaines. Mais, en psychologie, nombreux sont les critiques qui se contentent d'une bibliothèque pour tout instrument de travail » (28), alors qu'un immense matériel expérimental a déjà été amassé par les méthodes convergentes de l'analyse des réflexes conditionnés, de la psychologie génétique chez l'enfant, etc.

Relevons néanmoins ce point qui nous paraît essentiel : il résulte de la psychologie du comportement que les possibilités de l'être humain adulte sont déterminées autant par le conditionnement par le milieu (milieu social, qui est lui-même le produit de l'activité humaine au cours de l'histoire de l'humanité tout entière), y compris l'éducation, que par des facteurs héréditaires qui n'ont, en l'espèce, pas varié depuis 40.000 ans. C'est dire que cette théorie ouvre les perspectives les plus optimistes sur les possibilités de développement ultérieur de l'homme dans une société socialiste.

Néanmoins, et pour des raisons sociales sur lesquelles nous reviendrons plus loin, la possibilité même de constituer définitivement la psychologie comme science — au sens où la chimie s'est constituée comme science après Lavoisier, par exemple — avant la réalisation du socialisme, cette possibilité nous paraît discutable. Il nous semble douteux qu'elle puisse, jusque-là, dépasser le stade des matériaux préparatoires, des études partielles, si fructueuses soient-elles.

#### DES MECANISMES QUI N'ONT RIEN DE « MECANISTE ».

« Réduire le "type machine" aux ordres de connexions prévalant dans la physique d'Archimède, de Descartes et de Newton, alors que ces ordres ont été considérablement enrichis, assouplis, compliqués, particulièrement grâce à la chimie, la biologie et la physique mathématique, ou plutôt qu'ils sont surdéterminés à leur tour par des ordres plus complexes, c'est frayer la voie à tous les principes d'explication métaphysiques et fidéistes » (29), écrivait Naville, il y a plus de vingt ans, en conclusion d'une étude tendant à réhabiliter les « mécanismes », condamnés en bloc sous l'accusation de matérialisme vulgaire — « mécaniste ».

En fait, le prototype des machines modernes, avec leurs dispositifs dits *feed-backs*, était déjà donné dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle avec le régulateur à boules de Watt, susceptible de réduire l'énergie mise en jeu dans la chaudière d'une machine à vapeur quand il reçoit de la machine elle-même « l'information » que cette énergie dépasse l'intensité voulue. Un thermostat est un mécanisme de même espèce : ces « mécanismes » pourraient fournir à un manuel des exemples de la loi dialectique de l'action réciproque.

Ces machines fournissent un modèle des réflexes innés des êtres vivants. Des mécanismes plus complexes permettent la reproduction de comportements plus diversifiés, y compris notamment des réflexes conditionnés (acquis). Leur étude est l'objet de la cybernétique, discipline créée concurremment par des physiologistes, des psychologues et des mathématiciens. Elle constitue un nouvel exemple éclatant de ce que la solution des problèmes dits philosophiques, au sujet desquels les « spécialistes » de cette discipline ne peuvent qu'aligner une succession illimitée de mots, ne peut progresser que par la science et la technique. (Ainsi dans un autre domaine, la théorie de la relativité a réfuté de

façon définitive les concepts de l'espace et du temps introduits par Emmanuel Kant, ce qui n'empêche que les philosophes, forts de leur droit d'état à l'ignorance, continuent à en disserter.)

Que le comportement de ces incontestables machines que sont les grands ordinateurs, ou encore les « animaux électroniques », obéissent aux mêmes lois que celui des animaux et de l'homme, ne peut plus être contesté sérieusement aujourd'hui. Citons seulement ici cette conclusion d'un article de F. Criqui, dans la revue « Atomes » de juin 1958, d'autant plus instructive que l'auteur, qui semble tout ignorer de l'existence d'une psychologie matérialiste, désirerait visiblement conserver une petite place au « moi intérieur », conclusion intitulée « Une nouvelle version des "animaux-machines" » :

« ... Il souvient sans doute au lecteur de ces fameuses tortues électroniques de Grey Walter, ces êtres factices dont les yeux furent des cellules photoélectriques, les nerfs des fils électriques, les muscles des moteurs. Ces tortues-machines, convenons-en, se comportaient, sous bien des rapports, comme de vrais êtres biologiques. Elles se promenaient au hasard des excitations, s'endormaient lorsque rien ne les stimulait, contournaient des obstacles et allaient se ravitailler lorsqu'elles se sentaient le ventre creux, c'est-à-dire lorsque les charges de leurs accus étaient sur le point de s'épuiser. Si on les plaçait devant un grillage derrière lequel on disposait un appât sous la forme d'une source lumineuse, ces animaux électroniques se comportaient comme la plus biologique des poules placée dans une situation similaire, c'est-à-dire qu'ils firent interminablement la navette, cherchant désespérément à atteindre l'appât.

Or, j'ose affirmer que les organismes électroniques ne sont pas seulement des joujoux spectaculaires, mais présentent un réel intérêt scientifique en ce sens qu'ils peuvent nous aider à mieux comprendre les mécanismes de certains comportements élémentaires de l'animal et de l'homme. Des études de ce genre permet-

traient pour le moins de délimiter progressivement le domaine de l'esprit par élimination successive des processus mécanisables. Et ces derniers se sont révélés beaucoup plus nombreux qu'on ne le supposait tout d'abord. Dès à présent, on sait, grâce aux progrès de l'électronique, que bon nombre d'activités mentales, dont on pensait naguère qu'elles devaient relever des formes supérieures de l'activité spirituelle, peuvent en réalité être traduites en processus techniques. Le biologiste, comme le psychologue, ne saurait rester indifférent à ces nouvelles perspectives.

Avec les ordinateurs électroniques, la machine devient même capable de prendre des décisions logiques, et cet extraordinaire résultat est obtenu grâce à des mécanismes qui ont été conçus sur le modèle des réflexes conditionnels.

Dans les réflexes conditionnels qui constituent la base du processus de l'apprentissage, la réaction est déclenchée non plus par l'excitant principal mais par un stimulus principal qui lui est associé... Le réflexe conditionnel représente en quelque sorte une forme supérieure du réflexe simple, une première tentative vers l'abstraction, un premier pas vers la pensée, de sorte que l'on est en droit de se demander s'il ne faudra pas consentir un jour aux machines le qualificatif « intelligent » que certains hésitent encore à accorder à l'animal... »

On le voit, la cybernétique, qui étudie le comportement des machines modernes, des nouveaux « mécanismes », susceptibles de modifier leur propre fonctionnement pour tenter d'atteindre un objectif inné ou acquis, viennent puissamment contribuer à l'édification d'une psychologie scientifique débarrassée des derniers vestiges de la métaphysique des « facultés de l'esprit ». Le champ que Marx et Engels devaient encore concéder, à leur corps défendant, à la philosophie s'en trouve réduit d'autant — du « savoir réel » prend la place, une fois encore, des alignements de mots.

(A suivre.)

GÉRARD BLOCH.

(1) Si, dans un pays comme l'Angleterre, la décomposition du stalinisme a permis à d'authentiques intellectuels communistes de réintégrer leur vocation et d'entreprendre au tout premier rang la défense du marxisme contre ses falsificateurs bourgeois, réformistes et stali-niens — nous pensons à Peter Fryer, John Daniels et leurs camarades, les collaborateurs de « Labour Review », dont nous ne saurions trop recommander la lecture — en France, par contre, après 30 ans de développement ininterrompu du monolithisme de l'appareil, nous n'avons vu surgir jusqu'à présent qu'un Hervé... ou qu'un Lefebvre.

(2) Œuvres Philosophiques, traduction Molitor, T. IV, pp. 44-45 (cité par Naville, « Psychologie, marxisme, matérialisme », p. 21).

(3) « Anti-Dühring », éd. Sociales, p. 124.

(4) Lefebvre O.C., p. 23.

(5) Idem, p. 23.

(6) Idem, p. 10.

(7) Lefebvre emploie constamment le terme : marxistes, sans guillemets, pour désigner les stali-niens.

(8) « Problèmes Actuels », p. 5.

(9) Idem, p. 33 en note.

(10) Idem, pp. 25-26.

(11) Idem, p. 115.

(12) S'il reconnaît un instant que « le phénomène improprement nommé stalinisme relève de l'histoire et de cette science qu'il nia : la sociologie », c'est pour s'empresse d'ajouter « qu'on ne trouvera ici ni une étude historique ni une sociologie du stalinisme », et rechercher les germes des « erreurs » du chef défunt dans son œuvre de 1906, « Anarchisme et socialisme » ! Le même Lefebvre, hier encore, ne tarissait pas d'éloges sur la contribution géniale du « dogmatique brutal » à l'étude de la linguistique...

(13) Idem, pp. 8-9.

(14) « Théoriquement », écrit-il sans rire « l'Etat administratif... n'existe plus en Yougoslavie » (p. 32).

(15) Idem, p. 77.

(16) Idem p. 126.

(17) Nous utiliserons notamment : « Psychologie, Marxisme, Matérialisme », « Introduction générale à la "Dialectique de la Nature" » d'Engels, et « De l'Aliénation à la Jouissance ».

(18) Idem, p. 93.

(19) « Matérialisme et empiriocriticisme », Editions Sociales, p. 92.

(20) « L'idéologie allemande », 1<sup>re</sup> partie (Œuvres philosophiques).

(21) « Problèmes actuels du marxisme », p. 91.

(22) « Œuvres philosophiques », trad. Molitor, T. VII, p. 252, cité par Naville, « Psychologie, marxisme, matérialisme », pp. 219-220.

(23) « Anti-Dühring », éd. Sociales, p. 57.

(24) « Ludwig Feuerbach », éd. Sociales, p. 34.

(25) « Psychologie, marxisme, matérialisme », p. 186.

(26) Idem, p. 226.

(27) « Introduction générale », p. 84-85.

(28) « Psychologie, marxisme, matérialisme », p. 6.

(29) Idem, p. 136.

# Notes de lecture

SUR L'OCTOBRE POLONAIS

**KONRAD SYROP** : « Spring in October. The story of Polish Revolution 1956 ».

L'ouvrage de M. Syrop est le premier qui ait eu l'ambition de retracer l'histoire de la révolution polonaise d'octobre 1956, « le printemps en Octobre ». L'auteur, Anglais d'origine polonaise, est bien documenté. Néanmoins l'ouvrage est rapide et parfois superficiel : un bon récit, manquant pourtant d'analyses et d'explications sérieuses.

M. Syrop décrit d'abord, et à juste titre, ce qu'il appelle « le legs de la haine » : le comportement russe vis-à-vis de la Pologne en 1939, et les massacres comme celui de Katyn, l'héroïque insurrection de Varsovie à laquelle l'armée russe de Rokossovski n'apporta, sur l'ordre de Staline, aucun secours, tandis que les S.S. l'écrasaient dans le sang. On aurait aimé trouver ensuite des chapitres sur l'histoire intérieure de la Pologne, allant plus loin que les querelles entre gouvernement de Londres et gouvernement de Varsovie. En particulier, il eût été souhaitable d'ébaucher au moins une peinture de la société polonaise sous l'égide de la bureaucratie russe : la presse polonaise de l'époque de la déstalinisation fournissait pour cela un excellent matériel que M. Syrop semble avoir négligé. C'est dommage car, mises à part les exactions et les crimes de la police politique — un aspect non négligeable, certes — on saisit mal les griefs des différents groupes sociaux et notamment ceux des travailleurs dans les usines militarisées, sous une discipline de fer.

Cette insuffisance d'analyse conduit M. Syrop à donner un rôle de premier plan aux révélations faites ensuite à Radio Europe Libre par l'ancien chef de la police politique polonaise, Josef Swiatlo, qu'il appelle « le Béria polonais ». Certes, les révélations de Swiatlo ont été largement connues et il n'est pas inintéressant de savoir qu'elles éclaircissaient en fait tous les dirigeants communistes polonais, à l'exception du seul Gomulka, lui-même illustre victime de Swiatlo. Mais en ce domaine, d'autres révélations officielles ont sans doute eu plus de poids pour la prise de conscience des militants, notamment la réhabilitation de la direction d'avant guerre du P.C. polonais assassinée tout entière sur l'ordre de Staline. M. Syrop résume convenablement les campagnes de presse des organes révolutionnaires comme « Po Prostu » et « Nowa Kultura ». Mais il ne montre pas en quoi celles-ci s'appuient sur une critique de la société polonaise et une dénonciation de la bureaucratie, faite du point de vue des travailleurs et au nom d'un marxisme authentique, débarrassé des scories du catéchisme stalinien. On voudrait aussi comprendre pourquoi, si tôt, les cadres de l'appareil stalinien ont été acquis à la « déstalinisation » : cela est impossible sans une analyse de la montée des masses qui est la cause directe de ce mouvement de libéralisation et qui a pourtant été fort bien décrite dans « Nowa Kultura » par Godzik, le jeune dirigeant des communistes de l'usine Zeran.

Le récit des émeutes de Poznan (juin 1953) est bon : on y retrouve, pris sur le vif, tous les traits qui marqueront l'insurrection des travailleurs hongrois : les revendications ouvrières méprisées par d'arrogants bureaucrates, la manifestation où les travailleurs prennent conscience de leur force, retrouvent le chemin de la lutte de masses, les

combats aux premiers rangs desquels se trouvent les ouvriers de la jeune génération, communistes compris, l'instinct des travailleurs qui les porte d'abord à l'assaut des immeubles de la sécurité et des prisons, la fraternisation des soldats avec les ouvriers. De même, le compte rendu des procès de Poznan est bon : les révélations faites pour la première fois au grand jour sur la misère ouvrière, le courage des avocats communistes qui clouent au pilori la bureaucratie responsable de tous les maux, ont créé un choc qui a secoué la Pologne tout entière.

Malheureusement, à partir de ce moment, l'ouvrage de M. Syrop pêche à nouveau par insuffisance d'analyse. On n'y voit pas ce qui fut pourtant clairement exprimé par « Po Prostu » en octobre, savoir que deux courants distincts s'opposent en réalité au stalinisme : le courant libéral et réformiste, « despotisme éclairé », voulant libéraliser « par le haut » et dont Gomulka sera l'incarnation, et le courant « révolutionnaire », « démocrate communiste », comme s'appelaient ses partisans, et qui est incarné par la jeune équipe étudiante de Lasota et de « Po Prostu », et la jeune équipe ouvrière de Zeran autour de Godzik. Ce sont eux qui assureront en octobre la victoire de Gomulka : mais ils seront aussi les premiers frappés par le vainqueur qui, sous prétexte de réalisme, multiplie peu à peu les concessions à l'appareil dont il est aujourd'hui prisonnier. On regrettera en particulier le silence de M. Syrop sur le puissant et profond mouvement des conseils ouvriers, symbole de la lutte des travailleurs polonais contre la bureaucratie et de leur volonté d'exercer eux-mêmes le pouvoir.

P. B.

Weidenfeld et Nicolson, Londres.)

**Ottavo Plenum del Comitato Centrale del P.O.U.P.**

Les lecteurs italiens doivent à la femme de l'ex-dirigeant stalinien Reale, la traduction d'un important document, paru dans la revue théorique du P.O.U.P. « Nowe Drogi », en octobre 1956 : il s'agit du compte rendu de la session historique du C.C. du Parti Ouvrier Polonais, qui porta Gomulka au secrétariat du parti.

Une partie seulement en a été jusqu'à maintenant publiée en français par « France-Observateur » et par le B.E.I.P.I., celle qui concerne l'autocritique de Berman et les révélations sur les crimes et la toute-puissance de la police. Mais la partie proprement politique est, de beaucoup, la plus intéressante. Aucun orateur stalinien ne s'attaque à Gomulka, le « camarade Wieslaw », mais tous prennent comme cible l'organisation du parti de Varsovie et son secrétaire Staszewski, organisateur, avec Lasota et Godzik, des révolutionnaires varsoviens. Tous se plaignent que le Plenum délibère sous la pression de la rue, ce qui ne manque pas d'humour lorsqu'on se rappelle que c'est ce même C.C., délibérant, il est vrai, sur les injonctions de Staline, qui avait exclu comme traître le même Gomulka qu'il encense aujourd'hui... Contre eux, citant l'admirable mobilisation des travailleurs et des étudiants de Cracovie et de Varsovie, de Codz et d'ailleurs, les milliers de résolutions, les centaines de délégations qui déferlent sur le Comité Central, Oskar Lange rétorque : « Nous pouvons le dire avec orgueil, c'est cela, la dictature du prolétariat ».

Il est certes indubitable que le texte publié par « Nowe Drogi » n'est pas le compte rendu intégral des débats. Pourtant, même

ainsi, même tronqué, il est révélateur : le souffle des travailleurs révolutionnaires mobilisés en octobre passe sur cette salle où siègent les bureaucrates apeurés quand le bonze syndical Klosewicz se plaint que Godzik ait osé parler, à propos de l'appareil syndical, d'un « abcès purulent sur le corps sain de la classe ouvrière ». C'est lui qui passe aussi quand est évoquée devant le Plenum, cette délégation de jeunes de vingt ans, étudiants de Cracovie et travailleurs de la fonderie Lénine, qui sont ensemble venus dire au C.C. qu'ils voulaient une Pologne aux mains des travailleurs.

Ajoutons que la lecture de ce texte, deux années après l'événement, ne manque pas d'intérêt pour mesurer l'évolution des hommes : les gens de l'appareil ne tiennent pas du tout le même langage lorsque les travailleurs sont dans la rue, et lorsque, battus, ils ont baissé les bras pour un temps.

P. B.

(Feltrinelli, Milan ; traduction de Mito Reale.)

LA SOCIAL-DEMOCRATIE

**CARL E. SCHORSKE** : « German Social-democracy » (1906-1917).

Il faut souhaiter que l'ouvrage de Schorske soit prochainement traduit en français. Reposant sur des lectures extrêmement étendues et la connaissance de tous les textes politiques de la social-démocratie allemande, il éclaire parfaitement cette période cruciale de l'histoire du mouvement ouvrier.

Les dates qui limitent cette étude marquent des événements décisifs, des tournants de l'histoire ouvrière : 1905 c'est la Révolution Russe, et 1917 la scission de la social-démocratie allemande, la constitution du « Parti social-démocrate indépendant » au Congrès de Gotha. Entre les deux, une lutte historique au sein du grand parti ouvrier allemand entre le réformisme et les forces révolutionnaires.

Jusqu'en 1906, en effet, le parti social-démocrate a vécu sur une ambiguïté théorique dont les origines peuvent remonter au programme d'Erfurt : il défend toujours la révolution et le socialisme comme but final, mais c'est, de plus en plus, son programme minimum de revendications immédiates, de « réformes », qui est au premier rang des préoccupations de ses dirigeants, quoique le parti ait officiellement rejeté les conceptions « révisionnistes » de Bernstein, le théoricien du réformisme. Mais la révolution de 1905 amène un changement : elle est en effet la première révolution qui se produit sous les yeux des militants et dirigeants, et elle fait passer un souffle révolutionnaire : aux yeux de beaucoup, elle détruit le schéma d'une évolution pacifique plus ou moins consciemment adopté par tous, elle fait enfin éclater au grand jour toute la puissance de l'activité révolutionnaire du prolétariat. Par elle et après elle, les perspectives révolutionnaires jusque-là théoriques et livresques s'inscrivent dans la réalité. C'est dans son expérience que Rosa Luxembourg va puiser la matière de ses deux ouvrages : « Réforme ou révolution », « Grève générale, parti et syndicats ». 1905 marque également la fin de la stabilité sociale en Allemagne : les dirigeants syndicaux, rejetant l'attitude de « neutralité » politique qui était la leur jusque-là, inaugurent une politique d'intervention active dans le parti pour y combattre les idées et les tendances révolutionnaires.

Schorske souligne la bureaucratisation très

précoc des syndicats allemands. Pour lui, la bureaucratie de la social-démocratie est un phénomène relativement récent, qui reflète la pression croissante des dirigeants des syndicats, maîtres d'une organisation très vaste comptant une majorité d'ouvriers peu avancés, sur un parti où s'étaient jusque-là librement exprimées des tendances, et notamment celle de « gauche » des militants socialistes révolutionnaires. C'est à la même époque d'ailleurs que se marque de façon décisive, dans l'état d'esprit des militants de la gauche, l'empreinte de Rosa Luxemburg, faite à la fois d'une confiance sans limite dans la spontanéité des masses telles qu'elle les a vues se battre en Russie, et d'une hostilité farouche à la centralisation de l'organisation, comme à la bureaucratie et à l'appareil des syndicats dont le rôle réactionnaire est évident.

Fris entre ces forces divergentes, l'exécutif du parti tente de se donner le rôle d'arbitre : « il ne lui était pas possible de se détourner de la tradition révolutionnaire que venait renforcer chez les militants de base l'absence de réformes ». Il ne pouvait pas non plus préparer ses troupes à la révolution, car il était prisonnier des dirigeants des syndicats dont l'existence même était liée à l'ordre social existant. C'est dans cet effort pour tenir la balance égale et sauver l'unité du parti menacé par ces deux tendances centrifuges, que le « centre » est amené à construire un puissant appareil bureaucratique. M. Schorske pense que c'est dans la personne d'Ebert qu'il s'exprime le mieux : il nous le montre au travail, se consacrant à l'« organisation », et se tenant ostensiblement à l'écart des discussions théoriques, mais, comme une araignée au centre de sa toile, tissant, au nom de l'« efficacité », son réseau de permanents tout-puissants. C'est grâce à lui que la gauche, qui a vite conquis la majorité dans les centres ouvriers, reste en minorité, noyée dans les organisations régionales par le vote des sections de petites et moyennes villes de composition généralement petite-bourgeoise. Il faudrait pouvoir retracer ici en entier le récit de la lutte menée par l'exécutif contre l'organisation des Jeunes socialistes, dont les tendances radicales et révolutionnaires en font la bête noire des droitiers. La direction du parti refusa l'indépendance des Jeunes, au nom de « l'unité du parti » qui n'a pas besoin d'une organisation « concurrente »... M. Mollet a dû prendre des leçons chez Ebert si l'on en juge par le statut qu'il a octroyé aux J.S...

Schorske insiste également sur l'influence exercée au sein même du parti par les batailles électorales dans lesquelles il s'était lancé et qui deviennent très vite pour beaucoup de dirigeants un objectif en elles-mêmes. La droite attribue aux « excès révolutionnaires » la défaite socialiste aux élections de 1917... Et Gustav Noske — qui sera avec Ebert le bourreau de la révolution allemande de 1918-19 — prend alors des positions ouvertement pro-impérialistes qu'il justifie par le « réalisme politique » et l'efficacité parlementaire. La participation aux combats parlementaires permet l'intervention directe de la bourgeoisie dans le parti lui-même : c'est le ministre prussien de la Guerre qui fait savoir à Bebel qu'avant de croire à la bonne volonté des dirigeants socialistes, on aimerait les voir ramener à la raison les organisations de jeunes et un certain Karl Liebknecht dont l'agitation antimilitariste est par trop bruyante.

Après une analyse serrée des réactions des dirigeants sociaux-démocrates face à la guerre, du rôle réactionnaire joué dans l'Internationale par le parti allemand, Schorske étudie de très près l'évolution du parti pendant la guerre. Aux dirigeants, saisis d'abord de panique face à la répression qui semble probable, la bourgeoisie tend une

main secourable, les achetant ouvertement par l'octroi de généreux sursis d'incorporation puis la « participation » à la conduite de la guerre qui fera du sergent Noske l'ami des généraux... Face à la trahison, la gauche hésite : ses principaux dirigeants sont si attachés au parti que leur santé chancelle, que leurs nerfs craquent dans cette lutte minoritaire où la répression à l'intérieur du parti s'ajoute à celle de l'Etat bourgeois qui emprisonne et condamne. Mais la droite conserve toujours l'initiative, tant la gauche redoute l'accusation de scissionnisme. Liebknecht se justifie de son vote public contre les crédits militaires, malgré la décision du parti, car c'était pour lui le seul moyen d'en appeler à l'opinion publique « du parti ». Ni lui, ni ses amis, ne s'en iront, et c'est l'appareil qui, pour donner des gages et se dédouaner en se débarrassant de ces éléments dangereux, exclut les dirigeants de la gauche : ainsi, comme malgré eux, se trouvent-ils amenés à former le nouveau « Parti Social-Démocrate Indépendant ».

Quoique Schorske n'en étudie que la genèse, il est possible au lecteur de se faire une idée des caractères du nouveau parti. Il regroupe incontestablement — et très vite — les éléments les plus avancés du parti, l'élite de l'avant-garde ouvrière allemande. Mais sa direction est composite, formée en majorité de réformistes conséquents (Bernstein lui-même en est) qui n'ont pas renié le réformisme, mais combattent la trahison des Ebert et Noske qui font de la social-démocratie une pure et simple agence de l'impérialisme. D'autre part, et sous l'influence de la gauche, le groupe Spartakus de Luxembourg et Liebknecht, le nouveau parti, se donne une structure inorganique, à l'opposé de la centralisation bureaucratique de l'ancien. Le courant anticentraliste est si fort que même Spartakus, d'après M. Schorske, ne peut pas être considéré comme une tendance organisée à l'intérieur, encore moins comme une fraction communiste. Le culte de la spontanéité y conduit à des tendances sectaires, comme, par exemple, au rejet de tout travail dans les organisations syndicales, ce qui aura pour effet d'isoler terriblement les spartakistes à la fin de la guerre lorsque les travailleurs rejoindront en masse les organisations traditionnelles et, en premier lieu, les syndicats.

L'étude de M. Schorske est indispensable pour comprendre l'échec ultérieur de la révolution allemande, si lourd de conséquences. Inorganisés dans le parti social-démocrate indépendant, les spartakistes se retrouveront, quand ils le quitteront, à la fin de 1918, isolés de la véritable avant-garde, coupés, par exemple, de ces « Hommes de confiance » dont l'organisation, clandestine mais au sein des syndicats, a été la véritable direction du prolétariat berlinois lors des grèves de 1917 et lors de la révolution de novembre 1918. Livrés à leurs contradictions par l'abandon des révolutionnaires, centristes et réformistes du parti social-démocrate indépendant ne sauront pas, dans les semaines décisives, sortir de leur impuissance et resteront à la remorque des majoritaires de Ebert.

Tel qu'il est, un travail solide de technicien de l'histoire, sans prétentions et sans phrases, le livre de M. Schorske est une précieuse contribution à l'histoire du mouvement ouvrier.

(Harvard University Press.)

#### PIERRE NAVILLE : « La vie de travail et ses problèmes ».

La prolongation de la durée moyenne de la vie humaine depuis un siècle a eu notamment pour conséquence la prolongation considérable de la durée de la vie de travail. Cette conséquence n'a guère préoccupé les économistes. L'auteur estime pourtant que

son importance oblige à soumettre à l'analyse la « vie de travail » comme une nouvelle catégorie économique.

Il résume d'abord les conclusions de l'analyse de la journée de travail faite par Marx, et des deux formes de plus-value qui lui correspondent :

« L'analyse fait ressortir différents modes d'élasticité de la journée de travail, comprise dans sa structure sociale profonde : la journée peut simplement être allongée au-delà de sa durée « normale », mais elle peut aussi être maintenue constante, ou même diminuée, sa partie consacrée au surtravail étant allongée par rapport à celle qui fournit la contre-valeur du salaire (et d'ailleurs, mathématiquement, les deux opérations sont équivalentes, bien que socialement et techniquement elles représentent deux formes différentes d'appropriation du surtravail). Dans le premier cas, elle produit une survalue absolue, et dans le second une survalue relative.

« En somme, quelle que soit sa durée totale, le temps de travail est surtout important par sa structure, qui conditionne en fin de compte les revendications propres des différentes classes sociales. Une productivité croissante ne diminue par l'importance de ce fait, mais au contraire lui donne une signification plus étendue : elle tend en effet à augmenter la part de la survalue relative, et même à réduire presque toute la plus-value (ou survalue) produite par le travailleur à de la plus-value relative, c'est-à-dire obtenue non par allongement de la durée normale du travail, mais par son maintien ou même sa diminution absolue, tandis qu'augmente la partie consacrée à cette plus-value ».

Mais si, depuis un siècle, sous la pression des organisations ouvrières, la durée de la journée de travail a considérablement diminué — pendant, il est vrai, qu'augmentait considérablement l'intensité du travail — que la journée de travail se faisait de moins en moins « poreuse » — la durée moyenne de la vie de travail a presque doublé. De telle sorte que le nombre total d'heures de travail dans une vie, au lieu de diminuer, a augmenté en moyenne :

« Supposons une vie moyenne de travail de 30 ans, et une journée de travail moyenne de 12 heures, pour 300 jours de travail par an. On a 3.600 heures de travail par an, soit 108.000 heures pour une vie de travail entière.

Pour une durée de vie active de 50 ans, à 8 heures de travail par jour (en supposant une année toujours égale à 300 jours), on aura un total de 2.400 heures par an, soit une diminution notable, mais un chiffre global de 120.000 heures pour la vie entière, soit une augmentation. »

Ainsi, ce qui a été gagné d'un côté par la diminution de la journée de travail et la prolongation de la scolarité, a été, en quelque sorte, perdu de l'autre : « Le phénomène a une telle ampleur et une telle généralité qu'on peut même admettre que l'allongement progressif de la vie de travail a été l'une des conditions — mal aperçues vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle — qui ont permis le raccourcissement progressif (mais proportionnellement plus faible) de la journée de travail. »

L'allongement de la durée de la vie de travail n'a pas, constate l'auteur, d'incidence directe sur le taux du surtravail : « Il s'agit toujours d'un nombre X d'heures de travail, et toute heure de travail peut être considérée comme une somme de Y minutes consacrées au travail et Y' consacrées au surtravail. » Par contre, la masse de la plus-value produite par un même travailleur au cours de sa vie s'est accrue malgré la diminution de la journée de travail.

D'autre part, « les différences qualitatives de cycle entre la journée et la vie de travail

Jouent un rôle croissant dans l'emploi... L'industrie cherche à systématiser l'emploi des forces juvéniles, adultes ou vieilles, en fonction de leur énergie disponible, de façon à obtenir sur les points décisifs, la dépense d'énergie la plus intense. Sous cet angle, l'heure de travail abstrait, toujours identique à elle-même, fait de plus en plus place à la période de travail concret, variable selon les âges de la vie et les individus. Cette tendance, qui existe depuis le début de l'époque industrielle, a pris des formes nouvelles avec la contraction croissante des énergies autour de 18-30 ans, pour les femmes plus encore que pour les hommes. Les enfants, entrant plus tardivement dans la production (vers 15-18 ans au lieu de 10-12 ans), y entrent aussi plus massivement et de façon impétueuse.

Par ailleurs, pour bénéficier de cette masse de plus-value accrue au cours d'une vie de travail plus longue, il faut « des entreprises ou des institutions plus stables ». L'allongement de la vie de travail est ainsi lié, non seulement à la domination des monopoles, mais au rôle croissant de l'Etat « seule institution assez permanente et durable pour envisager l'exploitation du travail en très longue période ».

L'auteur borne à ses considérations théoriques, que nous venons de résumer, le reste de l'ouvrage étant consacré à l'analyse et à la critique du matériel statistique disponible sur « la mesure de la vie de travail », « la structure d'âge de la population active », « la structure d'âge et la répartition sociale de quelques métiers qualifiés », « la progression de l'emploi juvénile », etc. Il nous semble que l'analyse théorique mériterait d'être poussée davantage, notamment il nous paraît discutable que l'allongement de la durée de la vie de travail soit sans incidence sur la plus-value relative ; la question mériterait d'être reprise sous l'angle suivant : si, du fait de la prolongation de la scolarité, la dépense « improductive » nécessaire à l'entretien d'un enfant avant son entrée dans la production s'est accrue, le rapport entre cette dépense (dont l'équivalent est versé aux parents par exemple sous forme de sursalaire familial) et la masse de plus-value qu'il produira pendant une vie de travail dont la durée augmente vraisemblablement davantage, varie en sens inverse. En ce qui concerne les « forces de travail qualifiées » dont l'entraînement demande un temps plus long, mais dont l'usure avec l'âge est moins rapide, cette incidence est encore plus grande. De ce point de vue aussi, la tendance à l'accroissement du taux d'exploitation de la face de travail, c'est-à-dire du taux de la plus-value relative, qui est constante en moyenne et pour une période assez longue, n'est pas sans incidence (car, sous ce rapport, une vie de travail de 40 ans n'équivaut pas à deux vies de travail successives de 20 ans).

D'autres problèmes encore plus importants se posent, que l'auteur ne fait qu'effleurer, et qui sont liés aux problèmes, jusqu'à présent à peu près ignorés par les marxistes, de l'accroissement global de la population du globe. Il est évident que, dans le cadre d'une économie planifiée, l'élaboration d'un plan à longue échéance — 25 ans par exemple — devra faire entrer en ligne de compte à la fois la croissance globale de la population, l'allongement de la durée moyenne de la vie et de la durée moyenne de la vie active, enfin l'accroissement prévisible de la productivité du travail pendant la même période, et l'incidence de ces différents facteurs les uns sur les autres.

G. B.

(A. Colin, 1954, Paris.)

## R. GARAUDY : « Humanisme marxiste » (cinq essais polémiques).

L'éminent théoricien de la connaissance suivant Jdanov, et de la liberté suivant Béría, a voulu, dans cet ouvrage récent, démontrer qu'il était aussi capable qu'un hérétique à la Lefebvre, de dissertar éloquentement sur l'aliénation et autres nobles sujets. Il n'a réussi qu'à démontrer le bien-fondé du dicton russe : « L'absence de pensée est le plus court chemin d'une citation à une autre. »

Dans l'introduction, l'auteur nous retrace avec une certaine dose de naïveté son itinéraire spirituel de « fils de prolétaire », d'abord disciple de Karl Barth et de Kierkegaard, puis guidé dans son évolution spirituelle par Romain Rolland, qui allait à l'époque « de Gandhi à Lénine ». Le maître et l'élève avaient beaucoup de chemin à faire, et trouvèrent, l'un comme l'autre, moins fatigant de s'arrêter à Staline. L'auteur de « Jean-Christophe » trouva séant, lui qui, en 1917, avait refusé de cautionner Lénine lors de son départ pour la Russie dans le « train blindé », de bénir les procès de Moscou, sans doute au nom de la « non-violence ». Quant à Garaudy, son passage indolore (encore qu'il nous dépeigne ses angosses) du dogmatisme religieux au dogmatisme stalinien, est plein d'enseignements. « La victoire de la classe ouvrière » apparut à ce mauvais chrétien « comme la condition de la victoire de l'esprit... Dès lors le premier devoir de l'esprit était de lutter pour créer les conditions de la victoire de la spiritualité, le premier devoir de l'esprit était de prendre sa place et son rang dans la lutte de classes... » Ce pourquoi l'esprit, en la personne du « marxiste » Garaudy, « prit sa place et son rang » dans l'appareil stalinien, parangon de spiritualité s'il en fut.

La philosophie stalinienne, en tant que dogmatisme idéaliste centré sur une véritable théocratie de l'appareil, mériterait une étude à part. L'ouvrage de Garaudy en fournit néanmoins une illustration remarquable. Pour lui, la philosophie, l'économie, la révolution, ce sont des catégories (« la philosophie et la révolution sociale ont un objectif commun : mettre fin à l'aliénation — quelle heureuse rencontre ! ») qui ont toutefois un lieu géométrique commun, l'appareil : « la philosophie devient affaire de parti ».

Le premier et le principal essai apparaît d'abord comme un exercice de mauvais élève sur le thème de l'aliénation, avec d'innombrables citations de Marx, mêlant dans le plus grand désordre les textes de 1844 ou même de 1842, aux citations du Capital.

Mais bientôt le stalinien montre le bout de l'oreille : « Une forme nouvelle du mouvement historique, avec de nouvelles voies de développement : le communisme », succédera au capitalisme, nous dit Garaudy. Quelles sont ces lois, que Marx et Engels, pour qui le communisme constituait « un saut dans le royaume de la liberté », avaient ignorées — mais que, il est vrai, Staline dans sa dernière œuvre « géniale » prétendait définir ? L'auteur ne nous en énoncera qu'une, celle qui assure la permanence de la bureaucratie : « Cette dépossession de l'humanité trouve son expression suprême dans la situation de l'ouvrier. Cette situation est caractérisée par la place qu'assigne à l'ouvrier la division du travail. Il est bien entendu qu'il s'agit de la division du travail dans une société de CLASSES (souligné par l'auteur). Ce qui engendre l'aliénation, ce n'est pas la simple organisation TECHNIQUE (id.) du travail : la déshumanisation et les illusions qui en résultent naissent de l'exploitation, au profit exclusif d'une classe, de cette technique et de cette division du travail. Dans un régime communiste, le travailleur peut accomplir une fonction parcellaire sans devenir un

homme parcellaire mutilé, en raison de sa participation créatrice à la gestion de l'entreprise et de l'ensemble de la vie sociale, de son éducation « polytechnique », de sa participation à la culture, etc. » (p. 36). Autrement dit, dans le « régime communiste », le balayeur sera toujours balayeur, le manoeuvre manoeuvre, et M. Garaudy philosophe ; mais le balayeur et le manoeuvre auront le privilège de lire les œuvres de M. Garaudy, ce qui ne manquera pas de leur faire toucher du doigt la « victoire de la spiritualité ».

Même M. Garaudy ne peut ignorer qu'Engels (notamment dans « l'Anti-Dühring ») comme Marx (dans « Le Capital », dans la « Critique du programme de Gotha ») et dans toute son œuvre, ont démontré que la division du travail, bien loin d'être une question d'organisation technique, après avoir été la source de la première division en classes de la société, avait, à chaque étape du développement historique, reçu l'empreinte du mode de production dominant, et était destinée à disparaître avec la dissolution des antagonismes sociaux dans la société communiste. Voici par exemple comment s'exprimait Marx dans un texte célèbre :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu, non seulement moyen de vivre, mais même le premier besoin de l'existence ; quand, avec le développement en tout sens des individus, les forces productives iront en s'accroissant, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

M. Garaudy connaît ce texte ; mais il connaît aussi la « dernière œuvre géniale » de feu Staline : « Les problèmes économiques du socialisme », dans laquelle celui-ci « démontre » qu'une certaine division du travail, quoique « non essentielle » (!) subsisterait, même dans la phase supérieure de la société communiste, entre « travail manuel et travail intellectuel ». Pour le Vojd, comme pour ses disciples, il va de soi que la division entre « dirigeants » (baptisés pour la circonstance « intellectuels ») et « dirigés » est évidemment éternelle.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul passage où, entre deux citations, Garaudy révèle la curieuse conception qu'il se fait de la « fin de l'aliénation ». C'est ainsi que, pour lui, « l'abolition de l'opposition entre la ville et la campagne » se traduit en ces termes : « Il devient en effet possible, dans les conditions actuelles de la technique, de mettre fin à la stagnation artisanale de la vie agricole, et d'entraîner tous les travailleurs de la terre dans le courant des plus larges pré-occupations techniques, intellectuelles, humaines », autrement dit, le communisme « la campagne, c'est l'industrialisation de l'agriculture, tout au plus les « agrovilles », autrefois chers à N. Khrouchtchev. Du « déclin des grandes villes », annoncé par Engels, autrement dit de la véritable abolition de l'opposition entre la ville et la campagne, M. Garaudy semble tout ignorer.

Nous ne le suivrons pas dans la suite de cet essai, où il se livre à un flirt écorçant avec le E. P. Bigo (sic) qui « a le mérite d'avoir aperçu trois aspects essentiels du marxisme », parmi lesquels, bien sûr, celui-ci : « Le marxisme est un humanisme ».

Le second essai : « Dialectique de la nature et matérialisme », prétend répondre à l'énorme ouvrage du R.P. Calvès, « La pensée de Marx ». (Soit dit en passant, il y aurait une étude au plus haut point instruc-

tive à faire sur l'affinité instinctive des hiérarches de l'appareil de Moscou avec ceux de l'Eglise de Rome. C'est ainsi que « tout naturellement » les prêtres ouvriers devenus responsables de la C.G.T. organisaient naguère avec zèle l'exclusion des ouvriers révolutionnaires.) Il met en œuvre, à cette fin, une nouvelle collection de citations, où celles de Hegel sont à peu près sur le même plan que celles de Marx. On ne s'étonnera donc pas de le voir en passant dénoncer « les matérialistes français du XVIII<sup>e</sup> siècle », dont « la conception de la nature est contradictoire avec la notion même de dialectique ». Fort heureusement « entre les matérialistes français du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'œuvre de Marx et d'Engels, il y a en Kant, Fichte, Hegel ». Nous voulons bien croire que Garaudy est plus près de Hegel, inventeur génial de la dialectique, certes, mais théoricien de l'Etat absolutiste, que de Lénine, pour qui « Diderot arrivait presque aux vues du matérialisme moderne », après quoi Lénine cite longuement le chef de file des Encyclopédistes dans l'introduction à « Matérialisme et Empirio-criticisme ».

On se demande ce qui sépare Garaudy du R.P. Calvès, quand on lit d'ailleurs, sous la plume du premier nommé, cette curieuse affirmation : « Lorsque le matérialisme définit la matière : ce qui existe en dehors de nous... » (p. 130). Et en avant pour le bon vieux dualisme ! Ce qui existe « en nous », et qui, d'après M. Garaudy, ne saurait donc faire partie de la matière — c'est évidemment la « victorieuse spiritualité » chère à notre « philosophe de parti ». Le R.P. Calvès, lui, appellerait ça tout simplement le « monde intérieur ».

On s'attendrait d'ailleurs, dans un travail sur la « dialectique de la nature », à une analyse du « savoir réel », c'est-à-dire des acquisitions de la science moderne. L'apôtre du « point de vue de parti en physique, etc. », ne tente dans ce domaine qu'une brève incursion, ce qui donne notamment : « Cette molécule se décompose en un noyau autour duquel gravite un électron » (p. 133). M. Garaudy n'a évidemment pas attendu parler de l'atome, à moins que le « point de vue de parti », dernier cri, ne soit d'identifier atome et molécule ? On comprend qu'il préfère se réfugier en toute hâte dans le maquis des citations.

Le troisième essai, un débat avec Sartre pompeusement baptisé « Dialectique et liberté », fait penser au classique duo du prestidigitateur et de son compère, choisis « au hasard » dans la salle. Nos deux « philosophes » sont d'accord pour identifier la classe ouvrière française à l'appareil du P.C.F. ; aussi Garaudy n'a-t-il pas de peine à démontrer à Sartre qu'il est le plus conséquent des deux, et à mettre en contradiction ses écrits récents avec des affirmations antérieures. Trouvant le stalinisme peu fécond, Sartre décrète : « Le marxisme est arrêté ». Que non pas, réplique Garaudy : « C'est face au péril fasciste en 1934 que s'élaborent la théorie et la pratique du Front Populaire, l'une des plus importantes contributions du parti communiste français au développement du marxisme-léninisme, à partir d'une analyse concrète précise de la réalité nationale française ». L'objectivité historique, autant que le respect de la hiérarchie, devrait pourtant induire Garaudy à attribuer à Staline et à Dimitrov la paternité de cette « importante contribution »...

L'essence de la liberté des travailleurs hongrois — Garaudy ne nous le cache d'ailleurs pas, c'est l'intervention des tanks russes à Budapest. Il convient de défendre cette liberté contre les « libéraux », c'est-à-dire le « mendessisme, le parti socialiste, la Nouvelle Gauche et leurs variantes » (p. 222), qui «... acceptent du marxisme tout, sauf l'essentiel : la théorie et la pratique de la dictature du prolétariat » (p. 223). « C'est une

tâche permanente des partis communistes et ouvriers de démasquer et de combattre le libéralisme en montrant sa signification de classe contre-révolutionnaire et antiprolétarienne » (p. 224). Avis aux « réalistes » de l'U.G.S., toujours si « compréhensifs » pour les dirigeants stalinien ! Mais ces messieurs sont incorrigibles. Demandons plutôt à M. Garaudy, sans trop espérer de réponse, quand et où le parti communiste français a mené ce combat acharné pour la dictature du prolétariat — et comment il se fait, au contraire, qu'il multiplie les avances aux véritables libéraux bourgeois, aux mendessistes, et même à cet authentique libéral, M. Bourguès-Maunoury, qu'il convient pourtant de « démasquer et de combattre en permanence » ? Au reste, le lecteur a compris : la « dictature du prolétariat » qui est, pour M. Garaudy, « l'essentiel », c'est le pouvoir de la caste bureaucratique privilégiée en U.R.S.S., et de ses satellites hongrois, roumains, etc. Et notre « philosophe » précise sa pensée : « Les libéraux », qu'il convient de démasquer, ce sont ceux qui se livrent à un « travail de désintégration interne dans les P.C. », c'est-à-dire les Polonais, les Yougoslaves, l'opposition ouvrière de 1921, Kropotkine, les partisans des conseils ouvriers (M. Garaudy ignore évidemment qu'en russe cela se dit *soviet*), etc.

Après cette étonnante démonstration de sa capacité d'amalgame, M. Garaudy nous parle des intellectuels, et entreprend une défense quelque peu embarrassée il est vrai, du Jdanovisme, de « la position de parti » dans les sciences. Il procède désormais par aphorismes : « Le point de vue de la bourgeoisie, c'est l'aliénation, le point de vue de la classe ouvrière est celui de la pratique » (p. 261). Armé de ce critère décisif, il n'en doit pas moins reconnaître que « les discussions récentes sur la génétique, sur la physique quantique, sur la relativité, ont montré la difficulté de l'entreprise ».

La conclusion, digne de tout l'ouvrage, nous fait passer en quinze pages, sous le titre : « Qu'est-ce qu'un parti ouvrier révolutionnaire ? », du point de vue de Marx en 1851 aux 21 conditions de l'I.C., en passant par la « révolution par en bas », curieusement incarnée par Proudhon, pour conclure sur la défense du « centralisme démocratique » incarné bien entendu par l'intervention russe en Hongrie, en Hongrie où « des ouvriers ont été entraînés à la remorque de la contre-révolution » (p. 299). Et voici la quintessence de l'humanisme, de la dialectique, de l'aliénation et de la liberté garaudistes : « Les ennemis du socialisme, et aussi des gens trompés, demandaient (à propos de la Hongrie) : « Où est donc la classe ouvrière ? ». La classe ouvrière est là où un homme ou un groupe d'hommes a conscience de la mission historique de la classe ouvrière et se « bat pour l'accomplir ». Aïnsi, la « classe ouvrière » — le concept de la classe ouvrière, et, avec lui, sans aucun doute, la « spiritualité victorieuse » — était donc du côté des tanks russes mitraillant les ouvriers en chair et en os, sur l'ordre « d'un homme », Khrouchtchev, évidemment « conscient de sa mission »...

G. B.

(Editions Sociales, décembre 1957, Paris.)

#### BENNO SAREL : « La classe ouvrière d'Allemagne orientale ».

Benno Sarel vient de publier un livre fort intéressant sur la classe ouvrière d'Allemagne orientale depuis 1945. L'évolution des rapports sociaux et politiques en Allemagne orientale est analysée en partant des masses, de leurs aspirations et de leurs besoins. L'histoire n'est pas envisagée du point de vue de l'image déformée, faussée, qu'en donnent les stalinien (ou les idéologues de l'impérialisme). Les contradictions inconciliables entre les masses et l'appareil

de la bureaucratie stalinienne sont mises à nu ; et, en même temps, l'attitude contradictoire des travailleurs avec le régime est soulignée. Hostilité à l'égard des bureaucrates, bien évidemment, mais tendant à quelle solution ?

Plusieurs milliers de jeunes participants du Rassemblement de 1954 s'en allèrent visiter Berlin-Ouest. On leur prépara des réceptions ; mais ils n'étaient pas venus pour se contenter du dîner offert par les autorités occidentales, ils étaient venus pour discuter.

« Et, après avoir posé un problème insoluble à leurs propres chefs, les jeunes de l'Allemagne de l'Est laissèrent tout désemparés les dirigeants des organismes occidentaux venus pour les recevoir. »

Le sens des aspirations des travailleurs d'Allemagne orientale a été manifesté sans équivoque lors de la révolte de juin 1953, qui a rétenti, non seulement pour le mouvement ouvrier allemand, mais pour tous les travailleurs d'Europe orientale, comme le signal des possibilités, ouvertes à nouveau, de lutte contre la bureaucratie sur leur propre programme de classe. Poznan, Budapest, s'inscrivent directement comme les étapes d'une action révolutionnaire qui culmine avec l'héroïque révolution des conseils ouvriers hongrois, réprimée par les tanks russes en novembre 1956. Benno Sarel signale le programme du Comité central de grève de Bitterfeld, adressé en juin 1953 au « soi-disant gouvernement démocratique allemand » et dans lequel, parmi des revendications confuses, émergent les deux premiers points :

- 1° Démission du gouvernement.
- 2° Constitution d'un gouvernement provisoire composé de travailleurs progressistes.

Sarel note plus loin, à juste titre, que, si l'insurrection de Berlin-Est n'avait pas été réprimée par les tanks russes, elle aurait évolué naturellement vers l'institution de Conseils démocratiques se substituant au pouvoir bureaucratique. C'est ce que pourraient parfaitement les autorités américaines de Berlin-Ouest, qui refusèrent aux délégués de l'insurrection la possibilité de lancer un appel depuis le poste de radio situé dans leur secteur. De même, les « délégués ouvriers de l'Est qui parcoururent le secteur occidental, frappant aux portes, sollicitant les autorités d'occupation, les syndicats (dirigés par des sociaux-démocrates), demandant de l'aide, des armes, une grève de solidarité, se virent opposer un refus. »

En octobre-novembre 1956, la révolution hongroise se débattit avec des problèmes identiques. Les impérialistes et les appareils réformistes liés à l'impérialisme, prodiguèrent discours et articles, mais laissèrent les Russes écraser la révolution tout en continuant à masquer son authentique visage prolétarien. Le front unique contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne se réalisa automatiquement à Berlin et à Budapest, comme il s'était réalisé à Yalta et à Postdam.

Benno Sarel a réussi à montrer comment les ouvriers, pour résister à la bureaucratie, se sont saisis de tout ce qui était à leur portée, y compris toute une série de dispositions et de formes d'organisation conçues par les bureaucrates pour atomiser leur conscience. En particulier, les syndicats qui, intégrés totalement à l'Etat, devenaient, à la base, sous la pression des masses, des organes de résistance à l'état bureaucratique. Ainsi, en 1954 :

« Dans bien des usines, on demande la réélection du Comité syndical, et, assez généralement, on l'obtient. Or, bien souvent, les comités de grève du 17 juin continuaient à subsister clandestinement, et ce sont justement les membres de ces comités qui

pénétrèrent dans la direction syndicale des entreprises. Début d'organisation, indépendance qu'il n'est pas rare de voir déboucher sur des exigences politiques générales. Dans certaines entreprises, on exige la dissolution du groupe du parti ; ailleurs, les ouvriers déclarent : "Le parti n'a rien à chercher au sein du syndicat... (ce dernier doit s'opposer au parti)". »

De même, avant juin 1953, les syndicats, dans une certaine mesure, ont exprimé les besoins de la base, et reflété la forme élémentaire d'une prise de conscience qui a trouvé son expression directe dans l'insurrection de Berlin-Est. Cela démontrerait que les staliniens, en Allemagne orientale, n'ont pas réussi à subordonner totalement le syndicat à l'Etat, et, dans ce sens, la réaction ouvrière à leur égard a été différente de celle qui s'est manifestée en Pologne ou en Hongrie, où les travailleurs en lutte ont cherché à détruire l'appareil syndical (devenu simple rouage du pouvoir bureaucratique), cela en vue de reconstruire de bas en haut de véritables syndicats.

Si Benno Sarel a cherché, et a réussi dans une large mesure, à traduire l'évolution historique en termes de conscience, il nous semble avoir buté sur un problème de fond de la plus haute importance. Il s'agit des rapports entre gestion ouvrière et planification. Pour Sarel, il semble que gestion ouvrière et socialisme soient deux notions

équivalentes. Ce qui l'amène à ne voir dans la « centralisation » que l'expression d'un besoin de la bureaucratie. S'il est correct de prendre les rapports de production dans une usine, un atelier, pour saisir la réalité de la vie quotidienne du travailleur allemand face au régime bureaucratique et à son expression dans une usine, ce critère est absolument insuffisant pour juger la nature des rapports de production existant à l'échelle de la société dans son ensemble.

Le développement des forces productives exige à notre époque à un certain point de vue, une centralisation poussée, sans laquelle une planification n'est pas possible. C'est un problème qu'on ne saurait éviter. Refuser de poser ce problème sur un terrain révolutionnaire, c'est, de fait, laisser l'initiative de le résoudre à la bureaucratie stalinienne, en fonction de ses intérêts parasitaires. Si la centralisation de l'économie (la planification) est une condition indispensable de la réalisation du socialisme, on ne saurait lui opposer la « gestion ouvrière de l'usine » (le socialisme devenant l'addition d'entreprises gérées chacune par les travailleurs), utopie proudhonienne datant de l'époque d'une production à caractère artisanal.

Le problème à résoudre est d'assurer le contrôle ouvrier sur la planification, un contrôle ouvrier qui, partant d'en bas, donne sa contrepartie démocratique à la

« centralisation » ; c'est d'assurer la démocratie dans les décisions économiques qui seront appliquées de façon centralisée, dans l'élaboration du plan.

Il est vrai que c'est là un problème difficile, car, tant que le développement économique n'aura pas été à même d'assurer la satisfaction intégrale des besoins des hommes et, par là même, la dissolution de l'Etat, c'est-à-dire tant que « l'administration des choses » ne se sera pas substituée à « l'administration des hommes », on ne saurait en éviter les dangers en se réfugiant dans l'illusion que les méfaits du bureaucratisme peuvent être supprimés par la gestion utopique de chaque usine par les ouvriers qui y travaillent. L'Etat centralisateur est donc une nécessité transitoire, un mal relatif dont il est impossible de se passer. Le mal absolu n'est pas la centralisation. C'est le stalinisme assurant la centralisation à son profit (bureaucratiquement).

Le livre de Benno Sarel a l'avantage de nous fournir nombre d'éléments, de faits et d'analyses, qui nous prouvent que la centralisation (planification) démocratique peut être assurée par le contrôle à partir de la base, organisé par les conseils ouvriers, expression démocratique des travailleurs.

(« Les Editions Ouvrières »,  
1953, Paris.)

# SERVICE DE LIBRAIRIE

## ŒUVRES DE MARX ENGELS LENINE

### MARX-ENGELS :

|  |         |
|--|---------|
| Manifeste du Parti Communiste .....              | 100 Fr. |
| Critique des programmes de Gotha et Erfurt ..... | 250 >   |
| Etudes philosophiques .....                      | 300 >   |
| Sur la littérature et l'art .....                | 800 >   |

### KARL MARX :

|  |       |
|--|-------|
| Misère de la philosophie .....                             | 200 > |
| Travail salarié et capital. Salaire, prix et profits ..... | 260 > |
| Les luttes de classes en France et le 18 brumaire .....    | 600 > |
| Contribution à la critique de l'économie politique .....   | 800 > |
| Salaire, prix et profit .....                              | 100 > |
| Le Capital (en 8 volumes) :                                |       |
| Livre I : Tomes 1, 2, 3 chaque tome                        | 550 > |
| Livre II : Tomes 1, 2                                      | 550 > |
| Livre III : Tome 1, seul paru .....                        | 800 > |
| La guerre civile en France .....                           | 200 > |
| La guerre civile en France (gde édition)                   | 750 > |

### F. ENGELS :

|  |       |
|--|-------|
| La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne ..... | 500 > |
| La question du logement .....                            | 200 > |
| Anti-Dühring .....                                       | 950 > |
| Le rôle de la violence dans l'histoire ..                | 200 > |
| Ludwig Feuerbach .....                                   | 60 >  |
| La question paysanne en France et en Allemagne .....     | 50 >  |
| Dialectique de la nature .....                           | 750 > |

### LENINE :

|   |       |
|---|-------|
| Marx-Engels, Marxisme .....                                 | 450 > |
| L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie ..... | 500 > |
| Sur la littérature et l'art .....                           | 600 > |
| Le développement du capitalisme en Russie (relié) .....     | 450 > |
| Que faire ? .....   | 200 > |
| Un pas en avant, deux pas en arrière ..                     | 150 > |
| Matériel et empiriocriticisme .....                         | 800 > |
| Notes critiques sur la question nationale.                  | 150 > |
| Cahiers philosophiques .....                                | 900 > |
| La faillite de la II <sup>e</sup> Internationale .....      | 100 > |
| Le socialisme et la guerre .....                            | 90 >  |
| L'impérialisme, stade suprême du capitalisme .....          | 200 > |
| L'Etat et la Révolution .....                               | 150 > |
| La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky .....     | 180 > |
| La maladie infantile du Communisme ..                       | 120 > |
| La Femme et le Communisme .....                             | 400 > |
| La Jeunesse et le Communisme .....                          | 300 > |
| Souvenirs sur Lénine .....                                  | 600 > |

### PLEKHANOV :

|   |       |
|---|-------|
| Les questions fondamentales du Marxisme   | 500 > |
| L'art et la vie sociale .....             | 600 > |
| Essai sur l'histoire du matérialisme ..   | 600 > |
| Le matérialisme militant .....            | 400 > |
| La conception moniste de l'histoire ..... | 450 > |

### H. DENIS :

|                             |       |
|-----------------------------|-------|
| La monnaie .....            | 350 > |
| Valeur et capitalisme ..... | 300 > |

### WILLARD Cl. : La fusillade de Fourmies.

120 >

### PONSOT P. : Les grèves de 1870 et la Commune de 1871 au Creusot .....

180 >

### MOISSONIER : La révolte des canuts ....

200 >

### MATHIEZ A. : Etudes sur Robespierre ...

800 >

### MOUGIN H. : Pierre Leroux .....

500 >

### John REED : Dix jours qui ébranlèrent le monde .....

850 >

### GORKI M. : La mère (roman) .....

500 >

### FOURMANOV : Tchapaev .....

300 >

### LONDON Jack : Le talon de fer (roman) relié .....

475 >

### LABERENNE : L'origine des mondes ....

480 >

### POZNER W. : Les Etats désunis .....

350 >

### PRENANT M. : Biologie et Marxisme ...

350 >

### DANOS et GIBELIN : Juin 36 .....

550 >

### MONATTE P. : Trois scissions syndicales..

690 >

### LEON TROTSKY :

|   |           |
|---|-----------|
| Ma vie (complet en un volume) .....                       | 1.150 Fr. |
| Ma vie (édition condensée) .....                          | 350 >     |
| Cours nouveau (réédition) .....                           | 400 >     |
| Ecrits, Tome 1 .....                                      | 1.000 >   |
| Ecrits, Tome 2 (où va la France) .....                    | 500 >     |
| Bolchevisme et Stalinisme .....                           | 50 >      |
| Programme de transition .....                             | 125 >     |
| D'une égratignure au danger de gangrène (ronéoté) .....   | 100 >     |
| Léon Sedov (ronéoté) .....                                | 60 >      |
| Leur morale et la nôtre (ronéoté) .....                   | 100 >     |
| La Révolution étranglée (ronéoté) .....                   | 50 >      |
| Lénine (extrait Encyclopédie britannique) (ronéoté) ..... | 45 >      |
| Question ukrainienne (ronéoté) .....                      | 30 >      |
| L'assassinat de L. Trotsky .....                          | 130 >     |
| Discussion sur le programme de transition                 | 70 >      |
| Qu'est-ce que le nazisme ? .....                          | 50 >      |
| (par 10 : 300 fr. — par 25 : 500 fr.)                     |           |
| Les crimes de Staline (Grasset, édit.)....                | 450 >     |

### VICTOR SERGE :

|   |         |
|---|---------|
| Carnets .....   | 600 Fr. |
| Naissance de notre force .....  | 350 >   |
| Ville conquise .....  | 400 >   |
| S'il est minuit dans le siècle .....  | 400 >   |
| Destin d'une Révolution .....   | 360 >   |
| Les derniers temps .....  | 600 >   |
| Portrait de Staline .....   | 375 >   |
| 16 fusillés à Moscou (1936) .....   | 180 >   |
| Le nouvel impérialisme russe (1947) ....                                    | 100 >   |
| La tragédie des écrivains soviétique (1947)                                 | 40 >    |
| Le problème de l'illégalité, simples conseils aux militants (ronéoté) ..... | 45 >    |

## LA VÉRITÉ

REDACTION - ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, PARIS-XI<sup>e</sup>

ABONNEMENTS. — 12 numéros : 1.000 francs ; 6 numéros : 500 francs ; 3 numéros : 325 fr.

C.C.P. 6032-01 Paris : Société de Presse, Edition et Librairie, 5, rue de Charonne, Paris-XI<sup>e</sup>.



# Léon TROTSKY

## Lettre à Jules GUESDE



### La famille Declerc

patois. Plus ils s'éloignent du front, plus le calme les assourdit. Declerc, avec le groupe le plus nombreux, descend à Paris.

Au moment de son arrivée, la femme était au travail. Marcel à l'école et seulement les deux petits, sous la surveillance de la sœur aînée, étaient à la maison. Le sergent embrassa les enfants, jeta un coup d'œil autour de lui et ressentit en lui-même certaine joie inquiète mélange d'étonnement. Mme Declerc revint chez elle, ne sachant rien, fatiguée de croire et d'espérer, et cinq minutes après la joyeuse rencontre, une angouisse lancinante s'était emparée d'elle : dans quatre jours, il faudra qu'il regagne le front.

Le sergent est très calme, ne se plaint de rien, et sa femme s'étonne et s'effraie. Elle a l'impression de ne pas trouver le chemin de son cœur, et le caractère éphémère de l'entrevue lui en devient plus douloureux ; on se croirait au carrefour de deux vies divergentes. Il est très économe, Declerc, et non seulement il n'a pas une seule fois demandé d'argent, mais encore il a économisé sur sa solde de sergent ; il apporte à la maison une petite somme avec des cadeaux pour les enfants.

Traquillement, comme assourdi encore par le calme qui l'entoure, il raconte les tranchées allemandes, qui étaient si près qu'on pouvait converser le soir d'une ligne à l'autre presque sans élever la voix. Mais c'était défendu... On ne voit pas la fin de la guerre, c'est-à-dire qu'on ne voit dans les événements aucun indice de cette fin.

D'une voix rabaisée et lointaine — sa femme ne lui connaissait pas encore une voix pareille — le sergent raconte les grenades à main et les mines ; les gaz asphyxiants et les liquides enflammés, les fils barbelés... et Mme Declerc l'écouté, les yeux fixes, croyant à peine avoir devant elle son vieux Jules, qu'il ait pu vivre et agir ainsi ; de temps en temps, elle le prend par la manche en disant : « Non, je ne te verrai plus jamais, tu ne reviendras plus me voir. » Le sergent ne confirme ni n'infirme ; il laisse doucement ses cheveux tôt blanchis et regarde de côté.

Une fois, dans l'obscurité, Marcel entendit une conversation de ce genre : il grimpa sur les genoux du père, comme un pauvre petit chien faible, pif dans ses deux mains une des grosses mains et se mit à embrasser cette chère et rude main, avec une si indéfinissable expression de désespoir muet que quelque chose de chaud mouilla les doigts du sergent.

Le lendemain de son arrivée, le sergent, bien lavé et rasé de frais, rendit visite à ses parents et amis. Les femmes l'assiégeaient de questions troublantes sur la guerre et sur la fin, le regardant comme s'il pouvait donner tout de suite une réponse décisive. Chaque fois, Declerc se troublait, se rappelant les instructions du capitaine au moment du départ en « perm » : Ne rien dire, et il répondait de façon évasive : « Nous espérons », en évitant le coup d'œil de ses interlocuteurs. Les femmes hochaient la tête et se tuisaient.

Les quatre jours passèrent vite. Les voici déjà assis dans le wagon côté à côté, le sergent Declerc et sa femme. Elle l'accompagne jusqu'à Paris, lui tient le bras et le fixe doucement dans les yeux. Une tendresse aigüe anime son regard et ses doigts. Lui est renfermé, comme distrait. Il lui répond brièvement, d'un ton presque indifférent, et regarde surtout par la fenêtre. Parfois seulement, quand leurs regards se croisent, un sourire reconnaissant glisse sur son visage et disparaît. Il ne veut pas céder à l'émotion ; par la pensée, il est déjà là-bas.

À Paris, il faut aller à la gare du Nord. C'est là qu'on trouve le titre de permission, et voilà de nouveau Declerc embrigadé, détail infime, dans la grande machine de guerre : Sévres, la femme et Marcel sont convertis pour lui d'un rideau de fumée. D'un air distrait, il dit adieu à sa femme sous les yeux des autres permissionnaires, et assis avec eux dans son compartiment, le voilà définitivement replongé corps et âme dans l'atmosphère de la zone des armées.

Mme Declerc a remis dans l'armoire sa robe des dimanches, sa bague et sa chaîne qu'elle avait mises pour son mari, et elle recommence à monter les cent-quarante marches du coteau pour aller au travail. Et déjà quelques jours plus tard, avec crainte et espérance, elle guettait des yeux le facteur. Les sœurs nouvelles se succèdent. L'épicière de la riche boutique du coin est morte, son commis est blessé, le frère cadet du patron du magasin de Jouéfs a eu la jambe enlevée. De plus en plus souvent les femmes en deuil se rassemblent la nuit, et elles en comptent déjà soixante-dix qui ne reviendront plus à Sévres.

Marcel porte soigneusement le nouveau béret qu'on lui a fait avec l'ancien, légal du sergent. Après le départ de son père ses paupières sont longtemps restées rouges, es taches sombres qu'il a sous les yeux sont plus profondes que jamais.

# Deux textes de Trotsky

*Dans la mesure où l'accueil fait à « La Vérité » mensuelle par ses lecteurs nous le permettra, nous espérons pouvoir publier régulièrement, en supplément, des textes de L. Trotsky, inédits en français ou devenus introuvables.*

*La « Lettre à Jules Guesde » que nous publions ce mois-ci fut adressée par L. Trotsky à l'homme qui, après avoir été l'introducteur du marxisme en France et le pionnier du Parti Socialiste, était entré avec armes et bagages dans le camp de l'Union Sacrée, devenant ministre d'Etat du gouvernement de guerre de l'impérialisme français. Ce gouvernement très républicain, sur la demande de son bon allié le tsar, venait de décider l'expulsion de L. Trotsky, qui, émigré à Paris depuis le début de la guerre, y éditaient le quotidien internationaliste (en langue russe) : « Notre Parole ».*

*Pour l'intelligence de cette lettre, précisons que Malvy était alors ministre de l'Intérieur, que Gustavo Herré, directeur de la « Guerre Sociale » qui professait un antimilitarisme verbal et démagogique, changea, le jour de la déclaration de guerre, le titre de son journal en celui de « La Victoire », organe ultra-chauvin, et que Briand — ce qui lui avait valu d'être alors condamné et exclu par le Parti Socialiste — avait ouvert la voie, plusieurs années auparavant, de la participation au gouvernement bourgeois.*

*« La famille Declerc » fut publiée par Trotsky dans un journal russe alors qu'il logeait à Sévres, et réédité dans la page littéraire de « l'Humanité » en janvier 1922. Cette nouvelle témoigne de ce que le fondateur de l'Armée Rouge, souvent accusé de « ne pas comprendre les sentiments individuels », savait pourtant comprendre et traduire ceux des familles ouvrières broyées par la guerre impérialiste qu'il voyait vivre dans son voisinage.*

*Ces deux textes furent réédités par Marcel Martinet, en juin 1934, dans une brochure consacrée à la défense de Trotsky, de nouveau réfugié en France et de nouveau expulsé par le gouvernement bourgeois... cette fois encore avec l'approbation enthousiaste de « l'Humanité », maintenant organe du Parti Communiste Français, qui, sur l'ordre de Staline, venait de s'engager à son tour sur les traces de Jules Guesde dans la voie de l'union sacrée.*

# La famille Declerc

Jules Declerc est à la guerre depuis novembre dernier ; il a quarante-cinq ans, et dans le civil il était contrôleur de tramway. S'il avait été simple soldat, il serait resté avec sa classe quelque part, à l'arrière, à un poste d'auxiliaire. Mais pour le malheur de sa femme et pour le sien propre, il est sergent et y reçoit un repas par jour. Aujourd'hui ses galons lui coûtent cher, dit sa femme. Les premières semaines, il les a passés presque tout le temps au milieu des combats ; ensuite il a été dans les tranchées, et dans ces derniers mois sous Toul.

Mme Declerc est une belle femme, avec un frais visage au fin profil et des cheveux gris. Elle attend son mari en permission de quatre jours ; elle l'attend silencieusement, opiniâtement. Sa voisine, Mme Richard, porteuse de pain, attendait aussi le sien, mais Richard a été tué par un boulet perdu, loin derrière la ligne de feu, à la veille de son départ pour la maison.

Au troisième mois de la guerre, ses petites économies commençant à s'épuiser, Mme Declerc se mit à travailler comme femme de ménage, et son propre ménage à elle passa du coup au second plan. Les enfants vont à l'école et y reçoivent un repas. Pendant les trois dernières semaines, le fils aîné, Marcel, douze ans, visage pâle, coiffé d'un vieux béret, demande chaque jour à sa mère en revenant de l'école : « Et papa, est-il arrivé ? » et s'entend répondre une fois de plus que non... mais, pour sûr, bientôt, d'un jour à l'autre.

Mme Declerc a reçu de Paris une lettre de sa sœur aînée qui lui annonce la mort de son fils. Il avait vingt ans, il s'était marié en avril, il était parti à la guerre en août. « Ah ! quel bon garçon c'était. Il ne ressemblait à aucun autre... », dit Mme Declerc en pleurant à chaudes larmes. « Ma sœur était souvent malade et l'enfant est resté un certain temps chez nous ; nous l'aimions comme un fils ». Il avait été blessé par une balle de schrapnell, légèrement sans doute, à la tête ; un de ses amis l'avait porté au poste de secours. A ce moment même éclata un obus qui blessa l'ami et tua le blessé. « On ne peut pas l'oublier, Monsieur, il ne ressemblait à personne... ».

Le lendemain du jour où arriva la nouvelle de la mort de Richard, Mme Declerc fut en retard d'un quart d'heure au travail et, en s'excusant, expliqua à sa patronne : « C'est que, Madame, nous n'avons pas dormi pendant cette nuit. » « Nous » c'étaient elle, ses deux enfants, et sa sœur. Elles se rassemblaient par groupes, chez chaque nouvelle veuve ou auprès de chaque mère privée de son enfant, pour passer la nuit avec elle, se souvenir et pleurer ; la plupart en deuil, avec de petits portraits du mari ou du fils, en broche sur la poitrine. Elles se repaisaient ensemble de leur malheur, de sa fatuité, de son universalité, et le matin suivant elles retournaient au travail.

C'est dans cette atmosphère d'angoisse, de nuits blanches et de labeur que Mme Declerc attend silencieusement, opiniâtement, son mari. « Non, non, dit-elle, aux instants de désespoir, aucun homme ne reviendra de la guerre, aucun. » A la fin d'octobre, le père Marcel, dans son long pardessus qui sera encore bon l'année prochaine, revient à cinq heures du soir de l'école, par la grande rue, quand tout d'un coup, le petit marchand de légumes lui jette : « Cours, ton père est revenu... ».

Les mats lui sonnent aux oreilles et il court, repoussant de ses jambes maigres les pans interminables de son manteau. « Marcel, ton père est arrivé », lui crie Mme Richard en traversant la rue, Marcel, tout pâle, fait rapidement un signe de la tête et, la main tachée d'encre appuyée sur sa poitrine, il continue à courir. Le fruitier, l'homme le plus gros de Sévres, est sur le pas de sa porte (son poids l'a sauvé du service militaire), il voit courir Marcel et lui crie d'un ton encourageant : « Dépêche-toi, ton père t'attend ». Marcel veut courir encore plus vite, mais impossible : son cœur bat, ses oreilles sonnent et ses jambes ne veulent plus bouger. Il pleure doucement, serre ses doigts tachés d'encre sur sa poitrine et chuchote : « Me voilà, papa, me voilà, cher, cher papa, me voilà... » Il pleure et il rassemble ses dernières forces pour monter en courant la côte.

Le sergent Declerc est en effet arrivé, enfin, en permission de quatre jours. Comme les autres, on l'a envoyé se loger pendant cent heures dans la vie de famille, dans la vie pacifique, à condition de revenir au jour fixé. En pleine nuit, les permissionnaires de toutes armes sont montés dans un train sombre, sans lumière, à quelques kilomètres de la ligne de feu ; éreintés, ils se sont assis ou couchés sur les banquettes ou par terre, et peu après ils se sont endormis à la cadence mesurée des wagons. Ensuite ils ne sont groupés dans les gares régulatrices en petites sociétés de « pays ». Le lien du front est rompu pour le moment, celui du pays est rétabli ; on cause

# Lettre à Jules Guesde

A Monsieur le Ministre Jules Guesde,  
Ministre d'État.

Monsieur le Ministre,

Avant de quitter le sol français, assisté du commissaire de police, personnifiant les libertés à la garde desquelles vous veillez au sein du Ministère national, je crois de mon devoir de vous exprimer quelques pensées qui ne vous serviraient probablement à rien à vous, mais pourrout du moins servir *contre* vous.

En m'expulsant de France, votre collègue M. Malvy n'a pas eu le courage de dire les motifs de cette mesure. De même, un autre de vos collègues, le Ministre russe *Notre Parole*, dont j'étais un des rédacteurs et qui, pendant deux ans, y suppose toutes les tortures de la censure, fonctionnant sous le couvert de ce même Ministre de la Guerre.

Cependant, je ne vous dissimulerai pas que les motifs de mon expulsion n'ont pour moi rien de mystérieux : il s'agit de mesures repressives envers un socialiste internationaliste, un de ceux qui ne veulent pas assumer le rôle d'avocat ou d'esclave volontaire de la guerre impérialiste.

Mais les motifs de la mesure qui me frappe ne m'ont pas été donnés, à moi, l'intéressé ; ils ont, par contre, été exposés par M. Briand aux députés et journalistes.

A Marseille, un groupe de soldats russes mutinés, tuèrent en août leur colonel. La persécution aurait révélé que quelques-uns de ces soldats possédaient des numéros de *Notre Parole*.

Telle est du moins la version de M. Briand dans sa conversation avec le député Longuet et le président de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, M. Leygues, qui la transmit aux journalistes de la presse bourgeoise russe.

Certes, M. Briand n'a pas osé affirmer que *Notre Parole*, soumise à sa propre censure, fut la cause immédiate du meurtre de l'officier. Sa pensée peut être exprimée ainsi : Vu la présence en France de soldats russes, il est nécessaire de balayer le sol de la République de *Notre Parole* et de ses rédacteurs, car un journal socialiste qui ne sème point d'illusion ni de mensonge pourrait, selon la parole inoubliable de M. Renaudel — donner le « calafat » aux soldats russes et les pousser dans la voie dangereuse de la réflexion.

Cependant, malheureusement pour M. Briand, son explication repose sur un scandaleux anachronisme. Gustave Hervé, alors encore membre de la Commission administrative permanente de votre parti, écrivait l'année passée que si Malvy jetait hors de France les réfugiés russes, coupables d'internationalisme révolutionnaire, lui, Hervé, garantissait que l'opinion publique de ses concitoyens accepterait cette mesure sans aucune objection. Evidemment, on ne peut pas douter que l'inspiration de cette prophétie ne fut puisée par Hervé dans un des cabinets du Ministère. A la fin de juillet, le même Hervé chuchotait officieusement que je serais expulsé de France.

contumace, pendant la guerre, par un tribunal allemand pour une brochure sur « La guerre et l'internationalisme ».

Mais même au dehors de ce fait brutal, de nature à s'imposer au cerveau policier de M. Malvy, je crois avoir le droit d'affirmer que nous autres, internationalistes révolutionnaires, sommes des ennemis beaucoup plus dangereux pour la réaction allemande que tous les gouvernements de l'Entente.

En effet, leur hostilité contre l'Allemagne n'est qu'une simple rivalité de concurrents tandis que notre haine révolutionnaire contre sa classe dirigeante est irréductible.

La concurrence impérialiste peut aussi rapprocher les frères ennemis ; si les projets d'écroulement complet de l'Allemagne se réalisaient, l'Angleterre et la France chercheraient dans une dizaine d'années à se rapprocher de l'empire des Hohenzollern pour se défendre contre la puissance excessive de la Russie. Un futur Poincaré échangerait des télégrammes de félicitations avec Guillaume ou son héritier ; Lloyd George maudirait, en son langage de clergyman et de boxeur, la Russie, ce rempart de barbarie et de militarisme ; Albert Thomas, en sa qualité d'ambassadeur de la France près du Kaiser, recevrait du muguet de la main des dames de la cour de Potsdam, comme cela lui est arrivé il y a quelque temps avec de grandes duchesses à Tsarskoe-Selo. On sortirait de nouveau les banalités de tous les discours et de tous les articles d'aujourd'hui et M. Renaudel n'aurait qu'à changer, dans ses articles, les noms propres, ce qui est tout à fait à sa portée.

Quant à nous, nous resterions les mêmes ennemis jurés de l'Allemagne déliquante que nous sommes maintenant, car nous haïssons la réaction allemande de la même haine révolutionnaire que nous avons vouée au tsarisme ou à la ploutocratie française et si vous osez, vous et vos commis aux journaux, appliquer Liebknecht, Luxembourgeois, Mehring, Zetkin, comme ennemis intrépides des Hohenzollern, vous ne pouvez pas ignorer qu'ils sont nos coreligionnaires, nos frères d'âmes ; nous sommes alliés à eux contre vous et vos maîtres par l'unité indissoluble de la lutte révolutionnaire.

Vous vous consolez peut-être en pensant que nous sommes peu nombreux ? Cependant, nous sommes bien plus nombreux que ne le croient les policiers de tous rangs. Ils ne s'en aperçoivent pas, dans leur myopie professionnelle, de cet esprit de révolte qui se lève de tous les foyers de souffrance, se répand à travers la France et toute l'Europe, dans les faubourgs ouvriers et les campagnes, les ateliers et les tranchées.

Vous avez enfermé Louise Saumoneau dans une de vos prisons, mais avec-vous diminué pour cela le désespoir des femmes de ce pays ? Vous pouvez arrêter des centaines de Zimmerwaldiens après avoir chargé votre presse de les couvrir une fois de plus de calomnies policières, mais pouvez-vous rendre aux femmes leurs maris, aux mères leurs fils, aux enfants leurs pères, aux infirmes leur force et leur santé, au peuple trompé et saigné à blanc la confiance en ceux qui l'ont trompé ?

Descendez, Jules Guesde, de votre automobile militaire, sortez de la cage où l'État capitaliste vous a enfermé, et regardez un peu autour de vous. Peut-être le destin aura une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourriez-vous percevoir e bruit sourd des événements qui s'approchent. Nous les attendons, nous les appelons, nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calculaire les masses ouvrières ne conduisait pas à une grande revanche, *notre* revanche, où il n'y aura pas place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde dans notre triomphe. Au-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grandes destinées. Sans vous et contre vous, vive la France socialiste !

11 octobre 1916.

LÉON TROTSKY.

Vers la même époque — c'est-à-dire toujours antérieurement au meurtre du colonel à Marseille — le professeur Durkheim, président de la commission nommée par le gouvernement pour s'occuper des réfugiés russes, informait le représentant de ces derniers de la prochaine interdiction de *Notre Parole* et de l'expulsion des rédacteurs de ce journal (voir *Notre Parole* du 30 juillet 1916).

Ainsi tout fut préparé d'avance, même l'opinion publique des concierges de M. Hervé. On n'attendait plus qu'un prétexte pour frapper le coup décisif. Ce prétexte fut trouvé : les malheureux soldats russes, au moment opportun — dans l'intérêt de quelqu'un — tuèrent leur colonel.

Cette opportunité providentielle donne lieu à une supposition qui, je crains, pourra froisser votre pudeur ministérielle encore fraîche. Les journalistes russes qui se sont occupés particulièrement de l'incident de Marseille ont établi que dans cette affaire, comme presque toujours dans des cas semblables, un rôle actif a été joué par un *agent provocateur*. Il est facile de comprendre quel était son but, ou plutôt le but, poursuivi par les canailles bien véridiques qui le dirigeaient. Un excès quelconque de la part des soldats leur était nécessaire, d'abord pour justifier ce régime de knout, quelque peu choquant pour les autorités françaises, ensuite pour créer un prétexte à des mesures contre les réfugiés russes qui profitent de l'hospitalité française pour démolir, pendant la guerre, les soldats russes.

On peut facilement admettre que les initiateurs de ce projet ne croyaient ni ne voulaient mener l'affaire aussi loin. Ils avaient probablement espéré atteindre des résultats plus amples avec des sacrifices moindres. Mais dans ces sortes d'entreprises, il entre toujours un élément de risque professionnel. Cependant, cette fois, les victimes furent non le provocateur lui-même, mais le colonel Krausé et ses meurtriers. Même les journalistes patriotes russes, hostiles à *Notre Parole*, ont admis la supposition que les exemplaires de notre journal ont pu être donnés aux soldats au moment voulu par ce même agent provocateur.

Essayez, Monsieur le Ministre, de faire, par l'intermédiaire de M. Malvy, une enquête dans ce sens ! Vous n'en espérez aucun résultat ? Moi non plus. Car, disons-le franchement, les agents provocateurs sont pour le moins aussi précieux à la prétendue « défense nationale » que les ministres socialistes. Et vous, Jules Guesde, après que vous avez pris la responsabilité de la politique extérieure de la Troisième République, de l'Alliance franco-russe avec ses conséquences, des prétentions morales du tsarisme, de tous les buts et méthodes de cette guerre, vous n'avez plus qu'à accepter, avec les détachements symboliques de soldats russes, les hauts faits nullement symboliques de S.M. le Tsar.

Au début de la guerre, lorsque les promesses généreuses étaient distribuées à pleines mains, votre plus proche compagnon, Sembat, avait fait entrevoir aux journalistes russes l'influence la plus bienfaisante des démocraties alliées sur le régime intérieur de la Russie. C'était d'ailleurs l'argument suprême par lequel les socialistes gouvernementaux de France et de Belgique essayaient, avec persévérance mais sans succès, de réconcilier les révolutionnaires russes avec le Tsar.

Vingt-six mois d'une collaboration militaire constante, de la communion des généralismes, des diplomates, des parlementaires, des visites de Viviani et de Thomas à Tarskoe-Selo, en un mot vingt-six mois d'« influence » ininterrompue des démocraties occidentales sur le tsarisme, ont fortifié dans notre pays la réaction la plus arrogante, adoucie seulement par le chaos administratif, et ont en même temps extrêmement rapproché le régime intérieur de l'Angleterre et de la France de celui de la Russie. Les promesses généreuses de M. Sembat valent, comme on sait ainsi que comme un symptôme éclatant de la domination solitaire et policière aussi bien en deçà qu'au-delà de la Manche.

Le pendule de Dublin, Lloyd George, impérialiste acharné, aux manières de clergymen ivre, et M. Aristide Briand, dont je vous laisse, Jules Guesde, le soin de chercher la caractéristique dans vos articles d'antan — ses deux figures expriment le mieux l'esprit de la guerre actuelle, son droit, sa morale avec ses appétits aussi bien de classe que personnels. Et quel digne partenaire pour MM. Lloyd George et Briand que M. Sturmer, cet Allemand vrai Russe, qui a fait sa carrière en s'accrochant aux soutanes des métropoles et aux jupes des bigotes de la cour.

Quel trio invincible ! Décidément l'histoire ne pouvait pas trouver pour Guesde-ministre de meilleurs collègues et chefs.

Est-il possible pour un socialiste honnête de ne pas lutter contre vous ! Vous avez transformé le parti socialiste en un chœur docile accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste. À l'époque où la société bourgeoise — dont vous, Jules Guesde, vous étiez un excellent mortel — a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature. Des événements, préparés par toute une période de pillage mondial, dont nous avons maintes fois prédit les conséquences, de tout le sang versé, de toutes les souffrances, de tous les malheurs, de tous les crimes, de toute la rapacité et la félonie des gouvernants, vous, Jules Guesde, vous ne tirez pour le prolétariat français que ce seul et unique enseignement : à savoir que Guillaume II et François-Joseph sont deux criminels qui, contrairement à ce que vous avez écrit, ne respectent pas les règles du droit international !

Toute une nouvelle génération de la jeunesse ouvrière française, de nouveaux millions de travailleurs éveillés moralement pour la première fois par les fondres de la guerre, n'apprennent que ce que vous leur en direz le livre jaune de MM. Delassé, Poincaré, Briand. Devant ce nouvel Évangile des peuples, vous, vieux chef du prolétariat, vous êtes tombé à genoux et vous avez renié tout ce que vous avez appris et enseigné à l'école de la lutte de classes.

Le socialisme français, avec son passé impuisable, sa magnifique phalange de penseurs, de lutteurs et de martyrs, trouve enfin — quelle chute et quelle honte ! — un Remandel pour traduire au jour le jour, à l'époque la plus tragique de l'histoire, les hautes pensées du livre jaune en une langue de la presse de même couleur.

Le socialisme de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Blanqui, de la Commune, de Jaurès et de Jules Guesde — oui, de Jules Guesde aussi ! — trouva enfin son Allert Thomas pour déléguer avec Romanoff sur les plus sûrs moyens de s'emparer de Constantinople ; son Marcel Sembat pour promener son je m'en fichisme de dilettante au-dessus des cadavres et des ruines de la civilisation française ; et son Jules Guesde pour suivre, lui, aussi, le char du triomphateur Briand.

Et vous avez cru, vous avez espéré que le prolétariat français qui, dans cette guerre sans idée et sans issue, est saigné à blanc par le crime des classes dirigeantes, supportera silencieusement jusqu'au bout ce pacte fionteux passé entre le socialisme officiel et ses pères concubins. Vous vous êtes trompé. Une opposition surgit. En dépit de l'état de siège et des fureurs du nationalisme qui, sous des formes diverses : royaliste, radical ou socialiste, conserve sa substance capitaliste toujours la même, l'opposition révolutionnaire avancée pas à pas et gagne chaque jour du terrain.

« *Notre Parole* », journal que vous avez étranglé, vivait et respirait dans l'atmosphère du socialisme français qui se réveillait. Arraché du sol russe par la volonté de la contre-révolution, triomphante grâce au concours de la Bourse française — que vous, Jules Guesde, servez actuellement — le groupe de « *Notre Parole* » était heureux de réfléchir, même aussi incomplètement que nous le permettrait votre censure, la voix de la section française de la nouvelle Internationale, surgissant au milieu des horreurs de la guerre fratricide.

En notre qualité d'« étrangers indésirables » qui avons lié notre destin à celui de l'opposition française, nous sommes fiers d'avoir essayé. Les premiers coups du Gouvernement français, de votre gouvernement, Jules Guesde.

Avec l'opposition française, avec Monatte, Merheim, Saumoneau, Rosmer, Bourdeon, Lottot, Guitheux et tant d'autres, nous avons partagé l'honneur d'être accusés de germanophilie. L'hebdomadaire de votre ami Flekhanov, votre copartout dans votre gloire aussi bien que dans votre chute, qui paraît à Paris, nous dénonçait chaque semaine à la police de M. Malvy comme agents de l'État-major allemand. Autrefois vous avez connu le prix de pareilles accusations, car vous avez eu vous-même le grand honneur de leur servir de cible. Maintenant, vous accordez votre approbation à M. Malvy, résumant pour les gouvernements de la défense nationale les rapports de ses mouchards. Or, mon casier politique contient une condamnation à l'emprisonnement toute récente, prononcée contre moi par